



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 31 ΟΚΤΩΒΡΙΟΥ 1972

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
190

Περὶ δημοσιεύσεως τοῦ εἰς τὴν Γαλλικὴν πρωτοτύπου καὶ ἐν Ἑλληνικῇ μεταφράσει κειμένου τοῦ τροποποιηθέντος Δια-
θνοῦς Ὑγειονομικοῦ Κανονισμοῦ, ὅστις ἐκυρώθη διὰ τοῦ
ἀπὸ 10 Ἰουλίου 1972 Β. Δ/τος 383 δημοσιευθέντος εἰς τὸ
ὑπ' ἀριθ. 91/22.6.1972 φύλλον Ἐφημερίδος τῆς Κυβερ-
νήσεως - Τεύχος Α'.

REGLEMENT SANITAIRE INTERNATIONAL TITRE 1 - DEFINITIONS

Article 1.

Pour l'application du présent Règlement :

«administration sanitaire» désigne l'autorité gou-
vernementale ayant compétence sur l'ensemble de l'un
des territoires auxquels s'applique le présent Règlement,
pour y assurer l'exécution des mesures sanitaires qu'il
prévoit ;

«aéronef» désigne un aéronef effectuant un voyage
international ;

«aéroport» signifie un aéroport désigné comme aéro-
port d'entrée ou de sortie pour le trafic aérien interna-
tional par l'Etat sur le territoire duquel il est situé ;

«arrivée» d'un navire, d'un aéronef, d'un train ou d'un
véhicule routier signifie :

a) dans le cas d'un navire de mer, l'arrivée dans un
port ;

b) dans le cas d'un aéronef, l'arrivée dans un aéro-
port ;

c) dans le cas d'un navire affecté à la navigation in-
térieure, l'arrivée soit dans un port, soit à un poste fron-
tière, selon les conditions géographiques et selon les
conventions ou arrangements conclus entre Etats in-
téressés, conformément à l'article 98 ou selon les lois et
règlements en vigueur dans le territoire d'arrivée ;

d) dans le cas d'un train ou d'un véhicule routier,
l'arrivée à un poste frontière ;

«autorité sanitaire» désigne l'autorité directement re-
sponsable, sur le territoire de son ressort, de l'applica-
tion des mesures sanitaires appropriées que le présent
Règlement permet ou prescrit ;

«bagages» désigne les effets personnels d'un voga-
geur ou d'un membre de l'équipage ;

«cas importé» désigne une personne infectée arrivant
au cours d'un voyage international ;

«cas transféré» désigne une personne infectée qui a
contracté l'infection dans une autre zone relevant de la
même administration sanitaire ;

«certificat valable», lorsque ce terme s'applique à la
vaccination, désigne un certificat conforme aux règles

énoncées et aux modèles donnés aux Appendices 2, 3
et 4 ;

«conteneur» s'entend d'un engin de transport

a) ayant un caractère permanent et étant, de ce fait,
suffisamment résistant pour permettre son usage ré-
pété ;

b) spécialement conçu pour faciliter le transport de
marchandises, sans rupture de charge, par un ou plu-
sieurs moyens de transport ;

c) muni de dispositifs qui le rendent facile à mani-
puler, notamment lors de son transbordement d'un mo-
yen de transport à un autre ;

d) conçu de façon à être facile à remplir et à vider.

Le terme conteneur ne comprend ni les emballages u-
suels, ni les véhicules ;

«désinsectisation» désigne l'opération destinée à tuer
les insectes vecteurs de maladies humaines présents dans
les navires, les aéronefs, les trains, véhicules routiers
ou autres moyens de transport, ainsi que dans les con-
teneurs ;

«diffuseur d'aérosol» désigne un diffuseur contenant
une préparation sous pression qui produit un aérosol
d'insecticide lorsque la valve est ouverte ;

«Directeur général» désigne le Directeur général de
l'Organisation ;

«épidémie» désigne l'extension d'une maladie sou-
mise au Règlement par multiplication des cas dans une
zone ;

«équipage» désigne le personnel en service sur un
navire, aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen
de transport ;

«indice d'Aedes aegypti» désigne la rapport, exprimé
en pourcentage, entre, d'une part, le nombre de mai-
sons dans une zone limitée, bien définie, où ont effe-
ctivement été trouvés des gîtes larvaires d'Aedes ae-
gypti, que ce soit dans les locaux mêmes ou sur les ter-
rains attenants à ceux-ci et en dépendant, et, d'autre
part, le nombre total de maisons examinées dans cette
zone ;

«isolement», lorsque le terme est appliqué à une per-
sonne ou à un groupe, désigne la séparation de cette per-
sonne ou de ce groupe de toutes autres personnes, à
l'exception du personnel sanitaire de service, de façon
à éviter la propagation de l'infection ;

«jour désigne un intervalle de vingt-quatre heures ;

«libre pratique» signifie, pour un navire, l'autori-
sation d'entrer dans un port et d'y procéder au débar-

quement et à toutes autres opérations, pour un aéro-nef, l'autorisation, après atterrissage, de procéder au débarquement et à toutes autres opérations :

«maladies soumises au Règlement» (maladies quaranténaires) désigne le choléra, y compris le choléra El Tor, la fièvre jaune, la peste et la variole, y compris la variole mineure (alastrim) ;

«navire» désigne un navire de mer ou un navire affecté à la navigation intérieure, qui effectue un voyage international ;

«Organisation» désigne l'Organisation mondiale de la Santé ;

«personne infectée» désigne une personne atteinte d'une maladie soumise au Règlement ou se révélant ultérieurement avoir été en période d'incubation d'une telle maladie ;

«port» désigne un port de mer ou un port intérieur ;

«quarantaine (en)» désigne l'état ou la situation d'un navire, aéro-nef, train, véhicule routier, autre moyen de transport ou container, pendant la période où une autorité sanitaire lui applique des mesures visant à prévenir la dissémination de maladies, de réservoirs de maladies ou de vecteurs de maladies ;

«suspect» désigne une personne que l'autorité sanitaire considère comme ayant été exposée au danger d'infection par une maladie soumise au Règlement et qu'elle juge susceptible de propager cette maladie ;

«visite médicale» comprend la visite et l'inspection du navire, aéro-nef, train, véhicule routier, autre moyen de transport ou conteneur, et l'examen préliminaire des personnes, ainsi que la vérification de validité des certificats de vaccination, mais ne comprend pas l'inspection périodique d'un navire pour déterminer s'il y a lieu de le dératiser ;

«vol (en cours de)» désigne le laps de temps s'écoulant entre la fermeture des portes avant le décollage et leur ouverture à l'arrivée ;

«voyage international» signifie :

a) dans le cas d'un navire ou d'un aéro-nef, un voyage entre des ports ou aéroports situés dans les territoires de plus d'un Etat, ou un voyage entre des ports ou aéroports situés dans le ou les territoires d'un même Etat, si ledit navire ou aéro-nef entre en relations avec le territoire de tout autre Etat au cours de son voyage, mais seulement en ce qui concerne ces relations ;

b) dans le cas d'une personne, un voyage comportant l'entrée sur le territoire d'un Etat, autre que le territoire de l'Etat où ce voyage commence ;

«zone de transit direct» désigne une zone spéciale, établie dans l'enceinte d'un aéroport ou rattachée à celui-ci, et ce avec l'approbation de l'autorité sanitaire intéressée et sous son contrôle immédiat ; destinée à faciliter le trafic en transit direct, elle permet notamment d'assurer la ségrégation, pendant les arrêts, des voyageurs et des équipages sans qu'ils aient à sortir de l'aéroport ;

«zone infectée» s'entend d'une zone définie sur la base de principes épidémiologiques par l'administration sanitaire qui signale l'existence de la maladie dans son pays et ne correspondant pas nécessairement à des limites administratives. C'est une partie de son territoire qui, en raison des caractéristiques de la population (densité, mobilité) et du potentiel des vecteurs et des réservoirs animaux, pourrait se prêter à la transmission de la maladie signalée.

TITRE II

NOTIFICATIONS ET RENSEIGNEMENTS ÉPIDÉMIOLOGIQUES

Article 2.

Pour l'application du présent Règlement, tout Etat

reconnait à l'Organisation le droit de communiquer directement avec l'administration sanitaire de son ou de ses territoires. Toute notification et tout renseignement envoyés par l'Organisation à l'administration sanitaire sont considérés comme ayant été envoyés à l'Etat dont elle relève, et toute notification et tout renseignement envoyés à l'Organisation par l'administration sanitaire sont considérés comme ayant été envoyés par l'Etat dont elle relève.

Article 3.

1. Les Administrations sanitaires adressent une notification à l'Organisation, par télégramme ou par télex et au plus tard dans les vingt-quatre heures, dès qu'elles sont informées qu'un premier cas d'une maladie soumise au Règlement, qui n'est ni un cas importé ni un cas transféré, a été signalé dans une zone de leur ressort. Dans les vingt-quatre heures qui suivent, elles adressent notification de la zone infectée.

2. En outre, les administrations sanitaires adressent une notification à l'Organisation, par télégramme ou par télex et au plus tard dans les vingt-quatre heures, dès qu'elles sont informées :

α) qu'un cas, ou plusieurs, d'une maladie soumise au Règlement a été importé ou transféré dans une zone non infectée ; la notification donnera tous les renseignements disponibles sur l'origine de l'infection ;

b) qu'un navire ou un aéro-nef est arrivé avec, à son bord, un cas, ou plusieurs, d'une maladie soumise au Règlement ; la notification indiquera le nom du navire ou le numéro de vol de l'aéro-nef, ses escales précédentes et suivantes, et précisera les mesures qui auront éventuellement été prises à l'égard du navire ou de l'aéro-nef.

3. L'existence de la maladie ainsi notifiée sur la base d'un diagnostic clinique raisonnablement valable est confirmée aussitôt que possible par les examens de laboratoire réalisables, et les résultats adressés immédiatement par télégramme ou par télex à l'Organisation.

Article 4.

1. Les administrations sanitaires notifient immédiatement à l'Organisation les faits établissant la présence du virus amaril, y compris le virus découvert sur des moustiques ou sur des vertébrés autres que l'homme, ou celle du bacille de la peste dans une partie quelconque de leur territoire et signalent l'étendue de la zone en cause.

2. Lorsqu'elles notifient des cas de peste des rongeurs, les administrations sanitaires doivent faire la distinction entre la peste des rongeurs sauvages et la peste des rongeurs domestiques et, pour les cas de peste des rongeurs sauvages, décrire les circonstances épidémiologiques et indiquer la zone en cause.

Article 5.

Les notifications prescrites au paragraphe 1 de l'article 3 sont suivies sans retard de renseignements complémentaires sur l'origine et la forme de la maladie, le nombre des cas et des décès, les conditions afférentes à l'extension de la maladie, ainsi que les mesures prophylactiques appliquées.

Article 6.

1. En cours d'épidémie, les notifications et les renseignements visés aux articles 3 et 5 sont complétés par des communications adressées d'une façon régulière à l'Organisation.

2. Ces communications sont aussi fréquentes et détaillées que possible. Le nombre des cas et des décès est transmis au moins une fois par semaine. Il y a lieu d'indiquer les précautions prises pour combattre l'extension de la maladie, en particulier les mesures adoptées pour éviter qu'elle se propage à d'autres territoires par des navires, aéro-nefs, trains, véhicules routiers ou autres

moyens de transport, ou par des conteneurs, quittant la zone infectée. En cas de peste, les mesures prises contre les rongeurs sont spécifiées. S'il s'agit de maladies soumises au Règlement transmises par des insectes vecteurs, les mesures prises contre ceux-ci sont également spécifiées.

Article 7.

1. L'administration sanitaire d'un territoire dans lequel une zone infectée a été délimitée et notifiée avise l'Organisation dès que la zone redevient indemne.

2. Une zone infectée peut être considérée comme redevenue indemne quand toutes les mesures de prophylaxie ont été prises et maintenues pour prévenir la réapparition de la maladie ou son extension possible à d'autres zones et quand :

a) en cas de peste, choléra ou variole, il s'est écoulé, après le décès, la guérison ou l'isolement du dernier cas constaté, un laps de temps au moins égal au double de la période d'incubation telle que déterminée dans le présent Règlement, et que n'existent pas de signes épidémiologiques d'extension de la maladie à une zone contigue ;

b) i) en cas de fièvre jaune transmise par un vecteur autre que l'*Aedes aegypti*, trois mois se sont écoulés sans signe d'activité du virus de la fièvre jaune ;

ii) en cas de fièvre jaune transmise par l'*Aedes aegypti*, il s'est écoulé trois mois depuis le dernier cas chez l'homme, ou un mois depuis le dernier cas si l'indice d'*Aedes aegypti* a été maintenu constamment au-dessous de 1 % pendant ce mois ;

c) i) en cas de peste chez les rongeurs domestiques, il s'est écoulé un mois depuis la découverte ou la capture du dernier animal infecté ;

ii) en cas de peste chez les rongeurs sauvages, il s'est écoulé trois mois sans que la maladie ait été observée assez près de ports ou d'aéroports pour constituer une menace pour le trafic international.

Article 8.

1. Les administrations sanitaires notifient à l'Organisation :

a) les mesures qu'elles ont décidé d'appliquer aux provenances d'une zone infectée ainsi que le retrait de ces mesures, en indiquant la date d'entrée en vigueur ou celle du retrait ;

b) toute modification de leurs exigences relatives aux vaccinations requises pour les voyages internationaux.

2. Ces notifications sont faites par télégramme ou par télex et, quand cela est possible, avant que prenne effet la modification ou que les mesures entrent en vigueur ou soient rapportées.

3. Les administrations sanitaires font parvenir une fois par an à l'Organisation, et ce à une date fixée par cette dernière, une liste récapitulative de leurs exigences relatives aux vaccinations requises pour les voyages internationaux.

4. Les administrations sanitaires prennent des dispositions pour aviser de leurs propres exigences ou des modifications de ces exigences les voyageurs éventuels, en faisant appel à la coopération, selon le cas, d'agences de voyage, de compagnies de navigation maritime ou aérienne ou de tout autre agent de transport.

Article 9.

En plus des notifications et des renseignements visés aux articles 3 à 8, les administrations sanitaires communiquent chaque semaine à l'Organisation :

a) un rapport par télégramme ou par télex sur le nombre de cas de maladies soumises au Règlement et

de décès dus à ces maladies qui ont été enregistrés au cours de la semaine précédente dans chaque ville attenante à un port ou à un aéroport, y compris les cas importés ou transférés ;

b) un rapport par poste aérienne signalant l'absence de cas de ces maladies pendant les périodes visées aux lettres a), b) et c) du paragraphe 2 de l'article 7.

Article 10.

Toutes notifications et tous renseignements visés aux articles 3 à 9 sont également communiqués, sur demande par l'administration sanitaire aux missions diplomatiques et consulats établis sur le territoire de sa compétence.

Article 11.

1. L'Organisation envoie à toutes les administrations sanitaires, aussitôt que possible et par les voies appropriées à chaque cas, tous les renseignements épidémiologiques ou autres qu'elle a reçus en application des articles 3 à 8 et du paragraphe a) de l'article 9. Elle signale également l'absence des renseignements requis par l'article 9. Les communications de nature urgente sont envoyées par télégramme, par télex ou par téléphone

2. Toutes données épidémiologiques supplémentaires et tous autres renseignements dont l'Organisation dispose du fait de son programme de surveillance sont communiqués, quand cela se justifie, à toute les administrations sanitaires.

3. L'Organisation peut, avec le consentement du gouvernement intéressé, enquêter sur toute épidémie d'une maladie soumise au Règlement qui fait peser une grave menace sur les pays voisins ou sur la santé dans le monde. Les enquêtes ainsi entreprises viseront à aider les gouvernements à prendre les mesures de protection nécessaires et elles pourront comprendre l'envoi d'une équipe sur place.

Article 12.

Tout télégramme ou télex émis ou tout appel téléphonique effectué en vertu des articles 3 à 8 et de l'article 11 bénéficie de la priorité que commandent les circonstances. Les communications émises en cas d'urgence exceptionnelle, lorsqu'il y a danger de propagation d'une maladie soumise au Règlement, sont faites avec la priorité la plus élevée accordée à ces communications par les arrangements internationaux des télécommunications.

Article 13.

1. Tout Etat transmet une fois l'an à l'Organisation, conformément à l'article 62 de la Constitution de l'Organisation, des renseignements concernant l'apparition éventuelle de tout cas d'une maladie soumise au Règlement provoqué par le trafic international ou observé dans celui-ci, ainsi que les décisions prises en vertu du présent Règlement et celles touchant à son application.

2. L'Organisation, sur la base des renseignements requis par le paragraphe 1 du présent article, des notifications et rapports prescrits par le présent Règlement et de toute autre information officielle, prépare un rapport annuel concernant l'application du présent Règlement et ses effets sur le trafic international.

3. L'Organisation suit l'évolution de la situation épidémiologique des maladies soumises au Règlement et publie, au moins une fois par an, des renseignements à ce sujet, accompagnés de cartes montrant quelles sont dans le monde entier les zones infectées et les zones indemnes, ainsi que tous autres renseignements pertinents recueillis dans le cadre de son programme de surveillance.

TITRE III
ORGANISATION SANITAIRE

Article 14.

1. Les administrations sanitaires font en sorte que les ports et les aéroports de leur territoire soient pourvus d'une organisation et d'un outillage adéquats pour permettre l'application des mesures prévues au présent Règlement.

2. Tout port ou aéroport doit disposer d'eau potable et de denrées alimentaires saines, de provenances approuvées par l'administration sanitaire, à l'usage et pour la consommation du public, soit à terre, soit à bord des navires ou des aéronefs. L'eau potable et les denrées alimentaires sont conservées et manipulées dans des conditions propres à les protéger de toute contamination. L'autorité sanitaire inspecte périodiquement le matériel, les installations et les locaux, et prélève des échantillons d'eau et de denrées alimentaires, qui sont soumis à des examens de laboratoire afin de vérifier que les dispositions du présent article sont respectées. A cette fin, comme pour toute autre mesure sanitaire, les principes et recommandations énoncés dans les guides publiés à ce sujet par l'Organisation sont appliqués dans toute la mesure du possible en respectant les exigences du présent Règlement.

3. Tout port ou aéroport doit disposer d'un système efficace pour évacuer et rendre inoffensives les matières fécales, les ordures ménagères, les eaux usées, ainsi que les denrées alimentaires impropres à la consommation et autres matières reconnues dangereuses pour la santé publique.

Article 15.

Le plus grand nombre possible de ports et d'aéroports d'un territoire donné doit pouvoir disposer d'un service médical et sanitaire comportant le personnel, le matériel et les locaux nécessaires et, en particulier, les moyens pour isoler et traiter rapidement les personnes infectées, pour procéder à des désinfections, désinsectisations et dératisations, à des examens bactériologiques, à la capture et à l'examen des rongeurs pour la recherche de l'infection pesteuse, à des prélèvements d'échantillons d'eau et de denrées alimentaires ainsi qu' à leur expédition à un laboratoire pour examen, enfin pour appliquer toutes autres mesures appropriées prévues au présent Règlement.

Article 16.

L'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport :

a) prend toutes mesures utiles pour maintenir les installations du port ou de l'aéroport exemptes de rongeurs;

b) fait tous efforts pour mettre à l'abri des rats les installations du port ou de l'aéroport.

Article 17.

1. Les administrations sanitaires prennent les dispositions voulues pour qu'un nombre suffisant de ports de leur territoire puissent disposer du personnel compétent nécessaire pour l'inspection des navires en vue de la délivrance des certificats d'exemption de la dératisation visés à l'article 54, et elles doivent agréer les ports remplissant ces conditions.

2. Compte tenu de l'importance du trafic international de leur territoire, ainsi que de la répartition de ce trafic, les administrations sanitaires désignent, parmi les ports agréés conformément au paragraphe 1 du présent article, ceux qui, pourvus de l'outillage et du personnel nécessaires à la dératisation des navires, ont compétence pour délivrer les certificats de dératisation visés à l'article 54.

3. Les administrations sanitaires qui désignent ainsi des ports veillent à ce que les certificats de dératisation et les certificats d'exemption de la dératisation soient délivrés conformément aux exigences du présent Règlement.

Article 18.

Les administrations sanitaires désignent les aéroports qui sont pourvus d'une zone de transit direct telle que définie à l'article 1.

Article 19.

1. Selon l'importance du trafic international de leur territoire, les administrations sanitaires désignent comme aéroports sanitaires un certain nombre d'aéroports de ce territoire, étant entendu que les aéroports ainsi désignés doivent satisfaire aux conditions énoncées au paragraphe 2 du présent article, ainsi qu'aux dispositions de l'article 14.

2. Tout aéroport sanitaire doit disposer :

a) d'une organisation médicale comportant le personnel, le matériel et les locaux nécessaires;

b) des moyens voulus pour transporter, isoler et traiter les personnes infectées ou les suspects;

c) des moyens nécessaires pour une désinfection et une désinsectisation efficaces, pour la destruction des vecteurs et des rongeurs, ainsi que pour l'application de toute autre mesure appropriée prévue au présent Règlement;

d) d'un laboratoire bactériologique ou des moyens voulus pour l'envoi des matières suspectes à un tel laboratoire;

e) des moyens nécessaires pour la vaccination contre la variole à l'intérieur de l'aéroport et, soit à l'intérieur soit à l'extérieur de l'aéroport, des moyens nécessaires pour la vaccination contre le choléra et contre la fièvre jaune.

Article 20.

1. Tout port, de même que la superficie comprise dans le périmètre de tout aéroport, est maintenu exempt d'*Aedes aegypti* à l'état immature ou à l'état adulte et de moustiques vecteurs du paludisme ou d'autres maladies revêtant une importance épidémiologique pour le trafic international. A cette fin, des mesures de démoustication sont appliquées régulièrement dans une zone de protection s'étendant sur une distance d'au moins 400 mètres autour du périmètre.

2. Dans la zone de transit direct d'un aéroport situé soit sans une zone où se trouvent les vecteurs mentionnés au paragraphe 1 du présent article, soit dans le voisinage immédiat d'une telle zone, tous les locaux destinés à recevoir des personnes ou des animaux sont mis à l'abri des moustiques.

3. Aux fins du présent article, le périmètre d'un aéroport désigne la ligne qui circonscrit la zone où se trouvent les bâtiments de l'aéroport et le terrain ou plan d'eau servant ou destiné à servir au stationnement des aéronefs.

4. Les administrations sanitaires sont tenues de fournir une fois par an à l'Organisation des renseignements indiquant dans quelle mesure leurs ports et aéroports sont maintenus exempts de vecteurs présentant une importance épidémiologique pour le trafic international.

Article 21.

1. Les administrations sanitaires adressent à l'Organisation :

a) une liste des ports de leur territoire qui sont agréés conformément à l'article 17 en vue de la délivrance :

- i) de certificats d'exemption de la dératization seulement, et
- ii) de certificats de dératization et de certificats d'exemption de la dératization;
- b) une liste des aéroports et des aéroports sanitaires de leur territoire;
- c) une liste des aéroports de leur territoire qui sont pourvus d'une zone de transit direct.

2. Les administrations sanitaires notifient à l'Organisation toute modification ultérieure des listes visées au paragraphe 1 du présent article.

3. L'Organisation communique sans retard à toutes les administrations sanitaires les renseignements qu'elle reçoit conformément aux dispositions du présent article.

Article 22.

1. A la demande de l'administration sanitaire intéressée et après enquête appropriée, l'Organisation certifie qu'un aéroport sanitaire situé sur le territoire dépendant de cette administration remplit les conditions requises par le présent Règlement.

2. A la demande de l'administration sanitaire intéressée et après enquête appropriée, l'Organisation certifie que la zone de transit direct d'un aéroport situé dans une zone infectée par la fièvre jaune du territoire dépendant de cette administration remplit les conditions requises par le présent Règlement.

3. L'Organisation révisé périodiquement ces certifications, en collaboration avec l'administration sanitaire intéressée, pour s'assurer que les conditions requises continuent d'être remplies.

4. Dans la liste qu'elle doit publier en vertu de l'article 21, l'Organisation indique les aéroports ayant fait l'objet des certifications prévues au présent article.

Article 23.

1. Là où l'importance du trafic international le justifie et lorsque la situation épidémiologique l'exige, les postes frontières des voies ferrées et des routes sont pourvus d'installations pour l'application des mesures prévues par le présent Règlement. Il en est de même des postes frontières desservant des voies d'eau intérieures, là où le contrôle sur les navires de navigation intérieure s'effectue à la frontière.

2. Les administrations sanitaires notifient à l'Organisation la date d'entrée en service et l'emplacement de ces installations.

3. L'Organisation transmet sans retard à toutes les administrations sanitaires les renseignements reçus en vertu du présent article.

TITRE IV

MESURES ET FORMALITES SANITAIRES

Chapitre I

Dispositions Générales

Article 24.

Les mesures sanitaires permises par le présent Règlement constituent le maximum de ce qu'un Etat peut exiger à l'égard du trafic international pour la protection de son territoire contre les maladies soumises au Règlement.

Article 25.

Les mesures sanitaires doivent être commencées immédiatement, terminées sans retard et appliquées sans qu'il soit fait aucune discrimination.

Article 26.

1. La désinfection, la désinsectiation, la dératization et toutes autres opérations sanitaires sont exécutées de manière :

a) à éviter toute gêne inutile et à ne causer aucun préjudice à la santé des personnes ;

b) à ne causer aucun dommage à la structure du navire, aéronef ou autre véhicule ou à ses appareils de bord ;

c) à éviter tout risque d'incendie.

2. En exécutant ces opérations sur les cargaisons, marchandises, bagages, conteneurs et autres objets, les précautions voulues sont prises pour éviter tout dommage.

3. Dans le cas où des méthodes ou procédés sont recommandés par l'Organisation, ils devraient être utilisés.

Article 27.

1. Sur demande, l'autorité sanitaire délivre gratuitement au transporteur un certificat indiquant les mesures appliquées à tout navire, aéronef, train, véhicule routier, autre moyen de transport ou conteneur, les parties traitées, les méthodes employées, ainsi que les raisons qui ont motivé l'application des mesures. Dans le cas d'un aéronef, le certificat est remplacé, sur demande, par une inscription dans la partie relative aux questions sanitaires de la Déclaration générale d'aéronef.

2. De même, l'autorité sanitaire délivre sur demande et gratuitement :

a) à tout voyageur un certificat indiquant la date de son arrivée ou de son départ et les mesures appliquées à sa personne ainsi qu'à ses bagages ;

b) au chargeur ou expéditeur, au réceptionnaire et au transporteur, ou à leurs agents respectifs, un certificat indiquant les mesures appliquées aux marchandises.

Article 28.

1. Les personnes soumises à la surveillance ne sont pas isolées et restent libres de se déplacer. Pendant la période de surveillance, l'autorité sanitaire peut inviter ces personnes à se présenter devant elle, si besoin est, à des intervalles déterminés. Compte tenu des restrictions visées à l'article 71, l'autorité sanitaire peut aussi soumettre ces personnes à un examen médical et procéder à toutes investigations nécessaires pour vérifier leur état de santé.

2. Lorsque les personnes soumises à la surveillance se rendent dans un autre lieu, situé à l'intérieur ou en dehors du même territoire, elles sont tenues d'en informer l'autorité sanitaire qui notifie immédiatement le déplacement à l'autorité sanitaire du lieu où se rendent ces personnes, qui, dès leur arrivée, doivent se présenter à cette autorité. Celle-ci peut également les soumettre aux mesures visées au paragraphe 1 du présent article.

Article 29.

Sauf en cas d'urgence compromettant un danger grave pour la santé publique, l'autorité sanitaire d'un port ou d'un aéroport ne doit pas, en raison d'une autre maladie épidémique, refuser la libre pratique à un navire ou un aéronef qui n'est pas infecté ou suspect d'être infecté d'une maladie soumise au Règlement ; notamment elle ne doit pas l'empêcher de décharger ou de charger des marchandises ou des approvisionnements ou de prendre à bord du combustible ou des carburants et de l'eau potable.

Article 30.

L'autorité sanitaire peut prendre toutes mesures pratiques pour empêcher un navire de déverser, dans les eaux d'un port, d'une rivière ou d'un canal, des eaux et matières usées susceptibles de les polluer.

Chapitre II.

Mesures sanitaires au départ

Article 31.

1. L'autorité sanitaire du port, de l'aéroport ou de la zone dans laquelle est situé le poste frontière prend toutes mesures pratiques pour :

a) empêcher l'embarquement des personnes infectées ou des suspects ;

b) éviter que ne s'introduisent, à bord d'un navire, aéronef, train, véhicule routier, autre moyen de transport ou conteneur, des agents possibles d'infection ou des vecteurs d'une maladie soumise au Règlement.

2. L'autorité sanitaire d'une zone infectée peut exiger des voyageurs au départ un certificat de vaccination valable.

3. Avant le départ d'une personne effectuant un voyage international, l'autorité sanitaire visée au paragraphe 1 du présent article peut, lorsqu'elle l'estime nécessaire, procéder à une visite médicale de cette personne. Le moment et le lieu de cette visite sont fixés en tenant compte de toutes les autres formalités, de manière à ne pas entraver ni retarder le départ.

4. Nonobstant les dispositions de la lettre a) du paragraphe 1 du présent article, une personne effectuant un voyage international et qui, à son arrivée, est mise en surveillance peut être autorisée à continuer son voyage. L'autorité sanitaire, conformément à l'article 28, adresse par les voies les plus rapides une notification à l'autorité sanitaire du lieu où se rend cette personne.

Chapitre III.

Mesures sanitaires applicables durant le trajet entre les ports ou aéroports de départ et d'arrivée

Article 32.

Il est interdit de jeter ou de laisser tomber d'un aéronef en cours de vol toute matière susceptible de propager une maladie épidémique.

Article 33.

1. Aucune mesure sanitaire n'est imposée par un Etat aux navires qui traversent les eaux relevant de sa compétence sans faire escale dans un port ou sur la côte.

2. Dans le cas où, pour un motif quelconque, le navire fait escale, les lois et règlements en vigueur dans le territoire lui sont applicables sans toutefois que les dispositions du présent Règlement soient outrepassées.

Article 34.

1. Aucune mesure sanitaire autre que la visite médicale n'est prise pour un navire indemne, tel que défini au titre V, empruntant un canal ou une autre voie maritime situés dans le territoire d'un Etat, afin de se rendre dans un port situé dans le territoire d'un autre Etat. Cette disposition ne concerne pas les navires provenant d'une zone infectée ou ayant à bord une personne en provenance d'une telle zone, tant que n'est pas écoulée la période d'incubation de la maladie dont la zone est infectée.

2. La seule mesure applicable à un navire indemne se trouvant dans l'un ou l'autre de ces cas est, au besoin, la mise à bord d'une garde sanitaire pour empêcher tout contact non autorisé entre le navire et la côte et veiller à l'application des dispositions de l'article 30.

3. L'autorité sanitaire permet à un navire se trouvant dans l'un des cas visés ci-dessus d'embarquer, sous son contrôle, du combustible ou des carburants, de l'eau potable, des vivres de consommation et des approvisionnements.

4. Lors de leur passage par un canal ou par une autre voie maritime, les navires infectés ou suspects peuvent être traités comme s'ils faisaient escale dans le port du territoire dans lequel est situé le canal ou voie maritime.

Article 35.

Nonobstant toute disposition contraire du présent Règlement, exception faite de l'article 76, aucune mesure sanitaire autre que la visite médicale n'est imposée aux passagers et membres de l'équipage :

a) se trouvant sur un navire indemne, qui ne quitte pas le bord ;

b) en transit, se trouvant à bord d'un aéronef indemne, s'ils ne franchissent pas les limites de la zone de transit direct d'un aéroport du territoire à travers lequel le transit s'effectue ou si, en attendant l'établissement d'une telle zone dans l'aéroport, ils se soumettent aux mesures de ségrégation prescrites par l'autorité sanitaire pour empêcher la propagation des maladies. Dans le cas où une personne se trouvant dans les conditions prévues ci-dessus est obligée de quitter l'aéroport où elle a débarqué, et ce dans le but de poursuivre son voyage à partir d'un autre aéroport situé à proximité, elle continue à jouir de l'exception prévue ci-dessus si son transfert a lieu sous contrôle de l'autorité ou des autorités sanitaires.

Chapitre IV.

Mesures sanitaires à l'arrivée

Article 36.

Les Etats doivent, autant que faire se peut, accorder la libre pratique par radio à un navire ou à un aéronef lorsque, se fondant sur les renseignements qu'il fournit avant son arrivée, l'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport vers lequel il se dirige estime qu'il n'apporte pas une maladie soumise au Règlement, ou n'en favorisera pas la propagation.

Article 37.

1. L'autorité sanitaire d'un port, d'un aéroport ou d'un poste frontière peut soumettre à la visite médicale à l'arrivée tout navire, aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen de transport ou conteneur, ainsi que toute personne effectuant un voyage international.

2. Les mesures sanitaires supplémentaires applicables à un navire, aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen de transport ou conteneur sont déterminées par les conditions ayant existé à bord pendant le voyage ou y existant au moment de la visite médicale, et, sans préjudice, toutefois, des mesures que le présent Règlement permet d'appliquer à un navire, aéronef, train, véhicule routier, autre moyen de transport ou conteneur provenant d'une zone infectée.

3. Dans un pays où l'administration sanitaire fait face à des difficultés spéciales qui peuvent constituer un grave danger pour la santé publique, il peut exiger de toute personne effectuant un voyage international qu'elle indique par écrit, à l'arrivée, son adresse de destination.

Article 38.

L'application des mesures prévues au titre V qui pendent du fait qu'un navire, un aéronef, un train, un véhicule routier ou autre moyen de transport, une personne, un conteneur ou des objets proviennent d'une zone infectée telle qu'elle a été notifiée par l'administration sanitaire intéressée sera limitée aux précautions effectives de cette zone. Cette limitation est subordonnée à la condition que l'autorité sanitaire de la zone infectée prenne toutes les mesures nécess-

pour empêcher la propagation de la maladie et applique les mesures visées au paragraphe 1 de l'article 31.

Article 39.

A l'arrivée d'un navire, aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen de transport, toute personne infectée peut être débarquée et isolée par l'autorité sanitaire. Le débarquement par l'autorité sanitaire est obligatoire s'il est requis par la personne responsable du moyen de transport.

Article 40.

1. Outre l'application des dispositions du titre V, l'autorité sanitaire peut soumettre à la surveillance tout suspect qui, au cours d'un voyage international, arrive, par quelque moyen que ce soit, en provenance d'une zone infectée; cette surveillance peut être maintenue jusqu'à la fin de la période d'incubation, telle que déterminée dans le titre V.

2. Sauf dans les cas expressément prévus au présent Règlement, l'isolement ne remplace la surveillance que si l'autorité sanitaire considère comme exceptionnellement sérieux le danger de transmission de l'infection par le suspect.

Article 41.

Les mesures sanitaires, autres que la visite médicale, prises dans un port ou un aéroport ne sont renouvelées dans aucun des ports ou aéroports ultérieurement touchés par le navire ou l'aéronef, à moins que :

a) après le départ du port ou de l'aéroport où les mesures ont été appliquées, il ne se soit produit, dans ce port ou aéroport, ou à bord du navire ou de l'aéronef, un fait de caractère épidémiologique susceptible d'entraîner une nouvelle application de ces mesures;

b) l'autorité sanitaire de l'un des ports ou aéroports ultérieurement touchés ne se soit assurée que les mesures prises n'avaient pas été appliquées d'une manière vraiment efficace.

Article 42.

Sous réserve des dispositions de l'article 80, les navires ou aéronefs ne peuvent, pour des motifs sanitaires, se voir refuser l'accès d'un port ou d'un aéroport. Toutefois, si le port ou l'aéroport n'est pas outillé pour appliquer telles mesures sanitaires permises par le présent Règlement, mesures que l'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport estime nécessaires, ces navires ou aéronefs peuvent être mis dans l'obligation de se rendre à leurs risques au port ou à l'aéroport qualifié le plus proche qui leur convient le mieux.

Article 43.

Un aéronef n'est pas considéré comme provenant d'une zone infectée du seul fait qu'il a atterri dans une telle zone sur un ou des aéroports sanitaires n'étant pas eux-mêmes des zones infectées.

Article 44.

Les personnes arrivant à bord d'un aéronef indemne ayant atterri dans une zone infectée et dont les passagers, ainsi que l'équipage, se sont conformés aux conditions de l'article 35 ne sont pas considérées comme étant en provenance d'une telle zone.

Article 45.

1. Sauf dans les cas prévus au paragraphe 2 ci-dessous, tout navire ou aéronef qui, à l'arrivée, refuse de se soumettre aux mesures prescrites, en application du présent Règlement, par l'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport, est libre de poursuivre immédiatement son voyage; il ne peut, dans ce cas, au cours de ce voyage

faire escale dans aucun autre port ou aéroport du même territoire. A la condition qu'il demeure en quarantaine, ce navire ou aéronef est néanmoins autorisé à prendre à bord du combustible ou des carburants, de l'eau potable, des vivres de consommation et des approvisionnements. Si, après visite médicale, ce navire est reconnu indemne, il conserve le bénéfice des dispositions de l'article 34.

2. Toutefois, sont soumis, par l'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport, aux mesures prescrites en application du présent Règlement et ne sont pas libres de poursuivre immédiatement leur voyage, dans le cas où ils arrivent dans un port ou un aéroport d'une zone où le vecteur de la fièvre jaune est présent:

a) les aéronefs infectés de fièvre jaune.

b) les navires infectés de fièvre jaune, si des *Aedes aegypti* ont été décelés à bord et si la visite médicale démontre qu'une personne infectée n'a pas été isolée en temps opportun.

Article 46.

1. Si, pour des raisons indépendantes de la volonté de son commandant, un aéronef atterrit ailleurs que sur un aéroport ou sur un aéroport autre que celui où il devait normalement atterrir, le commandant de l'aéronef, ou son délégué, s'efforce d'entrer en contact sans délai avec l'autorité sanitaire la plus proche ou avec toute autre autorité publique.

2. Dès que l'autorité sanitaire est avisée de cet atterrissage, elle peut prendre les dispositions appropriées, sans outrepasser, en aucun cas, les mesures permises par le présent Règlement.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5 du présent article, les personnes qui se trouvaient à bord ne peuvent, sauf pour entrer en communication avec l'autorité sanitaire ou toute autre autorité publique, ou avec la permission de celles-ci, quitter le voisinage du lieu d'atterrissage, et les marchandises ne doivent pas en être éloignées.

4. Lorsque les mesures éventuellement prescrites par l'autorité sanitaire ont été exécutées, l'aéronef est admis, du point de vue sanitaire, à se diriger vers l'aéroport où il devait normalement atterrir ou, si des raisons techniques s'y opposent, vers un aéroport à sa convenance.

5. En cas d'urgence, le commandant de l'aéronef, ou son délégué, prend toutes mesures que nécessitent la santé et la sécurité des passagers et de l'équipage.

Chapitre v

Mesures concernant le transport international des cargaisons, des marchandises, des bagages et du courrier

Article 47.

1. Les cargaisons et marchandises ne sont soumises aux mesures sanitaires prévues au présent Règlement que si elles proviennent de zones infectées et si l'autorité sanitaire a des raisons de croire que ces cargaisons et marchandises peuvent avoir été contaminées par l'agent causal d'une des maladies soumises au Règlement ou constituer un facteur de propagation de l'une de ces maladies.

2. Sous réserve des mesures prévues à l'article 70, les marchandises, autres que les animaux vivants, qui passent en transit sans transbordement, ne sont soumises à aucune mesure sanitaire ni retenues aux ports, aéroports ou stations frontalières.

3. La délivrance d'un certificat de désinfection pour les marchandises faisant l'objet d'un commerce entre deux pays peut être réglée par des arrangements bilatéraux entre le pays exportateur et le pays importateur.

Article 48.

Sauf dans le cas d'une personne infectée ou d'un suspect, les bagages ne peuvent être désinfectés ou désinsectisés que s'ils appartiennent à une personne qui transporte du matériel infectieux ou sur laquelle sont trouvés des insectes vecteurs d'une maladie soumise au Règlement.

Article 49.

1. Aucune mesure sanitaire n'est prise à l'égard du courrier, des journaux, livres et autres imprimés.

2. Les colis postaux ne sont soumis à des mesures sanitaires que s'ils contiennent :

a) des aliments visés au paragraphe 1 de l'article 70 que l'autorité sanitaire a des raisons de croire contaminés du fait de leur provenance d'une zone infectée de choléra ;

b) du linge, des vêtements ou de la literie ayant servi ou qui sont souillés et auxquels sont applicables les dispositions du titre V ;

c) du matériel infectieux ; ou

d) des insectes ou autres animaux vivants qui pourraient être vecteurs de maladies humaines une fois introduits ou fixés dans le pays.

Article 50.

L'administration sanitaire veille, dans toute la mesure du possible, à ce que les conteneurs utilisés dans le trafic international par chemin de fer, route, mer ou air restent, pendant les opérations d'emballage, exempts de matériel infectieux, de vecteurs ou de rongeurs.

TITRE V

DISPOSITIONS PROPRES A CHACUNE
DES MALADIES SOUMISES AU RÈGLEMENT

Chapitre 1.

Peste

Article 51.

Aux fins du présent Règlement, la période d'incubation de la peste est fixée à six jours.

Article 52.

La vaccination contre la peste ne constitue pas une condition mise à l'admission d'une personne dans un territoire.

Article 53.

1. Les Etats emploient tous les moyens en leur pouvoir pour diminuer le danger de propagation de la peste par les rongeurs et leurs ectoparasites. Leurs administrations sanitaires se tiennent constamment renseignées, par la collecte systématique et l'examen régulier des rongeurs et de leurs ectoparasites, sur la situation existant dans les zones - les ports et aéroports notamment - infectées de peste des rongeurs ou suspectes de l'être.

2. Pendant le séjour d'un navire ou aéronef dans un port ou aéroport infecté de peste, des mesures spéciales sont prises pour éviter que des rongeurs ne pénètrent à bord.

Article 54.

1. Les navires sont ;

a) maintenus de façon permanente dans des conditions telles qu'il n'y ait à bord ni rongeurs, ni vecteurs de la peste, ou

b) périodiquement dératisés.

2. Les certificats de dératisation et les certificats d'exemption de la dératisation sont délivrés exclusivement par les autorités sanitaires des ports agréés à cette

fin aux termes de l'article 17. La durée de validité de ces certificats est de six mois. Toutefois, cette durée peut être prolongée d'un mois pour les navires se dirigeant vers un port ainsi agréé, s'il est prévu que les opérations de dératisation ou l'inspection, selon le cas, peuvent s'y effectuer dans de meilleures conditions.

3. Les certificats de dératisation et les certificats d'exemption de la dératisation sont conformes au modèle donné à l'Appendice 1.

4. Si aucun certificat valable ne lui est présenté, l'autorité sanitaire d'un port agréé aux termes de l'article 17 peut, après enquête et inspection :

a) dans le cas d'un port de la catégorie visée au paragraphe 2 de l'article 17, dératiser elle-même le navire ou faire effectuer cette opération sous sa direction et son contrôle. Elle décide, dans chaque cas, de la technique à employer pour assurer la destruction des rongeurs sur le navire. La dératisation s'effectue de manière à éviter, autant que possible, tout dommage au navire et à la cargaison ; elle ne doit pas durer plus du temps strictement nécessaire pour sa bonne exécution. L'opération a lieu, autant que faire se peut, en cales vides. Pour les navires sur lest, elle s'effectue avant chargement.

Quand la dératisation a été exécutée à sa satisfaction, l'autorité sanitaire délivre un certificat de dératisation ;

b) dans tout port agréé aux termes de l'article 17, délivrer un certificat d'exemption de la dératisation si elle s'est rendu compte que le navire est exempt de rongeurs. Ce certificat n'est délivré que si l'inspection du navire a été faite en cales vides, ou encore si celles-ci ne contiennent que du lest ou des objets non susceptibles d'attirer les rongeurs et dont la nature ou l'arrimage permettent l'inspection complète des cales. Les pétroliers dont les citernes sont pleines peuvent recevoir le certificat d'exemption de la dératisation.

5. Si l'autorité sanitaire du port où la dératisation a eu lieu estime que les conditions dans lesquelles cette opération a été effectuée n'ont pas permis d'obtenir un résultat satisfaisant, elle mentionne le fait sur le certificat de dératisation existant.

Article 55.

Dans des circonstances épidémiologiques exceptionnelles, quand la présence de rongeurs est soupçonnée à bord, un aéronef peut être désinsectisé et dératisé.

Article 56.

Avant leur départ d'une zone où existe une épidémie de peste pulmonaire, les suspects effectuant un voyage international doivent être soumis à l'isolement par l'autorité sanitaire pendant une période de six jours à compter de leur dernière exposition à l'infection.

Article 57.

1. Un navire ou aéronef est considéré à l'arrivée comme infecté :

a) s'il y a un cas de peste humaine à bord ;

b) si un rongeur infecté de peste est trouvé à bord.

Un navire est considéré également comme infecté si un cas de peste humaine s'est déclaré plus de six jours après l'embarquement.

2. Un navire est considéré à l'arrivée comme suspect :

a) si, bien qu'il n'y ait pas de peste humaine à bord, un cas s'est déclaré dans les six jours après l'embarquement ;

b) s'il s'est manifesté parmi les rongeurs à bord une mortalité insolite de cause non encore déterminée ;

c) s'il y a à bord une personne qui a été exposée à la peste pulmonaire et à laquelle n'ont pas été appliquées les mesures prévues à l'article 56.

3. Bien que provenant d'une zone infectée ou ayant à bord une personne en provenance d'une zone infectée,

un navire ou aéronef est à l'arrivée considéré comme indemne si; à la visite médicale, l'autorité sanitaire a pu s'assurer que les conditions prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article n'existent pas.

Article 58.

1. A l'arrivée d'un navire infecté ou suspect, ou d'un aéronef infecté, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures suivantes :

a) désinsectisation et surveillance des suspects, la surveillance ne devant pas durer plus de six jours à compter de l'arrivée ;

b) désinsectisation et, au besoin, désinfection :

i) des bagages des personnes infectées ou des suspects:

ii) de tout autre objet, tel que literie ou linge ayant servi, et de toute partie du navire ou de l'aéronef, qui sont considérés comme contaminés.

2. A l'arrivée d'un navire, aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen de transport ayant à bord une personne atteinte de peste pulmonaire, ou si un cas de peste pulmonaire s'est produit à bord d'un navire dans les six jours précédant son arrivée, l'autorité sanitaire peut, en plus des mesures prévues au paragraphe 1 du présent article, isoler les passagers et l'équipage du navire, aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen de transport pendant une période de six jours à compter de leur dernière exposition à l'infection.

3. En cas de peste murine à bord ou dans les conteneurs, le navire est désinsectisé et dératé, au besoin en quarantaine, conformément aux stipulations de l'article 54 sous réserve des dispositions suivantes :

a) les opérations de dératation ont lieu dès que les cales sont vidées ;

b) en vue d'empêcher les rongeurs infectés de quitter le bord, il peut être procédé à une ou plusieurs dératations préliminaires du navire qui peuvent être prescrites avant ou pendant le déchargement de la cargaison ;

c) si, du fait qu'une partie seulement de la cargaison d'un navire doit être déchargée, la destruction complète des rongeurs ne peut pas être assurée, le navire est autorisé à décharger cette partie de la cargaison, sous réserve pour l'autorité sanitaire d'appliquer les mesures jugées par elle nécessaires et qui peuvent comprendre la mise du navire en quarantaine afin d'empêcher les rongeurs infectés de quitter le bord.

4. Si un rongeur infecté de peste est trouvé à bord d'un aéronef, l'aéronef est désinsectisé et dératé, au besoin en quarantaine.

Article 59.

Un navire cesse d'être considéré comme infecté ou suspect et un aéronef cesse d'être considéré comme infecté quand les mesures prescrites par l'autorité sanitaire, conformément aux dispositions des articles 39 et 58 ont été dûment exécutées ou lorsque l'autorité sanitaire a pu s'assurer que la mortalité insolite parmi les rongeurs n'est pas due à la peste. Le navire ou l'aéronef est dès lors admis à la libre pratique.

Article 60.

A l'arrivée, un navire ou aéronef indemne est admis à la libre pratique; toutefois, s'il provient d'une zone infectée, l'autorité sanitaire peut:

a) soumettre tout suspect quittant le bord à la surveillance pendant une période qui ne doit pas dépasser six jours à compter de la date à laquelle le navire ou aéronef a quitté la zone infectée;

b) ordonner la destruction des rongeurs à bord du navire et la désinsectisation dans des cas exceptionnels et pour des motifs bien fondés qui sont communiqués par écrit au capitaine du navire.

Article 61.

Si un cas de peste humaine est constaté à l'arrivée d'un train ou d'un véhicule routier, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures prévues à l'article 39 et aux paragraphes 1 et 2 de l'article 58, étant entendu que les mesures de désinsectisation et, si besoin est, de désinfection sont appliquées à telles parties du train ou du véhicule routier qui sont considérées comme contaminées.

Chapitre II.

Choléra.

Article 62.

Aux fins du présent Règlement, la période d'incubation du choléra est fixée à cinq jours.

Article 63.

1. Dans l'application des mesures prévues au présent Règlement, les autorités sanitaires tiennent compte de la présentation d'un certificat valable de vaccination contre le choléra.

2. Le vaccin anticholérique utilisé pour la vaccination des personnes effectuant un voyage international doit satisfaire aux normes formulées par l'Organisation.

3. Lorsqu'une personne effectuant un voyage international arrive, pendant la période d'incubation, d'une zone infectée, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures suivantes:

a) si cette personne est munie d'un certificat valable de vaccination contre le choléra, elle peut être soumise à la surveillance pendant une période qui ne peut dépasser cinq jours à compter du départ de la zone infectée;

b) si cette personne n'est pas munie d'un certificat, elle peut être isolée pendant une période de même durée que ci-dessus.

4. Toute administration sanitaire peut appliquer les mesures prévues dans le présent article, que l'infection cholérique existe ou non sur son territoire.

Article 64.

1. Un navire est considéré comme infecté si, à l'arrivée, il y a un cas de choléra à bord, ou si un tel cas s'est déclaré à bord pendant les cinq jours précédant l'arrivée.

2. Un navire est considéré comme suspect s'il y a eu un cas de choléra à bord pendant le voyage, pourvu qu'aucun cas nouveau ne se soit déclaré pendant les cinq jours précédant l'arrivée.

3. Un aéronef est considéré comme infecté si, à l'arrivée, il y a un cas de choléra à bord. Il est considéré comme suspect si un cas de choléra s'étant déclaré à bord pendant le voyage, le malade a été débarqué à une escale antérieure.

4. Bien que provenant d'une zone infectée ou ayant à bord une personne en provenance d'une zone infectée, un navire ou aéronef est considéré à l'arrivée comme indemne si, à la visite médicale, l'autorité sanitaire a pu s'assurer qu'il n'y a pas eu de choléra à bord pendant le voyage.

Article 65.

1. A l'arrivée d'un navire ou aéronef infecté, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures suivantes:

a) pendant cinq jours au plus à compter de la date du débarquement, surveillance des passagers ou membres de l'équipage munis d'un certificat valable de vaccination contre le choléra et isolement de toutes autres personnes quittant le bord;

b) désinfection:

- i) des bagages des personnes infectées ou des suspects;
- ii) de tout autre objet, tel que literie ou linge ayant servi, et de toute partie du navire ou de l'aéronef, qui sont considérés comme contaminés;

c) désinfection et évacuation des réserves d'eau du bord considérées comme contaminées, et désinfection des réservoirs d'eau.

2. Il est interdit de laisser s'écouler ou d'évacuer des déjections humaines, des eaux, y compris les eaux de cale, et des matières résiduelles, ainsi que toute matière considérée comme contaminée, si ce n'est après désinfection préalable. L'autorité sanitaire est responsable de leur élimination dans des conditions hygiéniques satisfaisantes.

Articles 66.

1. A l'arrivée d'un navire ou aéronef suspect, les mesures prescrites aux lettres b) et c) du paragraphe 1 ainsi qu'au paragraphe 2 de l'article 65 peuvent lui être appliquées par l'autorité sanitaire.

2. En outre, et sans préjudice des mesures visées à la lettre b) du paragraphe 3 de l'article 63, les passagers ou membres de l'équipage quittant le bord peuvent être soumis à une surveillance pendant cinq jours au plus à compter de l'arrivée.

Article 67.

Le navire ou aéronef cesse d'être considéré comme infecté ou suspect quand les mesures prescrites par l'autorité sanitaire, conformément à l'article 39 et aux articles 65 et 66 selon le cas, ont été dûment exécutées. Le navire ou l'aéronef est dès lors admis à la libre pratique.

Article 68.

A l'arrivée, un navire ou aéronef indemne est admis à la libre pratique. Toutefois, s'il provient d'une zone infectée, l'autorité sanitaire peut appliquer aux passagers ou membres de l'équipage quittant le bord les mesures prescrites par l'article 63.

Article 69.

Si, à l'arrivée d'un train, véhicule routier ou autre moyen de transport, un cas de choléra est constaté, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures suivantes:

a) pendant cinq jours au plus à compter de l'arrivée, surveillance des passagers ou membres de l'équipage munis d'un certificat valable de vaccination contre le choléra et isolement de toutes autres personnes quittant le bord;

b) désinfection:

- i) des bagages de la personne infectée et, au besoin, des bagages de tout suspect;
- ii) de tout autre objet, tel que literie ou linge ayant servi, et de toute partie du train, véhicule routier ou autre moyen de transport, qui sont considérés comme contaminés.

Article 70.

1. A l'arrivée d'un navire ou aéronef infecté ou suspect, ou d'un train, véhicule routier ou autre moyen de transport à bord duquel un cas de choléra a été constaté, ou encore d'un navire, aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen de transport en provenance d'une zone infectée, l'autorité sanitaire peut prélever des échantillons et faire procéder à des cultures de tout aliment, y compris poisson, crustacé, coquillage, fruit, légume, ou boisson, à moins que ces aliments ou ces boissons ne soient contenus dans des récipients hermétiquement scellés et que l'autorité sanitaire n'ait pas lieu de les considérer comme contaminés; elle peut interdire le déchargement ou faire procéder à l'enlèvement de tout

article de cet ordre qui serait trouvé contaminé. S'il est procédé à l'enlèvement, des dispositions sont prises pour éviter tout danger de contamination.

2. Dans le cas où des aliments ou boissons destinés à être déchargés font partie d'une cargaison transportée dans la cale d'un navire ou dans le compartiment d'un aéronef réservé au fret, ou se trouvent dans un container, seule l'autorité sanitaire du port ou de l'aéroport où doit avoir lieu le déchargement peut faire procéder à leur enlèvement.

3. Le commandant d'un aéronef et le capitaine d'un navire ont toujours le droit d'exiger l'enlèvement de ces aliments ou boissons.

Article 71.

1. Nul ne peut être astreint à un prélèvement rectal.
2. Une personne effectuant un voyage international, qui est arrivée, pendant la période d'incubation du choléra, d'une zone infectée et qui présente des symptômes permettant de soupçonner le choléra, peut être astreinte à un examen de selles.

Chapitre III.

Fièvre jaune.

Article 72.

Aux fins du présent Règlement, la période d'incubation de la fièvre jaune est fixée à six jours.

Article 73.

1. La vaccination contre la fièvre jaune peut être exigée de toute personne effectuant un voyage international et quittant une zone infectée.

2. Lorsqu'une telle personne est munie d'un certificat de vaccination anti-amarienne non encore valable, elle peut cependant être autorisée à partir, mais les dispositions de l'article 75 peuvent lui être appliquées à l'arrivée.

3. Une personne en possession d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune n'est pas traitée comme un suspect même si elle provient d'une zone infectée.

4. Le vaccin anti-amarien utilisé doit être approuvé par l'Organisation et le centre de vaccination doit avoir été habilité par l'administration sanitaire du territoire dans lequel ce centre est situé. L'Organisation devra recevoir l'assurance que les vaccins utilisés sont constamment de qualité adéquate.

Article 74.

1. La possession d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune est obligatoire pour toute personne employée dans un port ou un aéroport situé dans une zone infectée, ainsi que pour tout membre de l'équipage d'un navire ou d'un aéronef qui utilise ce port ou cet aéroport.

2. Les aéronefs quittant un aéroport situé dans une zone infectée sont désinsectisés conformément à l'article 26, selon les méthodes recommandées par l'Organisation, et des détails sur la désinsectisation sont donnés dans la partie relative aux questions sanitaires de la Déclaration générale d'aéronef, à moins que l'autorité sanitaire de l'aéroport d'arrivée n'exige pas cette partie de la Déclaration générale d'aéronef. Les Etats intéressés accepteront la désinsectisation pratiquée en cours de vol au moyen du dispositif approuvé de désinsectisation par vapeurs.

3. Les navires quittant un port situé dans une zone où l'*Aedes aegypti* existe encore à destination d'une zone d'où l'*Aedes aegypti* a été éliminé sont maintenus exempts d'*Aedes aegypti* à l'état immature ou à l'état adulte.

4. Les aéronefs quittant un aéroport où l'*Aedes aegypti* est présent à destination d'une zone d'où

Aedes aegypti a été éliminé sont désinsectisés conformément à l'article 26, selon les méthodes recommandées par l'Organisation.

Article 75.

L'autorité sanitaire d'une zone où le vecteur de la fièvre jaune est présent peut exiger qu'une personne effectuant un voyage international, qui provient d'une zone infectée et qui n'est pas munie d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune, soit isolée jusqu'à ce que le certificat devienne valable ou que six jours au plus se soient écoulés à compter de la dernière exposition présumée à l'infection, la période la plus courte étant retenue.

Article 76.

1. Toute personne provenant d'une zone infectée, qui n'est pas munie d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune et qui, au cours d'un voyage international, doit passer par un aéroport situé dans une zone où le vecteur de la fièvre jaune est présent et ne disposant pas encore des moyens d'assurer la ségrégation, telle qu'elle est prévue à l'article 35, peut être retenue, pendant la période prescrite à l'article 75, dans un aéroport où existent ces moyens si les administrations sanitaires des territoires où sont situés lesdits aéroports ont conclu un accord à cet effet.

2. Les administrations sanitaires intéressées informent l'Organisation lorsqu'un accord de cette nature entre en vigueur ou prend fin. L'Organisation communique immédiatement ce renseignement à toutes les autres administrations sanitaires.

Article 77.

1. A l'arrivée, un navire est considéré comme infecté s'il y a un cas de fièvre jaune à bord, ou si un tel cas s'est déclaré à bord pendant le voyage. Il est considéré comme suspect si, moins de six jours avant l'arrivée, il a quitté une zone infectée, ou s'il arrive dans les trente jours suivant son départ d'une telle zone et que l'autorité sanitaire constate la présence à son bord d'*Aedes aegypti* ou d'autres vecteurs de la fièvre jaune. Tout autre navire est considéré comme indemne.

2. A l'arrivée, un aéronef est considéré comme infecté s'il a un cas de fièvre jaune à bord. Il est considéré comme suspect si l'autorité sanitaire n'est pas satisfaite de la désinsectisation effectuée conformément au paragraphe 2 de l'article 74 et si elle constate l'existence de moustiques vivants à bord de l'aéronef. Tout autre aéronef est considéré comme indemne.

Article 78.

1. A l'arrivée d'un aéronef infecté ou suspect, l'autorité sanitaire peut:

a) dans une zone où le vecteur de la fièvre jaune est présent, appliquer à l'égard de tout passager ou membre de l'équipage quittant le bord sans être muni d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune, les mesures visées à l'article 75;

b) procéder à l'inspection du navire ou de l'aéronef et à la destruction totale des *Aedes aegypti* ou autres vecteurs de la fièvre jaune. Dans une zone où le vecteur de la fièvre jaune est présent, il peut en outre être exigé que le navire, jusqu'à exécution de ces mesures, reste à quatre cents mètres au moins de la terre.

2. Le navire ou aéronef cesse d'être considéré comme infecté ou suspect quand les mesures prescrites par l'autorité sanitaire, conformément à l'article 39 et au paragraphe 1 du présent article, ont été dûment exécutées. Le navire ou l'aéronef est dès lors admis à la libre pratique.

Article 79.

A l'arrivée d'un navire ou aéronef indemne provenant d'une zone infectée, les mesures visées à la lettre b) du

paragraphe 1 de l'article 78 peuvent lui être appliquées. Le navire ou l'aéronef est dès lors admis à la libre pratique.

Article 80.

Les Etats ne peuvent pas interdire aux aéronefs l'atterrissage sur leurs aéroports sanitaires si les mesures visées au paragraphe 2 de l'article 74 sont appliquées. Dans une zone où le vecteur de la fièvre jaune est présent, l'Etat peut toutefois désigner un ou plusieurs aéroports déterminés comme étant les seuls où peuvent atterrir les aéronefs en provenance d'une zone infectée.

Article 81.

A l'arrivée d'un train, véhicule routier ou autre moyen de transport dans une zone où le vecteur de la fièvre jaune est présent, l'autorité sanitaire peut appliquer les mesures suivantes:

a) isolement, suivant les dispositions de l'article 75, de toute personne provenant d'une zone infectée sans être munie d'un certificat valable de vaccination contre la fièvre jaune;

b) désinsectisation du train, véhicule routier ou autre moyen de transport, s'il est en provenance d'une zone infectée.

Article 82.

Dans une zone où le vecteur de la fièvre jaune est présent, l'isolement visé à l'article 39 et au présent chapitre a lieu dans des locaux à l'abri des moustiques.

Chapitre IV.

Variole

Article 83.

Aux fins du présent Règlement, la période d'incubation de la variole est fixée à quatorze jours.

Article 84.

1. L'administration sanitaire peut exiger de toute personne effectuant un voyage international qu'elle soit munie à l'arrivée d'un certificat valable de vaccination contre la variole, à moins qu'elle présente des signes d'une atteinte antérieure de variole attestant de façon suffisante son immunité. Si la personne n'est pas munie de ce certificat, elle peut être vaccinée ou, si elle refuse de se laisser vacciner, elle peut être soumise à la surveillance pendant quatorze jours au plus à compter de son départ du dernier territoire qu'elle a quitté avant son arrivée.

2. Toute personne qui, effectuant un voyage international, s'est trouvée, au cours des quatorze jours précédant son arrivée, dans une zone infectée et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, n'est pas suffisamment protégée par la vaccination ou par une atteinte antérieure de variole, peut être vaccinée ou soumise à la surveillance, ou vaccinée puis soumise à la surveillance; si elle refuse de se laisser vacciner, elle peut être isolée. La durée de la période de surveillance ou d'isolement ne peut dépasser quatorze jours à compter de la date à laquelle la personne a quitté une zone infectée. Un certificat valable de vaccination contre la variole constitue la preuve d'une protection suffisante.

3. Toute administration sanitaire peut appliquer les mesures prévues dans le présent article, que l'infection variolique existe ou non sur son territoire.

Article 85.

1. Un navire ou aéronef est considéré comme infecté si, à l'arrivée, il y a un cas de variole à bord, ou si un tel cas s'est déclaré pendant le voyage.

2. Tout autre navire ou aéronef est considéré comme indemne, même si des suspects se trouvent à bord, mais ceux-ci peuvent, s'ils quittent le bord, être soumis aux mesures visées à l'article 86.

Article 86.

1. A l'arrivée d'un navire ou aéronef infecté, l'autorité sanitaire:

a) offre la vaccination à toute personne à bord que cette autorité sanitaire considère comme n'étant pas suffisamment protégée contre la variole;

b) peut, pendant quatorze jours au plus à compter de la dernière exposition à l'infection, isoler ou soumettre à la surveillance toute personne quittant le bord, mais l'autorité sanitaire prend en considération, quand elle fixe la durée de la période d'isolement ou de surveillance, les vaccinations antérieures de cette personne et la possibilité qu'elle ait été exposée à l'infection;

c) procède à la désinfection:

i) des bagages des personnes infectées;

ii) de tous autres bagages ou objets, tels que literie ou linge ayant servi, et de toute partie du navire ou de l'aéronef, qui sont considérés comme contaminés.

2. Un navire ou aéronef continue d'être considéré comme infecté jusqu'à ce que les personnes infectées aient été débarquées et que les mesures prescrites par l'autorité sanitaire, conformément au paragraphe 1 du présent article, aient été dûment appliquées. Le navire ou l'aéronef est dès lors admis à la libre pratique.

Article 87.

A l'arrivée, tout navire ou aéronef indemne, même provenant d'une zone infectée, est admis à la libre pratique.

Article 88.

Si, à l'arrivée d'un train, véhicule routier ou autre moyen de transport, un cas de variole est constaté, la personne infectée est débarquée et les dispositions du paragraphe 1 de l'article 86 sont appliquées, la durée de la période éventuelle de surveillance ou d'isolement étant comptée à partir de la date d'arrivée du train, véhicule routier ou autre moyen de transport et la désinfection étant appliquée à toute partie du train, véhicule routier ou autre moyen de transport considérée comme contaminée.

TITRE VI.

DOCUMENTS SANITAIRES

Article 89.

Il ne peut être exigé d'un navire ou aéronef aucune patente de santé, avec ou sans visa consulaire, ni aucun certificat, quelle qu'en soit la dénomination, relatif à l'état sanitaire d'un port ou d'un aéroport.

Article 90.

1. Avant d'arriver au premier port d'escale dans un territoire, le capitaine d'un navire de mer qui effectue un voyage international se renseigne sur l'état de santé de toutes les personnes se trouvant à bord et, à l'arrivée, à moins que l'administration sanitaire ne l'exige pas, il remplit et remet à l'autorité sanitaire de ce port une Déclaration maritime de santé qui est contresignée par le médecin de bord, si l'équipage en comporte un.

2. Le capitaine et, s'il y en a un, le médecin de bord répondent à toute demande de renseignement faite par l'autorité sanitaire sur les conditions sanitaires du bord pendant le voyage.

3. La Déclaration maritime de santé doit être conforme au modèle donné à l'Appendice 5.

4. Une administration sanitaires peut décider:

a) soit de ne pas exiger des navires à l'arrivée la remise de la Déclaration maritime de santé;

b) soit de n'exiger cette remise que si le navire ar-

rive de certaines zones expressément indiquées, ou s'il y a des renseignements positifs à communiquer.

Dans l'un et l'autre cas, elle en informe les exploitants de navires.

Article 91.

1. A l'atterrissage sur le premier aéroport d'un territoire, le commandant d'un aéronef ou son représentant autorisé remplit et remet à l'autorité sanitaire de cet aéroport, à moins que l'administration sanitaire ne l'exige pas, la partie relative aux questions sanitaires de la Déclaration générale d'aéronef, qui doit être conforme au modèle donné à l'Appendice 6.

2. Le commandant d'un aéronef, ou son représentant autorisé, répond à toute demande de renseignements faite par l'autorité sanitaire sur les conditions sanitaires du bord pendant le voyage.

3. Une administration sanitaire peut décider:

a) soit de ne pas exiger des aéronefs à l'arrivée la remise de la partie relative aux questions sanitaires de la Déclaration générale d'aéronef;

b) soit de n'exiger cette remise que si l'aéronef arrive de certaines zones expressément indiquées, ou s'il y a des renseignements positifs à communiquer.

Dans l'un et l'autre cas, elle en informe les exploitants d'aéronefs.

Article 92.

1. Les certificats faisant l'objet des Appendices 1, 2, 3, et 4 sont imprimés en français et en anglais; ils peuvent, en outre, comporter un texte dans une des langues officielles du territoire ou le certificat est délivré.

2. Les certificats visés au paragraphe 1 du présent article sont remplis en français ou en anglais. L'adjonction d'une seconde langue est admise.

3. Les certificats internationaux de vaccination doivent être signés par un médecin de sa propre main, son cachet officiel ne pouvant être considéré comme tenant lieu de signature.

4. Les certificats internationaux de vaccination sont des certificats individuels et ne sont en aucun cas utilisés à titre collectif. Les enfants sont munis de certificats distincts.

5. On ne s'écartera en aucun cas des modèles figurant aux Appendices 2, 3 et 4 et aucune photographie ne sera apposée sur les certificats.

6. Un certificat international de vaccination délivré pour un enfant qui ne sait pas écrire est signé par un de ses parents ou par la personne qui a la charge de l'enfant. La signature d'un illettré est indiquée de la façon habituelle par sa marque et l'attestation par un tiers qu'il s'agit bien de sa marque.

7. Si le vaccinateur estime que la vaccination est médicalement contre-indiquée, il délivre à l'intéressé une attestation rédigée en anglais ou en français, indiquant les raisons qui motivent son opinion; les autorités sanitaires pourront en tenir compte.

Article 93.

Les documents relatifs à la vaccination délivrés par les forces armées à leur personnel en activité de service sont acceptés à la place du certificat international, tel qu'il est reproduit aux Appendices 2, 3 ou 4, à condition qu'ils comportent:

a) des renseignements médicaux équivalents à ceux devant figurer sur le modèle, et

b) une déclaration en français ou en anglais spécifiant la nature et la date de la vaccination et attestant qu'ils sont délivrés en vertu du présent article.

Article 94.

Aucun document sanitaire autre que ceux visés au présent Règlement ne peut être exigé dans le trafic international.

TITRE VII.

DROITS

Article 95.

1. L'autorité sanitaire ne perçoit aucun droit pour:

a) toute visite médicale prévue au présent Règlement ainsi que tout examen complémentaire, bactériologique ou autre, qui peut être nécessaire pour connaître l'état de santé de la personne examinée;

b) toute vaccination à l'arrivée et tout certificat s'y rapportant.

2. Si l'application des mesures prévues au présent Règlement, autres que celles visées au paragraphe 1 du présent article, comporte le paiement de droits, il doit y avoir, dans chaque territoire, un seul tarif s'y rapportant. Les droits réclamés doivent:

a) être conformes à ce tarif;

b) être modérés et, en aucun cas, ne dépasser le coût effectif du service rendu;

c) être perçus sans distinction de nationalité, de domicile ou de résidence, en ce qui concerne les personnes, ou de nationalité, de pavillon, de registre ou de propriété, en ce qui concerne les navires, aéronefs, trains, véhicules routiers, autres moyens de transports ou conteneurs. En particulier, aucune distinction n'est faite entre les nationaux et les étrangers, ni entre les navires, aéronefs, trains, véhicules routiers, autres moyens de transport ou conteneurs nationaux et étrangers.

3. Le droit perçu pour la transmission par radio d'un message concernant les dispositions du Règlement ne peut pas dépasser le tarif normal de transmission des radiogrammes.

4. Le tarif et toute modification qui peut y être apportée par la suite sont publiés dix jours au moins avant leur entrée en vigueur et notifiés immédiatement à l'Organisation.

TITRE VIII.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 96.

1. Les aéronefs quittant un aéroport situé dans une zone où existe la transmission du paludisme ou d'une autre maladie transmise par des moustiques ou dans laquelle se trouvent des moustiques vecteurs de maladies résistant aux insecticides, ou encore dans laquelle est présente une espèce vectrice qui a été éliminée de la zone dans laquelle est situé l'aéroport de destination de l'aéronef, sont désinsectisés conformément à l'article 26, selon les méthodes recommandées par l'Organisation. Les Etats intéressés doivent accepter la désinsectisation pratiquée en cours de vol au moyen du dispositif approuvé de désinsectisation par vapeurs. Les navires quittant un port qui se trouve dans cette situation sont maintenus exempts des moustiques en cause à l'état immature ou à l'état adulte.

2. A l'arrivée sur un aéroport situé dans une zone où l'importation de vecteurs pourrait causer la transmission du paludisme ou d'une autre maladie transmise par des moustiques, ou dans laquelle a été éliminée une espèce vectrice qui est présente dans la zone où se trouve situé l'aéroport d'origine, les aéronefs mentionnés au paragraphe 1 du présent article peuvent être désinsectisés conformément à l'article 26, si l'autorité sanitaire ne reçoit pas une preuve satisfaisante que la désinsecti-

sation a été effectuée conformément au paragraphe 1 du présent article. Les navires arrivant dans un port qui se trouve dans cette situation doivent être, sous le contrôle de l'autorité sanitaire, traités et débarrassés des moustiques en cause à l'état immature ou à l'état adulte.

3. Dans la mesure du possible, et si cela se justifie, on maintient exempts d'insectes vecteurs de maladies humaines les trains, véhicules routiers, autres moyens de transport ou conteneurs, ou les bateaux utilisés pour le trafic côtier international ou pour le trafic international sur les voies d'eau intérieures.

Article 97.

1. Les migrants, les nomades, les travailleurs saisonniers ou les personnes prenant part à des rassemblements périodiques importants, ainsi que tout navire, en particulier les petites embarcations utilisées pour le trafic côtier international, tout aéronef, train, véhicule routier ou autre moyen de transport qu'ils empruntent, peuvent être soumis à des mesures sanitaires additionnelles conformes aux lois et règlements de chacun des Etats intéressés et aux accords intervenus entre eux.

2. Chacun des Etats informe l'Organisation des dispositions légales et réglementaires, ainsi que des accords, applicables aux migrants, aux nomades, aux travailleurs saisonniers et aux personnes prenant part à des rassemblements périodiques importants.

3. Les normes d'hygiène observées à bord des navires et aéronefs qui transportent des personnes prenant part à des rassemblements périodiques importants ne seront pas inférieures à celles qui sont recommandées par l'Organisation.

Article 98.

1. Des conventions ou arrangements spéciaux peuvent être conclus entre deux ou plusieurs Etats ayant des intérêts communs en raison de leurs conditions sanitaires, géographiques, sociales ou économiques, pour faciliter l'application du présent Règlement, notamment en ce qui concerne:

a) l'échange direct et rapide de renseignements épidémiologiques entre territoires voisins;

b) les mesures sanitaires applicables au trafic côtier international et au trafic international sur les voies d'eau intérieures, y compris les lacs;

c) les mesures sanitaires applicables aux frontières de territoires limitrophes;

d) la réunion de deux ou plusieurs territoires en un seul pour l'application de toute mesure sanitaire prévue au présent Règlement;

e) l'utilisation de moyens de transport spécialement aménagés pour le déplacement des personnes infectées.

2. Les conventions ou arrangements visés au paragraphe 1 du présent article ne doivent pas comporter de dispositions contraires à celles du présent Règlement.

3. Les Etats communiquent à l'Organisation toutes conventions ou tous arrangements qu'ils peuvent être amenés à conclure aux termes du présent article. L'Organisation informe immédiatement toutes les administrations sanitaires de la conclusion de ces conventions ou arrangements.

TITRE IX.

DISPOSITIONS FINALES

Article 99.

1. Sous réserve des dispositions de l'article 101 et des exceptions ci-après spécifiées, le présent Règlement remplace, entre les Etats qui y sont soumis et entre ces Etats et l'Organisation, les dispositions des conventions sani-

taires internationales, des règlements sanitaires internationaux et des arrangements de même nature ci-après mentionnés:

- a) Convention sanitaire internationale, signée à Paris le 3 décembre 1903;
- b) Convention sanitaire panaméricaine, signée à Washington le 14 octobre 1905;
- c) Convention sanitaire internationale, signée à Paris le 17 janvier 1912;
- d) Convention sanitaire internationale, signée à Paris le 21 juin 1926;
- e) Convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne, signée à la Haye le 12 avril 1933;
- f) Arrangement international concernant la suppression des patentes de santé, signé à Paris le 22 décembre 1934;
- g) Arrangement international concernant la suppression des visas consulaires sur les patentes de santé, signé à Paris le 22 décembre 1934;
- h) Convention portant modification de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926, signée à Paris le 31 octobre 1938;
- i) Convention sanitaire internationale de 1944 portant modification de la Convention du 21 juin 1926, ouverte à la signature à Washington le 15 décembre 1944;
- j) Convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne de 1944, portant modification de la Convention du 12 avril 1933, ouverte à la signature à Washington le 15 décembre 1944;
- k) Protocole du 23 avril 1946 prorogeant la Convention sanitaire internationale de 1944, signé à Washington;
- l) Protocole du 23 avril 1946 prorogeant la Convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne de 1944, signé à Washington;
- m) Règlement sanitaire international de 1951 et Règlements additionnels de 1955, 1956, 1960, 1963 et 1965.

2. Le Code sanitaire panaméricain, signé à la Havane le 14 novembre 1924, reste en vigueur, à l'exception des articles 2, 9, 10, 11, 16 à 53, 61 et 62, auxquels s'appliquent les dispositions appropriées du paragraphe 1 du présent article.

Article 100.

1. Le délai prévu conformément à l'article 22 de la Constitution de l'Organisation pour formuler tous refus ou réserves est de neuf mois à compter de la date de notification, par le Directeur général, de l'adoption du présent Règlement par l'Assemblée mondiale de la Santé.

2. Un Etat peut, par notification faite au Directeur général, porter cette période à dix-huit mois en ce qui concerne les territoires d'outre-mer ou éloignés pour lesquels il a la responsabilité de la conduite des relations internationales.

3. Tout refus ou réserve reçu par le Directeur général après l'expiration de la période visée au paragraphe 1 ou au paragraphe 2 du présent article, selon le cas, est sans effet.

Article 101.

1. Lorsqu'un Etat fait une réserve au présent Règlement, celle-ci n'est valable que si elle est acceptée par l'Assemblée mondiale de la Santé. Le présent Règlement n'entre en vigueur au regard de cet Etat que lorsque cette réserve a été acceptée par l'Assemblée ou, si l'Assemblée s'y est opposée du fait qu'elle contrevient essentiellement au caractère et au but du Règlement, lorsque ladite réserve a été retirée.

2. Un refus partiel du présent Règlement équivaut à une réserve.

3. L'Assemblée mondiale de la Santé peut mettre comme condition à son acceptation d'une réserve l'obligation pour l'Etat qui formule cette réserve de continuer à assumer une ou plusieurs obligations portant sur l'objet de ladite réserve et qui avaient été précédemment acceptées par ledit Etat en vertu des conventions, règlements et arrangements de même nature visés à l'article 99.

4. Si un Etat formule une réserve, considérée par l'Assemblée mondiale de la Santé comme ne contrevenant pas essentiellement à une ou plusieurs obligations qu'avait acceptées ledit Etat en vertu des conventions, règlements et arrangements de même nature visés à l'article 99, l'Assemblée peut accepter cette réserve sans demander à l'Etat, comme condition d'acceptation, de s'obliger comme il est prévu au paragraphe 3 du présent article,

5. Si l'Assemblée mondiale de la Santé s'oppose à une réserve et si celle-ci n'est pas retirée, le présent Règlement n'entre pas en vigueur au regard de l'Etat qui a fait cette réserve. Les conventions, règlements et arrangements de même nature visés à l'article 99 auxquels cet Etat est déjà partie demeurent dès lors en vigueur en ce qui le concerne.

Article 102.

Un refus ou tout ou partie d'une réserve quelconque peuvent, à tout moment, être retirés par notification faite au Directeur général.

Article 103.

1. Le présent Règlement entre en vigueur le 1er janvier 1971.

2. Tout Etat qui devient Membre de l'Organisation après cette date et qui n'est pas déjà partie au présent Règlement peut notifier qu'il le refuse ou qu'il fait des réserves à son sujet, et ce dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle cet Etat devient Membre de l'Organisation. Sous réserve des dispositions de l'article 101, et sauf en cas de refus, le présent Règlement entre en vigueur au regard de cet Etat à l'expiration du délai susvisé.

Article 104.

1. Les Etats non membres de l'Organisation, mais qui sont parties à des conventions, règlements ou arrangements de même nature visés à l'article 99, ou auxquels le Directeur général a notifié l'adoption du présent Règlement par l'Assemblée mondiale de la Santé, peuvent devenir parties à celui-ci en notifiant au Directeur général leur acceptation. Sous réserve des dispositions de l'article 101, cette acceptation prend effet à la date d'entrée en vigueur du présent Règlement ou, si cette acceptation est notifiée après cette date, trois mois après le jour de la réception par le Directeur général de ladite notification.

2. Aux fins de l'application du présent Règlement, les articles 23, 33, 62, 63 et 64 de la Constitution de l'Organisation s'appliquent aux Etats non membres de l'Organisation qui deviennent parties audit Règlement.

3. Les Etats non membres de l'Organisation, mais qui sont devenus parties au présent Règlement, peuvent en tout temps dénoncer leur participation audit Règlement par une notification adressée au Directeur général; cette dénonciation prend effet six mois après réception de ladite notification. L'Etat qui a dénoncé applique de nouveau, à partir de ce moment, les dispositions des conventions, règlements ou arrangements de même nature visés à l'article 99 auxquels ledit Etat était précédemment partie.

Article 105.

Le Directeur général de l'Organisation notifie à tous les Membres et Membres associés, ainsi qu'aux autres parties aux conventions, règlements et arrangements de même nature visés à l'article 99, l'adoption du présent Règlement par l'Assemblée mondiale de la Santé. Le Directeur général notifie de même à ces Etats, ainsi qu'à tout autre Etat devenu partie au présent Règlement, tout Règlement additionnel modifiant ou complétant celui-ci, ainsi que toute notification qu'il aura reçue en application des articles 100, 102, 103 et 104 respectivement, aussi bien que toute décision prise par l'Assemblée mondiale de la Santé en application de l'article 101.

Article 106.

1. Toute question ou tout différend concernant l'interprétation ou l'application du présent Règlement ou de tout Règlement additionnel peut être soumis, par tout Etat intéressé, au Directeur général, qui s'efforce alors de régler la question ou le différend. A défaut de règlement, le Directeur général, de sa propre initiative ou à la requête de tout Etat intéressé, soumet la question ou le différend au comité ou autre organe compétent de l'Organisation pour examen.

2. Tout Etat intéressé a le droit d'être représenté devant ce comité ou cet autre organe.

3. Tout différend qui n'a pas été réglé par cette procédure peut, par voie de requête, être porté par tout Etat intéressé devant la Cour internationale de Justice pour décision.

Article 107.

1. Le texte français et le texte anglais du présent Règlement font également foi.

2. Les textes originaux du présent Règlement sont déposés aux archives de l'Organisation. Des copies certifiées conformes en sont expédiées par le Directeur général à tous les Membres et Membres associés, comme aussi aux autres parties aux conventions, règlements et arrangements de même nature visés à l'article 99. Au moment de l'entrée en vigueur du présent Règlement, des copies certifiées conformes sont fournies par le Directeur général au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement, en application de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI le présent acte a été signé à Boston, le vingt-cinq juillet 1969.

W. H. STEWART

Président de la Vingt-Deuxième Assemblée mondiale de la Santé

M. G. CANDAU

Directeur général de l'Organisation mondiale

(a) Strike out the unnecessary indications. – Rayer les mentions inutiles.

(b) In case any of the compartments enumerated do not exist on the ship or inland navigation vessel, this fact must be mentioned. – Lorsqu'un des compartiments énumérés n'existe pas sur le navire, on devra le mentionner expressément.

(c) Old or recent evidence of excreta, runs, or gnawing. – Traces anciennes ou récentes d'excréments, de passages ou de rongements.

(d) None, small, moderate, or large. – Néant, peu, passablement ou beaucoup.

(e) State the weight of sulphur or of cyanide salts or quantity of HCN acid used. – Indiquer les poids de soufre ou de cyanure ou la proportion d'acide cyanhydrique.

(f) Specify whether applies to metric displacement or any other method of determining the tonnage. – Spécifier s'il s'agit de déplacement métrique ou sinon de quel autre tonnage il s'agit.

RECOMMENDATIONS MADE – OBSERVATIONS – In the case of exemption, state here the measures taken for maintaining the ship or inland navigation vessel in such a condition that they are free of rodents and the plague vector. – Dans le cas d'exemption, indiquer ici les mesures prises pour que le navire soit maintenu dans des conditions telles qu'il n'y ait à bord ni rongeurs, ni vecteurs de la peste.

Seal, name, qualification, and signature of the inspector. – Cachet, nom, qualité et signature de l'inspecteur.

Appendix 2

Appendice 2

INTERNATIONAL CERTIFICATE OF VACCINATION OR REVACCINATION AGAINST CHOLERA

CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION OU DE REVACCINATION CONTRE LE CHOLERA

This is to certify that)date of birth))sex)
Je soussigné(e) certifie que) né (e) le) sexe)

whose signature follows)
dont la signature suit)

has on the date indicated been vaccinated or revaccinated against cholera. a été vacciné(e) ou revacciné(e) contre le choléra à la date indiquée.

Date	Signature and professional status of vaccinator Signature et titre du vaccinateur	Approved stamp Cachet autorisé	
		1	2
1			
2			
3		3	4
4			

The vaccine used shall meet the requirements laid down by the World Health Organization.

The validity of this certificate shall extend for a period of six months, beginning six days after one injection of the vaccine or, in the event of a revaccination within such period of six months, on the date of that revaccination.

The approved stamp mentioned above must be in a form prescribed by the health administration of the territory in which the vaccination is performed.

This certificate must be signed by a medical practitioner in his own hand; his official stamp is not an accepted substitute for the signature.

Any amendment of this certificate, or erasure, or failure to complete any part of it, may render it invalid.

Le vaccin utilisé doit satisfaire aux normes formulées par l'Organisation mondiale de la Santé.

La validité de ce certificat couvre une période de six mois commençant six jours après une injection de vaccin ou, dans le cas d'une revaccination au cours de cette période de six mois, le jour de cette revaccination.

Le cachet autorisé doit être conforme au modèle prescrit par l'administration sanitaire du territoire où la vaccination est effectuée.

Ce certificat doit être signé par un médecin de sa propre main, son cachet officiel ne pouvant être considéré comme tenant lieu de signature.

Toute correction ou rature sur le certificat ou l'omission, d'une quelconque des mentions qu'il comporte peut affecter sa validité.

Appendix 3

Appendice 3

INTERNATIONAL CERTIFICATE OF VACCINATION OR REVACCINATION AGAINST YELLOW FEVER.

CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION OU DE REVACCINATION CONTRE LA FIEVRE JAUNE

This is to certify that) date of birth) sex)
 Je soussigné(e) certifie que) né(e) le) sexe)

whose signature follows)
 dont la signature suit)

has on the date indicated been vaccinated or revaccinated against yellow fever.
 a été vacciné(e) ou revacciné(e) contre la fièvre jaune à la date indiquée.

Date	Signature and professional status of vaccinator Signature et titre du vaccinateur	Manufacturer and batch no. of vaccine Fabricant du vaccin et numéro du lot	Official stamp of vaccinating centre Cachet officiel du centre de vaccination	
			1	2
1				
2				
3			3	4
4				

This certificate is valid only if the vaccine used has been approved by the World Health Organization and if the vaccinating centre has been designated by the health administration for the territory in which that centre is situated.

The validity of this certificate shall extend for a period of ten years, beginning ten days after the date of vaccination or, in the event of a revaccination within such period of ten years, from the date of that revaccination.

This certificate must be signed by a medical practitioner in his own hand; his official stamp is not an accepted substitute for the signature.

Any amendment of this certificate, or erasure, or failure to complete any part of it, may render it invalid.

Ce certificat n'est valable que si le vaccin employé a été approuvé par l'Organisation mondiale de la Santé et si le centre de vaccination a été habilité par l'administration sanitaire du territoire dans lequel ce centre est situé.

La validité de ce certificat couvre une période de dix ans commençant dix jours après la date de la vaccination ou, dans le cas d'une revaccination au cours de cette période de dix ans, le jour de cette revaccination.

Ce certificat doit être signé par un médecin de sa propre main, son cachet officiel ne pouvant être considéré comme tenant lieu de signature.

Toute correction ou rature sur le certificat ou l'omission d'une quelconque des mentions qu'il comporte peut affecter sa validité.

Appendix 4

Appendice 4

INTERNATIONAL CERTIFICATE OF VACCINATION OR REVACCINATION AGAINST SMALLPOX
 CERTIFICAT INTERNATIONAL DE VACCINATION OU DE REVACCINATION CONTRE LA VARIOLE

This is to certify that) date of birth) sex)
 Je soussigné(e) certifie que) né(e) le) sexe)

whose signature follows)
 dont la signature suit)

has on the date indicated been vaccinated or revaccinated against smallpox with a freeze-dried or liquid vaccine certified to fulfil the recommended requirements of the World Health Organization.

a été vacciné(e) ou revacciné(e) contre la variole à la date indiquée ci-dessous, avec un vaccin lyophilisé ou liquide certifié conforme aux normes recommandées par l'Organisation mondiale de la Santé.

Date	Show by «x» whether Indiquer par «x» s'il s'agit de	Signature and professional status of vaccinator Signature et titre du vaccinateur	Manufacturer and batch no. of vaccine Fabricant du vaccin et numéro du lot	Approved stamp Cachet autorisé	
				1a	1b
1a	Primary vaccination) performed) Primovaccination) effectuée)			1a	1b
1b	Read as successful) Prise) Unsuccessful) Pas de prise)				
2	Revaccination			2	3
3	Revaccination				

The validity of this certificate shall extend for a period of three years, beginning eight days after the date of a successful primary vaccination, or, in the event of a revaccination, on the date of that revaccination.

The approved stamp mentioned above must be in a form prescribed by the health administration of the territory in which the vaccination is performed.

This certificate must be signed by a medical practitioner in his own hand ; his official stamp is not an accepted substitute for the signature.

Any amendment of this certificate, or erasure or failure to complete any part of it, may render it invalid.

La validité de ce certificat couvre une période de trois ans commençant huit jours après la date de la primovaccination effectuée avec succès (prise) ou, dans le cas d'une revaccination, le jour de cette revaccination.

Le cachet autorisé doit être conforme au modèle prescrit par l'administration sanitaire du territoire où la vaccination est effectuée.

Ce certificat doit être signé par un médecin de sa propre main, son cachet officiel ne pouvant être considéré comme tenant lieu de signature.

Toute correction ou rature sur le certificat ou l'omission d'une quelconque des mentions qu'il comporte peut affecter sa validité.

APPENDICE 5

DECLARATION MARITIME DE SANTE

(A présenter par les capitaines des navires en provenance de ports situés en dehors du territoire)

Port de..... Date

Nom du navire venant de allant à.....

Nationalité Nom du capitaine

Tonnage net

Dératisation ou { Certificat en date du.....
 exemption de la dératisation { délivré à

Nombre de { Cabine..... Nombre des membres de l'équipage
 passagers { Pont

Liste des escales depuis le début du voyage avec dates de départ :

.....

.....

Questionnaire de santé

Repondre
par Oui ou Non

1. Y a-t-il eu à bord, en cours de voyage, * un cas (ou une présomption) de peste, de choléra, de fièvre jaune ou de variole ? Donner les détails dans le tableau.
2. Y a-t-il eu des cas (ou une présomption) de peste parmi les rats ou les souris, à bord, en cours de voyage, * ou bien la mortalité parmi eux a-t-elle été anormale ?
3. Y a-t-il eu un décès, à bord, en cours de voyage, * autrement que par accident ? Donner les détails dans le tableau.
4. Y a-t-il à bord, ou y a-t-il eu, en cours de voyage, * des cas de maladie que vous soupçonnez être de caractère contagieux ? Donner les détails dans le tableau.
5. Y a-t-il présentement des malades à bord ? Donner les détails dans le tableau.

Remarque : En l'absence d'un médecin, le capitaine doit considérer les symptômes suivants comme devant faire soupçonner l'existence d'une maladie de caractère contagieux: fièvre accompagnée de prostration ou persistant plusieurs jours, ou avec gonflement des glandes ; toute irritation de la peau ou éruption aiguës, avec ou sans fièvre ; toute diarrhée grave avec symptômes d'affaiblissement caractérisé ; jaunisse accompagnée de fièvre.

6. Avez-vous connaissance de toute autre circonstance qui, à bord, pourrait favoriser la contagion ou la propagation d'une maladie ?
- Je déclare que les renseignements et réponses donnés dans la présente déclaration de santé (y compris le tableau) sont, autant que je sache et sois fondé à croire, exacts et conformes à la vérité.

Signé

Capitaine

Contresigné

Médecin du bord

Date

* S'il s'est écoulé plus de quatre semaines depuis le début du voyage, il suffira de donner des renseignements pour les quatre dernières semaines.

Appendice 5 (suite)

TABLEAU ANNEXE A LA DECLARATION

Détails de chaque cas de maladie ou de décès survenu à bord

Nom	Classe ou fonction à bord	Age	Sexe	Nationalité	Port d'embarquement	Date d'embarquement	Nature de la maladie	Date du début de la maladie	Résultats de la maladie*	Suite Donnée**

* Indiquer si le malade est guéri, s'il est encore malade ou s'il est décédé.

** Indiquer si le malade est encore à bord, s'il a été débarqué (donner le nom du port) ou si son corps a été immergé.

APPENDICE 6

PARTIE RELATIVE AUX QUESTIONS SANITAIRES DE LA DECLARATION
GENERALE D'AERONEF

Déclaration de santé

Cas de maladie (à l'exclusion du mal de l'air ou des accidents) constatés à bord ou débarqués au cours du voyage, y compris les personnes présentant des symptômes ou signes, tels que éruption, fièvre, frissons, diarrhée

.....

Toute autre circonstance à bord susceptible de provoquer la propagation d'une maladie.....

Détails se rapportant à chaque désinsectisation ou autre opération sanitaire (lieu, date, heure, méthode) effectuée en cours de vol. S'il n'y a pas eu de désinsectisation en cours de vol, donner des précisions sur la désinsectisation la plus récente

.....

Signature, si nécessaire,

Membre de l'équipage

ΔΙΕΘΝΗΣ ΥΓΕΙΟΝΟΜΙΚΟΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ

ΤΙΤΛΟΣ Ι— ΟΡΙΣΜΟΙ

Άρθρον 1.

Διά τήν εφαρμογήν του παρόντος κανονισμού ο όρος :

«Υγειονομική Υπηρεσία» δηλοῖ κρατικήν ἀρχήν ἔχουσαν τήν ὑπευθυνότητα ἐπί ἐδάφους ἐφ' οὗ ἔχει εφαρμογήν ὁ παρὼν Κανονισμός, τῆς ἐκτελέσεως τῶν προβλεπομένων ἐπ' αὐτῶν ὑγειονομικῶν μέτρων.

«Αερόπλοιο» δηλοῖ αερόπλοιο ἐκτελοῦν διεθνές ταξίδιον.

«Αερολιμὴν» δηλοῖ αερολιμένα εἰσόδου ἢ ἐξόδου διὰ τήν διεθνή αεροπορικὴν ἐπικοινωνίαν προσδιορισθέντα ὡς τοιοῦτον ὑπὸ τοῦ Κράτους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου κεῖται οὗτος.

«Αφίξις» πλοίου, αεροπλοίου, σιδηροδρομικοῦ ἢ ὁδικοῦ ὀχήματος δηλοῖ :

α. Εἰς περίπτωσιν πλοίου θαλάσσης, τὸν ἐν λιμένι κατὰ πλοῦν.

β. Εἰς περίπτωσιν αεροπλοίου, τήν εἰς αερολιμένα ἀφίξιν.

γ. Εἰς περίπτωσιν πλοίου χρησιμοποιουμένου εἰς τήν ἐσωτερικὴν ναυσιπλοΐαν, τήν ἀφίξιν, εἴτε εἰς λιμένα, εἴτε εἰς συνοριακὸν ὑγειονομικὸν φυλάκιον, ἀναλόγως τῶν γεωγραφικῶν συνθηκῶν καὶ συμφωνίας πρὸς τὰς συναρθεῖσας μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Κρατῶν συμβάσεις ἢ συμφωνίας βάζει τοῦ άρθρου 98 ἢ τῶν ἐν ἰσχύϊ νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ τόπου ἀφίξεως.

δ. Εἰς περίπτωσιν σιδηροδρομικοῦ ἢ ἐτέρου ὁδικοῦ ὀχήματος, τήν ἀφίξιν εἰς συνοριακὸν φυλάκιον.

«Υγειονομική ἀρχή» δηλοῖ, ἐντὸς τοῦ τελούντος ὑπὸ τήν δικαιοδοσίαν αὐτῆς ἐδάφους, τήν ἀρχήν ἥτις εἶναι ἀμέσως ὑπεύθυνος διὰ τήν εφαρμογήν τῶν ἐπιτρεπομένων ἢ καθορισμένων ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἐνδεικνυομένων ὑγειονομικῶν μέτρων.

«Αποσκευαί», δηλοῖ τὰ ἀτομικὰ εἶδη ταξιδιώτου ἢ μέλους τοῦ πληρώματος.

«Κροῦσμα εἰσαχθέν», δηλοῖ μεμολυσμένον ἄτομον ἀρικνούμενον καθ' ὃν χρόνον πραγματοποιεῖ διεθνές ταξίδιον.

«Κροῦσμα μεταφερθέν», δηλοῖ μεμολυσμένον ἄτομον ἢ μόλυνσις τοῦ ὁποίου ἐγένετο εἰς ἐτέραν τινὰ περιφέρειαν ὑπαγομένην εἰς τήν ἀρμοδιότητα τῆς αὐτῆς ὑγειονομικῆς υπηρεσίας.

«Ἐγκυρον πιστοποιητικόν», ὡσάκις ὁ όρος οὗτος ἀναφέρεται εἰς τὸν ἐμβολιασμόν, δηλοῖ πιστοποιητικὸν σύμφωνον πρὸς τὰς καθορισθείσας διατάξεις καὶ τὰ ὑποδείγματα τῶν παραρτημάτων 2,3, καὶ 4.

«Ἐλίδιον ἐμπορευματοκιβώτιον», δηλοῖ μεταφορικὸν κιβώτιον.

α. Μονίμου τινὸς χαρακτῆρος καὶ ἐπαρκῶς ἐκ τοῦ λόγου τοῦτου ἀνοχῆς ἐπιτρεπούσης τήν κατ' ἐπανάληψιν χρησιμοποίησιν αὐτοῦ.

β. Ἐιδικῶς κατασκευασμένον πρὸς διευκόλυνσιν τῆς μεταφοράς τῶν ἐμπορευμάτων δι' ἐνός ἢ περισσοτέρων μεταφορικῶν μέσων, ἄνευ ριζέως τοῦ φορτίου.

γ. Ἐρωδιασμένον δι' ἐξαρτημάτων διευκολυνόντων τὸν χειρισμὸν αὐτοῦ, ἰδίως κατὰ τήν μετακίνησιν του ἐξ ἐνός μεταφορικοῦ μέσου εἰς ἕτερον.

δ. Κατασκευασμένον κατὰ τοιοῦτον τρόπον ὥστε νὰ καθίσταται εὐχερῆς ἢ πλήρωσις καὶ ἐκκένωσις αὐτοῦ.

Ὁ όρος ἐμπορευματοκιβώτιον δὲν περιλαμβάνει οὔτε τὰς συνήθεις συσκευασίας οὔτε τὰ ὀχήματα.

«Ἐντομοκτονία», δηλοῖ τήν ἐργασίαν ἢ ὅποια σκοπὸν ἔχει τήν ἐξολόθρευσιν τῶν ἐντόμων φορέων ξενιστῶν νόσων μεταδιδόμενων εἰς τὸν ἄνθρωπον, τὰ ὁποῖα εὐρίσκονται ἐντὸς τῶν πλοίων, τῶν αεροπλοίων, τῶν σιδηροδρομικῶν, ὁδικῶν ἢ ἢ ἐτέρου μεταφορικῶν ὀχημάτων, ὡς ἐπίσης καὶ ἐντὸς τῶν ἐμπορευματοκιβωτίων.

«Διανομὴ ἀεροζόλης», δηλοῖ διανομὴ περιέχοντα παρασκευάσμα ὑπὸ πίεσιν ὅστις διαχέει ἐντομοκτόνον ἀεροζόλην δι' ἀπελευθερώσεως τοῦ ἐπιστομίου.

«Γενικὸς Διευθυντής», δηλοῖ τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τῆς Παγκοσμίου Ὁργάνωσεως Ὑγείας.

«Ἐπιδημία», δηλοῖ τήν ἐξάπλωσιν νόσου τινὸς ὑποκειμένης εἰς τὸν Κανονισμόν διὰ πολλαπλασιασμοῦ τῶν κρουσμάτων εἰς τινὰ περιφέρειαν.

«Πλήρωμα», δηλοῖ τὸ ἐν ὑπηρεσίᾳ προσωπικὸν πλοίου, αεροπλοίου, σιδηροδρομικοῦ, ὁδικοῦ ἢ ἐτέρου μεταφορικοῦ μέσου.

«Δείκτης AEDES AEGYPTI», δηλοῖ τήν ἑκατοστοίαν ἀναλογία, μεταξὺ ἀφ' ἐνός, τοῦ ἀριθμοῦ τῶν κατοικιῶν ἐν τινι περιορισμένῃ περιφερείᾳ, καλῶς καθωρισμένη, εἰς τήν ὁποίαν ἀνευρέθησαν προνυμφικοί βιότοποι AEDES AEGYPTI, εἴτε ἐντὸς αὐτῶν τούτων τῶν οἰκιῶν, εἴτε ἐντὸς τῶν πλησίον καὶ ἐξαρτωμένων ἐξ αὐτῶν χώρων, καὶ ἀφ' ἐτέρου, τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν ὑποβληθειῶν εἰς ὑγειονομικὸν ἔλεγχον κατοικιῶν ἐν τῇ περιφερείᾳ ταύτῃ.

«Ἀπομόνωσις», ὡσάκις ὁ όρος ἀφορᾷ εἰς ἄτομον ἢ ὁμάδα ἀτόμων, δηλοῖ τὸν διαχωρισμὸν τοῦ ἐν λόγῳ ἀτόμου ἢ ὁμάδος ἀπὸ παντὸς ἐτέρου, ἐξαιρέσει τοῦ ἐκτελοῦντος ὑπηρεσίαν ὑγειονομικοῦ προσωπικοῦ, εἰς τρόπον ὥστε νὰ προλαμβάνηται ἢ ἐξάπλωσις τῆς μολύνσεως.

«Ἡμέρα», δηλοῖ χρονικὸν διάστημα εἴκοσι τεσσάρων ὡρῶν.

«Ἐλευθερά ἐπικοινωνία», δηλοῖ, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ πλοῖον, τήν ἄδειαν εἰσόδου εἰς λιμένα καὶ ἀποβίβασιν ἢ οἰανδήποτε ἑτέραν ἐνέργειαν, εἰς ὅ,τι δὲ ἀφορᾷ αερόπλοιο, τήν μετὰ τήν προσγείωσιν αὐτοῦ ἄδειαν ὅπως προβῇ εἰς ἀποβίβασιν ἢ οἰανδήποτε ἑτέραν ἐνέργειαν.

«Νόσοι ὑποκειμεναί εἰς τὸν Κανονισμόν», (νόσοι καθάρσεως), δηλοῖ τήν χολέρα, συμπεριλαμβανομένης τῆς χολέρας. Ἐλ Τέρ, τὸν κίτρινον πυτερόν, τήν πανώλην καὶ τήν εὐλογίαν, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς μικρᾶς εὐλογίας (ἀλαστρίμ, εὐλογιοειδοῦς).

«Πλοῖον», δηλοῖ πλοῖον διεθνούς συγκοινωνίας ἢ πλοῖον ἐσωτερικῆς ναυσιπλοΐας ἐκτελοῦν διεθνές ταξίδιον.

«Ὁργάνωσις», δηλοῖ τήν Παγκόσμιον Ὁργάνωσιν Ὑγείας.

«Μεμολυσμένον ἄτομον», δηλοῖ ἄτομον προσβεβλημένον ὑπὸ τινος ὑποκειμένης εἰς τὸν κανονισμόν νόσου ἢ ἄτομον τὸ ὁποῖον, ὡς διεπιστώθη ἐκ τῶν ὑστέρων, εὐρίσκειτο εἰς τὸ στάδιον τῆς ἐπώσεως μιᾶς τοιαύτης νόσου.

«Λιμὴν», δηλοῖ θαλάσσιον λιμένα ἢ λιμένα ἐσωτερικῆς ναυσιπλοΐας.

«Εἰς κάθαρσιν», δηλοῖ τὸ διάστημα κατὰ τὸ ὁποῖον ὑγειονομικὴ τις ὑπηρεσία ἐφαρμόζει ἐπὶ πλοίου, αεροπλοίου, σιδηροδρομικοῦ, ὁδικοῦ ἢ ἐτέρου μεταφορικοῦ ὀχήματος, ἢ ἐμπορευματοκιβωτίου, μέτρα ἀποσκοποῦντα εἰς τήν πρόληψιν τῆς ἐξάπλωσεως τῶν νοσημάτων, τοῦ ὑποδόχου τῆς νόσου ἢ τῶν φορέων ξενιστῶν τῶν νοσημάτων.

«Υποπτος», δηλοῖ ἄτομον τὸ ὁποῖον ἢ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία θεωρεῖ ὅτι ἔχει ἐκτεθῆ εἰς τὸν κίνδυνον μολύνσεως ἐκ τινος νόσου ὑποκειμένης εἰς τὸν Κανονισμόν καὶ τὸ ὁποῖον αὐτὴ κρίνει ὅτι δύναται νὰ μεταδώσῃ τήν ἐν λόγῳ νόσον.

«Ἱατρικὴ ἐπίσκεψις», δηλοῖ τήν ἐπίσκεψιν καὶ τήν ἐπιθεώρησιν πλοίου, αεροπλοίου, σιδηροδρομικοῦ, ὁδικοῦ ἢ ἐτέρου μεταφορικοῦ μέσου ἢ ἐμπορευματοκιβωτίου καὶ τήν προκαταρκτικὴν ἐξέτασιν τῶν ἀτόμων ὡς καὶ τὸν ἔλεγχον ἐγκυρότητος τῶν πιστοποιητικῶν ἐμβολιασμοῦ, ἀλλὰ δὲν περιλαμβάνει τήν περιοδικὴν ἐπιθεώρησιν πλοίου πρὸς λῆψιν ἀποφάσεως κατὰ πόσον κρίνεται σκόπιμος ἢ ὑποβολὴ τούτου εἰς μυσκτονίαν.

«Κατὰ τήν πῆσιν», δηλοῖ χρονικὸν διάστημα τὸ ὁποῖον μεσολαβεῖ μεταξὺ τοῦ κλεισίματος τῶν θυρῶν τοῦ αεροπλοίου πρὸ τῆς ἀπογείσεως αὐτοῦ καὶ τοῦ ἀνοίγματος αὐτῶν κατὰ τήν ἀφίξιν.

«Διεθνές ταξίδιον», δηλοῖ :

α. Εἰς περίπτωσιν πλοίου ἢ αεροπλοίου, ταξίδιον μεταξὺ λιμένων ἢ αερολιμένων κειμένων ἐπὶ ἐδαφῶν περισσοτέρων τοῦ ἐνός Κράτους ἢ ταξίδιον μεταξὺ τῶν λιμένων ἢ αερολιμένων κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἢ τῶν ἐδαφῶν τοῦ αὐτοῦ Κράτους, ἐὰν τὸ ἐν λόγῳ πλοῖον ἢ αερόπλοιο ἐρχεται εἰς ἐπικοινωνίαν μετὰ τοῦ ἐδάφους παντὸς ἐτέρου Κράτους κατὰ τήν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου του, ἀλλὰ μόνον ὅσον ἀφορᾷ τήν ἐπικοινωνίαν ταύτην.

β. Εἰς περίπτωσιν ἀτόμου, ταξίδιον μετ' εἰσόδου ἐπὶ τοῦ ἑδάφους ἐνὸς κράτους, εἰς τὸ ὁποῖον δὲν ἀνήκει τὸ ἑδάφος ἢ οὐ τὸ ταξίδιον ἤρξατο.

«Περιφέρεια ἀπ' εὐθείας διαμετακομίσεως», δηλοῖ εἰδικήν περιφέρειαν, συσταθεῖσαν ἐντὸς περιοχῆς ἀερολιμένες ἐξαρτωμένην ἐξ αὐτοῦ, τῇ ἀδείᾳ τῆς ἐνδιαφερομένης γειονομικῆς ἀρχῆς ἢ ὑπὸ τὸν ἄμεσον ἔλεγχον αὐτῆς. Προβλεπόμενη αὕτη νὰ διευκολύνῃ τὴν ἀπ' εὐθείας διαμετακομίσειν, πῶς κυρίως τὴν ἐξασφάλισιν τοῦ διαχωρισμοῦ, κατὰ τὰς προσγειώσεις, τῶν ἐπιβατῶν καὶ τῶν πληρωμάτων ὡς νὰ ἀπαιτῆται ἢ ἐκ τοῦ ἀερολιμένος ἐξοδος τούτων.

«Περιφέρεια μεμολυσμένη», δηλοῖ περιφέρειαν προσδιοθεῖσαν ἐπὶ τῇ βᾶσει ἐπιδημιολογικῶν στοιχείων ὑπὸ τῆς Ὑγειονομικῆς Ὑπηρεσίας, ἣτις ἐντοπίζει τὴν νόσον ἐντὸς τῆς χώρας τῆς καὶ ἢ ὁποῖα δὲν εἶναι ἀπαραίτητον νὰ ἀντιποική εἰς τὰ διοικητικὰ ὄρια. Πρόκειται περὶ τμήματος τοῦ ἑδάφους τῆς τὸ ὁποῖον ὡς ἐκ τῶν χαρακτηριστικῶν τοῦ πληθυσμοῦ (πυκνότης, διακίνησις) καὶ τῆς δραστηότητος τῶν φορέων ξενιστῶν καὶ τῶν ὑποδόχων τῶν ζώων θὰ ἠδύνατο νὰ εὐνοήσῃ τὴν μετάδοσιν τῆς διαπιστωθείσης νόσου.

ΤΙΤΛΟΣ II

ΑΝΑΚΟΙΝΩΣΕΙΣ ΚΑΙ ΕΠΙΔΗΜΙΟΛΟΓΙΚΑΙ ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΑΙ

Ἄρθρον 2.

Διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, τὰ Κράτη ἀναγνωρίζουν εἰς τὴν ὀργάνωσιν τὸ δικαίωμα τῆς ἀπ' εὐθείας ἐπικοινωνίας μετὰ τῆς Ὑγειονομικῆς Ὑπηρεσίας τοῦ ἑδάφους ἢ τῶν ἐδαφῶν αὐτῶν.

Πᾶσα ἀνακοινώσις καὶ πληροφορία παρεχομένη ὑπὸ τῆς Ὑπηρεσίας πρὸς τὴν Ὑγειονομικὴν Ὑπηρεσίαν θεωρεῖται ὡς ἀπευθυνομένη εἰς τὸ Κράτος εἰς τὸ ὁποῖον αὕτη ὑπάγεται καὶ πᾶσα ἀνακοινώσις καὶ πληροφορία παρασχεθεῖσα εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν ὑπὸ τῆς Ὑγειονομικῆς Ὑπηρεσίας θεωρεῖται ὡς ἀπευθυνομένη παρὰ τοῦ Κράτους εἰς τὸ ὁποῖον αὕτη ἀνήκει.

Ἄρθρον 3.

1. Αἱ Ὑγειονομικαὶ Ὑπηρεσίαι γνωρίζουν εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν, τηλεγραφικῶς ἢ διὰ τηλετύπου καὶ ἐντὸς 24 ὥρων, τὸ ἀργότερον, ἀφ' ἧς ἐπληροφορήθησαν ὅτι διεπιστώθη, εἰς τὴν ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν αὐτῶν περιφέρειαν, τὸ πρῶτον μὴ εἰσαχθὲν ἢ μὴ μεταφερθὲν κρούσμα νόσου ὑποκειμένης εἰς τὸν Κανονισμόν. Ἐντὸς τοῦ ἐπομένου 24ώρου, γνωστοποιεῖ τὴν μεμολυσμένην περιφέρειαν.

2. Αἱ Ὑγειονομικαὶ Ὑπηρεσίαι γνωστοποιεῖν ἐπίσης εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν, τηλεγραφικῶς ἢ διὰ τηλετύπου καὶ ἐντὸς 24 ὥρων τὸ ἀργότερον, ἀφ' ἧς περιῆλθεν αὐταῖς ἢ πληροφορία:

α. τὴν εἰσαγωγὴν ἢ μεταφορὰν ἐντὸς μὴ μεμολυσμένης περιφέρειας ἐνὸς ἢ περισσοτέρων κρουσμάτων νόσου ὑποκειμένης εἰς τὸν Κανονισμόν. Εἰς τὴν γνωστοποίησιν ταύτην θὰ διαλαμβάνονται ἅπαντα αἱ διατιθέμεναι ἐπὶ τῆς προσελεύσεως τῆς μόλυνσεως πληροφορία.

β. τὴν ἀφίξιν πλοίου ἢ ἀεροπλοίου ἐπὶ τοῦ ὁποῖου ἐπέβησαν ἢ ἢ περισσοτέρα ἄτομα προσβληθέντα ὑπὸ ὑποκειμένης εἰς τὸν Κανονισμόν νόσου. Εἰς τὴν ἀνακοινώσιν θὰ ἀναφέρονται τὸ ὄνομα τοῦ πλοίου ἢ ὁ ἀριθμὸς πτήσεως τοῦ ἀεροπλοίου, οἱ προηγηθέντες καὶ ἐπόμενοι σταθμοὶ καὶ θὰ μνημονεύηται ἐὰν ἐλήφθησαν τὰ ἀναγκαῖα, ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἐν λόγῳ πλοῖον ἢ ἀεροπλοῖον, μέτρα.

3. Ἡ ὑπαρξὶς τῆς γνωστοποιουμένης οὕτω νόσου, ἐπὶ τῇ βᾶσει λογικῶς ἐγκύρου κλινικῆς διαγνώσεως, ἐπιβεβαιουῦνται τὸ ταχύτερον δυνατὸν διὰ τῶν διενεργηθησομένων ἐργαστηριακῶν ἐξετάσεων τὰ ἀποτελέσματα τῶν ὁποίων κοινοποιεῖνται πάραυτα εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τηλεγραφικῶς ἢ διὰ τηλετύπου.

Ἄρθρον 4.

1. Αἱ Ὑγειονομικαὶ Ὑπηρεσίαι γνωστοποιεῖν πάραυτα εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τὴν διαπίστωσιν τῆς παρουσίας τοῦ ἰοῦ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, οὐ μόνον ἐπὶ τοῦ ἀνθρώπου ἀλλὰ καὶ ἐπὶ τῶν κωνόπων ἢ ἐτέρων σπονδυλωτῶν ἢ τῆς παρουσίας τῆς

παστερέλας τῆς πανωλικῆς ἐπὶ οἰουδήποτε τμήματος τοῦ ἑδάφους αὐτῶν καὶ ἀναφέρουν τὴν ἔκτασιν τῆς ἐν λόγῳ περιφέρειας.

2. Ὅσακις αἱ Ὑγειονομικαὶ Ὑπηρεσίαι γνωστοποιεῖν κρούσματα πανώλους τῶν τρακτικῶν δέον ὅπως διαχωρίσουν τὴν πανώλην τῶν ἀγρίων ἐκ τῆς τοιαύτης τῶν κατοικιδίων τρακτικῶν περιγράφουσαι ἐν τῇ πρώτῃ περιπτώσει τὰς ἐπιδημιολογικὰς συνθήκας καὶ τὴν προσβληθεῖσαν περιφέρειαν.

Ἄρθρον 5.

Αἱ ἀναφερόμεναι εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 3 ἀνακοινώσεις, δέον ὅπως ἐγκαίρως συμπληρῶνται διὰ πληροφοριῶν ἀφορωσῶν τὴν προέλευσιν καὶ τὴν μορφήν τῆς νόσου, τὸν ἀριθμὸν τῶν κρουσμάτων καὶ τῶν θανάτων, τὰς συνθήκας ἐξασπλώσεως αὐτῆς ὡς καὶ τὰ ἐφαρμοσθέντα προφυλακτικὰ μέτρα.

Ἄρθρον 6.

Διαρκούσης τῆς ἐπιδημίας αἱ γνωστοποιήσεις καὶ πληροφορίαι, αἱ ὑπὸ τῶν ἄρθρων 3 καὶ 5 προβλεπόμεναι συμπληροῦνται δι' ἀνακοινώσεων ἀπευθυνομένων κατὰ τακτὰ χρονικὰ διαστήματα εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν.

2. Αἱ ἀνακοινώσεις αὗται εἶναι κατὰ τὸ δυνατὸν συχναὶ καὶ λεπτομερεῖς. Ὁ ἀριθμὸς τῶν κρουσμάτων καὶ θανάτων γνωστοποιεῖται τοῦλάχιστον ἅπαξ τῆς ἐβδομάδος.

Δέον ὅπως ἀναφέρονται ἐν αὐταῖς αἱ ληφθεῖσαι προφυλάξεις πρὸς ἀποτροπὴν ἐπεκτάσεως τῆς νόσου, ἰδίᾳ τὰ ληφθέντα μέτρα πρὸς ἀποφυγὴν μεταδόσεως ταύτης εἰς ἕτερα ἐδάφη διὰ τῶν πλοίων, ἀεροπλοίων, σιδηροδρομικῶν, ὀδικῶν ἢ ἐτέρων μεταφορικῶν μέσων ἢ τῶν ἐμπορευματοκιβωτίων, προερχομένων ἐκ τῆς μεμολυσμένης περιφέρειας. Ἐν περιπτώσει πανώλους καθορίζονται τὰ ληφθέντα κατὰ τῶν τρακτικῶν μέτρα. Προκειμένου περὶ ὑποκειμένων εἰς τὸν Κανονισμόν νόσων μεταδιδόμενων διὰ ξενιστῶν - φορέων, καθορίζονται ὡσαύτως τὰ ληφθέντα κατ' αὐτῶν μέτρα.

Ἄρθρον 7.

1. Ἡ Ὑγειονομικὴ Ὑπηρεσία ἑδάφους ἐν ᾧ κεῖται περιφέρεια μεμολυσμένη δηλωθεῖσα ὡς τοιαύτη εἰδοποιεῖ τὴν Ὑπηρεσίαν εὐθὺς ὡς αὕτη παύσῃ νὰ εἶναι μεμολυσμένη.

2. Περιφέρεια μεμολυσμένη δύναται νὰ θεωρηθῇ ὅτι κατέστη μὴ μεμολυσμένη ἐφ' ὅσον ἐλήφθησαν καὶ ἐξακολουθοῦν νὰ ἐφαρμόζονται πάντα τὰ προφυλακτικὰ μέτρα πρὸς πρόληψιν ἐπανεμφανίσεως τῆς νόσου ἢ δυνατῆς ἐπεκτάσεως αὐτῆς εἰς ἕτερας περιφέρειας καὶ ἐφ' ὅσον :

α. Ἐπὶ περιπτώσεως πανώλους, χολέρας ἢ εὐλογίας παρῆλθεν, μετὰ τὸν θάνατον, τὴν ἴασιν ἢ τὴν ἀπομόνωσιν τοῦ τελευταίου διαπιστωθέντος κρουσματος, χρονικὸν διάστημα ἴσον, τοῦλάχιστον, πρὸς τὸ διπλάσιον τῆς περιόδου ἐπιώσεως, ὡς αὕτη καθορίζεται ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ καὶ ἐφ' ὅσον δὲν ὑφίστανται ἐπιδημιολογικὰ ἐνδείξεις ἐπεκτάσεως τῆς νόσου εἰς παρακειμένην περιφέρειαν.

β. ι) Ἐπὶ κιτρίνου πυρετοῦ μεταδιδόμενου ὑπὸ ξενιστοῦ - φορέως ἐτέρου τοῦ AEDES AEGYPTI, ἐφ' ὅσον παρῆλθον τρεῖς μῆνες ἄνευ σημείου δράσεως τοῦ ἰοῦ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ.

ιι) Ἐπὶ κιτρίνου πυρετοῦ μεταδιδόμενου ὑπὸ τοῦ AEDES AEGYPTI, ἐφ' ὅσον παρῆλθον τρεῖς μῆνες ἀπὸ τοῦ τελευταίου κρουσματος ἐπὶ ἀνθρώπου ἢ διάστημα μηνὸς ἀπὸ τοῦ τελευταίου κρουσματος ἐὰν ὁ δείκτης AEDES AEGYPTI διετηρήθη σταθερῶς κάτω τοῦ 1 % κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ἐν λόγῳ μηνός.

γ. ι) Ἐπὶ πανώλους τῶν κατοικιδίων τρακτικῶν, ἐφ' ὅσον παρῆλθε χρονικὸν διάστημα ἐνός μηνός ἀπὸ τῆς ἀνακαλύψεως ἢ τῆς συλλήψεως τοῦ τελευταίου μεμολυσμένου ζώου.

ιι) Ἐπὶ πανώλους τῶν ἀγρίων τρακτικῶν, ἐφ' ὅσον παρῆλθε χρονικὸν διάστημα τριῶν μηνῶν ἄνευ διαπιστώσεως τῆς νόσου ἐγγὺς λιμένων ἢ ἀερολιμένων εἰς τρόπον ὥστε αὕτη νὰ ἀποτελῇ ἀπειλὴν διὰ τὴν διεθνήν ἐπικοινωνίαν.

"Άρθρον 8.

1. Αί υγειονομικαί υπηρεσίαι κοινοποιοῦν εἰς τὴν Ὁργάνωσιν :

α. Τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα ἀπεφάσισαν νὰ ἐφαρμόσουν αὐταὶ ἐπὶ τῶν προεργουμένων ἐκ μεμολυσμένων περιφερειῶν ὡς καὶ τὴν ἄρσιν τῶν μέτρων τούτων ἀναφέρουσαι τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἐπιβολῆς ἢ τῆς ἄρσεως αὐτῶν.

β. Πᾶσαν τροποποίησιν τῶν ἀπαιτήσεων τῶν ἐν σχέσει πρὸς, τοὺς διὰ τὰ διεθνή ταξίδια, ἐμβολιασμοῦς.

2. Αἱ κοινοποιήσεις αὐταὶ γίνονται τηλεγραφικῶς ἢ διὰ τηλετύπου καὶ ἐφ' ὅσον τοῦτο εἶναι δυνατόν, πρὸ τῆς τροποποιήσεως ἢ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῶν μέτρων ἢ τῆς ἄρσεως αὐτῶν.

3. Αἱ υγειονομικαὶ υπηρεσίαι ἀποστέλλου εἰς τὴν Ὁργάνωσιν ἅπαξ τοῦ ἔτους καὶ εἰς ἡμερομηνίαν καθοριζομένην ὑπὸ ταύτης ἀνακεφαλαιωτικὸν πῖνακα τῶν ἀπαιτήσεων τῶν ἐν σχέσει πρὸς τοὺς ἐπιβαλλομένους διὰ τὰ διεθνή ταξίδια ἐμβολιασμοῦς.

4. Αἱ υγειονομικαὶ υπηρεσίαι, ἐν συνεργασίᾳ, κατὰ περιπτώσεων, μετὰ τῶν πρακτορείων ταξιδίων, ναυτιλιακῶν ἢ ἀεροπορικῶν ἐταιρειῶν ἢ δι' ἄλλων μέσων δέον ὕπως μεριμνήσουσιν ἵνα εἰδοποιηθοῦν οἱ πιθανοὶ ταξιδιώται ἐπὶ τῶν ἀπαιτήσεων τῶν ἢ τῶν ἐπιπελοουσῶν ἐπ' αὐτῶν τροποποιήσεων.

"Άρθρον 9.

Ἐπὶ πλέον τῶν ἀνακοινώσεων καὶ πληροφοριῶν περὶ ὧν τὰ ἄρθρα 3 ἕως 8, αἱ υγειονομικαὶ υπηρεσίαι γνωρίζουσι καθ' ἑκάστην ἐβδομάδα εἰς τὴν Ὁργάνωσιν :

α. Διὰ τηλεγραφικῆς ἐκθέσεως ἢ διὰ τηλετύπου τὸν ἀριθμὸν τῶν κρουσμάτων τῶν νόσων τῶν ὑποκειμένων εἰς τὸν Κανονισμὸν καὶ τῶν ὀφειλομένων εἰς τὰς νόσους ταύτας θανάτων τῶν ἐπισυμβάντων κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς προηγούμενης ἐβδομάδος ἐν ἑκάστη πόλει γεινναζούσῃ πρὸς λιμένα ἢ ἀερολιμένα, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν εἰσαχθέντων ἢ μεταφερθέντων κρουσμάτων.

β. Δι' ἐκθέσεως ἀποστελλομένης διὰ τοῦ ἀεροπορικοῦ ταχυδρομείου τὴν μὴ ὑπαρξίν κρουσμάτων τῶν νόσων τούτων κατὰ τὰ χρονικὰ διαστήματα τῶν ἐδαφίων : α), β) καὶ γ) τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 7.

"Άρθρον 10.

Ἄπαντα αἱ προβλεπόμενα ὑπὸ τῶν ἄρθρων 3 - 9 γνωστοποιήσεις καὶ πληροφορίαι ἀνακοινοῦνται ὡσαύτως κατ' αἵτησιν ὑπὸ τῆς υγειονομικῆς υπηρεσίας, εἰς τὰς διπλωματικὰς Ἀποστολάς καὶ Προξενεῖα τὰ ἐγκατεστημένα ἐπὶ ἐδάφους τῆς δικαιοδοσίας τῆς.

"Άρθρον 11.

1. Ἡ Ὁργάνωσις ἀποστέλλει εἰς ἀπάσας τὰς υγειονομικὰς υπηρεσίας, τὸ ταχύτερον δυνατόν, καί, διὰ τῆς καταλλήλου εἰς ἑκάστην περίπτωσιν ὕδου, ὅλας τὰς ἐπιδημιολογικὰς ἢ ἐτέρας πληροφορίας αἱ ὁποῖαι περιήλθον αὐτῇ κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 3 ἕως 8 καὶ τῆς παραγράφου α) τοῦ ἄρθρου 9. Γνωρίζει πρὸς τοὺς τοὺς τὴν μὴ ὑπαρξίν πληροφοριῶν περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 9. Αἱ ἐπείγουσας φύσεως ἀνακοινώσεις διαβιβάζονται τηλεγραφικῶς, τηλεφωνικῶς ἢ διὰ τηλετύπου.

2. Ἄπαντα τὰ συμπληρωματικὰ ἐπιδημιολογικὰ δεδομένα καὶ λοιπαὶ πληροφορίαι ἅς διαθέτει ἡ Ὁργάνωσις ἐκ τοῦ προγράμματος ἐπιθεωρήσεως αὐτῆς ἀνακοινοῦνται, ὡσάκις τοῦτο κρίνεται ἀναγκαῖον, εἰς ἀπάσας τὰς υγειονομικὰς υπηρεσίας.

3. Ἡ Ὁργάνωσις δύναται, τῇ συγκαταθέσει τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως, νὰ προβῇ εἰς ἐρεῦνας ἐπὶ οἰασδήποτε ἐπιδημίας ὑποκειμένης εἰς τὸν Κανονισμὸν νόσου σοβαρῶς ἀπειλούσης τὴν υγίαν τῶν γειτονικῶν χωρῶν ἢ τὴν παγκοσμίως τοιαύτην. Αἱ ἐρευναὶ αὐταὶ θὰ ἀποσκοποῦν εἰς τὸ νὰ βοηθήσουσι τὰς Κυβερνήσεις εἰς τὴν λήψιν τῶν ἀπαιτούμενων προστατευτικῶν μέτρων καὶ δυνατόν νὰ συμπεριλάβουσι τὴν ἐπιτοπίαν ἀποστολῆν εἰδικῶν.

"Άρθρον 12.

Τὰ τηλεγραφήματα ἢ τηλετύπα ἢ τηλεφωνικαὶ κλήσεις αἱ γινόμεναι κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 3 ἕως 8 καὶ τοῦ ἄρθρου 11 ἀπολαμβάνουσι τῆς ἐπιβαλλομένης ἐκ τῶν περιστάσεων προτεραιότητος. Αἱ γινόμεναι εἰς ἐξαιρετικῶς ἐπείγουσας φύσεως περιπτώσεις ἀνακοινώσεις, ὅταν ὑφίσταται κίνδυνος ἐξαπλώσεως ὑποκειμένης εἰς τὸν Κανονισμὸν νόσου, τυγχάνουσι τῆς μεγαλύτερας προτεραιότητος, ἥτις παρέχεται εἰς τοιαύτας ἀνακοινώσεις ὑπὸ τῶν διεθνῶν συμβάσεων τηλεπικοινωνίας.

"Άρθρον 13.

1. Πάντα τὰ Κράτη παρέχουσι εἰς τὴν Ὁργάνωσιν ἅπαξ τοῦ ἔτους, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 62 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῆς Ὁργάνωσεως πληροφορίας ἀφορώσας τὴν ἐνδεχομένην ἐμφάνισιν παντὸς κρούσματος νόσου ὑποκειμένης εἰς τὸν Κανονισμὸν ὀφειλομένου εἰς διακίνησιν ἕνεκα διεθνούς ἐπικοινωνίας ἢ παρατηρηθέντος κατ' αὐτὴν ὡς καὶ τὰς ἀποφάσεις τὰς ληφθείσας δυνάμει τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ καὶ τὰς σχετιζομένας μετὰ τὴν ἐφαρμογὴν τούτου.

2. Ἡ Ὁργάνωσις ἐπὶ τῇ βάσει τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου πληροφοριῶν, τῶν ἐπιβαλλομένων ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ κοινοποιήσεων καὶ ἐκθέσεων καὶ πάσης ἐτέρας ἐπίσημης πληροφορίας, ἐκπονεῖ ἐτησίαν ἐκθεσιν ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ καὶ τῶν ἀποτελεσμάτων αὐτοῦ εἰς τὴν διεθνή ἐπικοινωνίαν.

3. Ἡ Ὁργάνωσις παρακολουθεῖ τὴν ἐπιδημιολογικὴν ἐξέλιξιν τῶν ὑποκειμένων εἰς τὸν Κανονισμὸν νόσων καὶ δημοσιεύει τοῦλάχιστον ἅπαξ τοῦ ἔτους, τὰς σχετικὰς πληροφορίες, συνοδευόμενας καὶ ὑπὸ χαρτῶν εἰς τοὺς ὁποίους σημειοῦνται αἱ ἀνὰ τὸν κόσμον μεμολυσμένοι καὶ ἐλεύθεροι περιφέρειαι ὡς ἐπίσης καὶ πάσαν πληροφορίαν κτηθεῖσαν ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ προγράμματος ἐπιτηρήσεως αὐτῆς.

ΤΙΤΛΟΣ III

ΥΓΕΙΟΝΟΜΙΚΗ ΟΡΓΑΝΩΣΙΣ

"Άρθρον 14.

1. Αἱ υγειονομικαὶ υπηρεσίαι μεριμοῦν, ὅπως οἱ εὐρισκόμενοι ἐντὸς τῆς περιφέρειας αὐτῶν λιμένες καὶ ἀερολιμένες διαθέτουσι ὀργάνωσιν καὶ ἐπαρκῆ ἐξοπλισμὸν εἰς τρόπον ὥστε νὰ καθίσταται δυνατὴ ἡ ἐφαρμογὴ τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ μέτρων.

2. Πᾶς λιμὴν ἢ ἀερολιμὴν δέον ὅπως διαθέτῃ πόσιμον ὕδωρ καὶ υγιεινὰ εἶδη διατροφῆς, προερχόμενα ἐξ ἐγκεκριμένης ὑπὸ τῆς υγειονομικῆς υπηρεσίας πηγῆς προοριζόμενα διὰ τὴν ὑπὸ τοῦ κοινοῦ χρῆσιν ἢ κατανάλωσιν, εἴτε ἐπὶ τοῦ ἐδάφους εἴτε ἐπὶ τῶν πλοίων καὶ ἀεροπλοίων. Τὸ πόσιμον ὕδωρ καὶ τὰ εἶδη διατροφῆς διατηροῦνται καὶ διαχειρίζονται κατὰ τρόπον ἀποκλιθεῖσα οἰανδήποτε μόνυον. Ἡ υγειονομικὴ ὑπηρεσία διεξάγει περιοδικὸν ἔλεγχον τοῦ ὕλικου, τῶν ἐγκαταστάσεων καὶ τῶν χώρων καὶ προβαίνει εἰς δειγματοληψίας ὕδατος καὶ εἰδῶν διατροφῆς αἱ ὁποῖαι ὑποβάλλονται εἰς ἐργαστηριακὸν ἔλεγχον ἵνα διαπιστωθῇ κατὰ πόσον τηροῦνται αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν, ὡς καὶ διὰ πᾶν ἕτερον υγειονομικὸν μέτρον, αἱ βασικαὶ ἀρχαὶ καὶ συστάσεις αἱ ὁποῖαι ἀναγράφονται εἰς τοὺς δημοσιευομένους πρὸς τοῦτο ὑπὸ τῆς Ὁργάνωσεως ὁδηγοὺς ἐφαρμόζονται ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ καὶ λαμβάνονται ὑπ' ὄψιν αἱ ἀπαιτήσεις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

3. Πᾶς λιμὴν ἢ ἀερολιμὴν δέον ὅπως διαθέτῃ ἀποτελεσματικὸν σύστημα διαθέσεως καὶ ἐξουδετερώσεως τῶν κοπράνων, τῶν ξηρῶν καὶ ὑγρῶν ἀπορριμματικῶν οὐσιῶν οἰκιακῆς οἰκονομίας, τῶν ἀκαταλλήλων πρὸς βρῶσιν κριθέντων τροφίμων ὡς καὶ ἐτέρων ὕλικῶν ἐπικινδύνων διὰ τὴν δημοσίαν υγίαν.

"Άρθρον 15.

Ὁ μεγαλύτερος, κατὰ τὸ δυνατόν, ἀριθμὸς λιμένων καὶ ἀερολιμένων ἐδάφους τινὸς δέον ὅπως διαθέτῃ ἱατρικὴν καὶ υγειονομικὴν ὑπηρεσίαν περιλαμβανούσαν τὸ προσωπικόν, τὸ ὑλικόν καὶ τοὺς ἀναγκαίους χώρους καὶ ἰδιαιτέρως

τά μέσα διά την απομόνωσιν και άμεσον περίθαλψιν τών προσβεβλημένων ατόμων, την απολύμανσιν, έντομοκτονίαν και μυοκτονίαν, την βακτηριολογικήν έρευναν και την σύλληψιν και εξέτασιν τών τρωκτικῶν πρὸς έξακρίβωσιν τῆς ἐκ τῆς πανώλους μολύνσεως, την δειγματοληψίαν ύδατος και τροφίμων και την άποστολήν αὐτῶν εἰς έργαστήριον πρὸς εξέτασιν και έφαρμόζει πᾶν έτερον κατάλληλον μέτρον προβλεπόμενον ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 16.

Ἡ ὑγειονομική ὑπηρεσία ἐκάστου λιμένος ἢ ἀερολιμένος :

- α. Λαμβάνει πᾶν χρήσιμον μέτρον ἵνα αἱ ἐγκαταστάσεις τοῦ λιμένος ἢ ἀερολιμένος εἶναι ἀπηλλαγμένοι τρωκτικῶν.
- β. Καταβάλλει πᾶσαν προσπάθειαν ἵνα προφυλάττῃ ἐκ τῶν τρωκτικῶν τὰς ἐγκαταστάσεις τοῦ λιμένος ἢ τοῦ ἀερολιμένος.

Ἄρθρον 17.

1. Αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι λαμβάνουν τὰ κατάλληλα μέτρα ἵνα ἐπαρκῆς ἀριθμὸς λιμένων τῆς χώρας των δύναται νὰ διαθέτῃ τὸ ἀπαιτούμενον ἀρμόδιον προσωπικὸν διὰ τὴν ἐπιθεώρησιν τῶν πλοίων πρὸς ἐκδοσιν πιστοποιητικοῦ ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς μυοκτονίας περὶ οὗ τὸ ἄρθρον 54, και δέον ὅπως ἀναγνωρίζουν τοὺς πληροῦντας τοὺς ὅρους τούτους λιμένας.

2. Λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν τῆς σπουδαιότητος τῆς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των διεθνοῦς ἐπικοινωνίας ὡς και τῆς κατανομῆς τοῦ δικτύου ταύτης, αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι ὀρίζουν ἐκ τῶν ἀνεγνωρισμένων λιμένων συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐκείνους οἵτινες διαθέτοντες τὸν κατάλληλον ἐξοπλισμὸν και τὸ ἀπαιτούμενον διὰ τὴν μυοκτονίαν τῶν πλοίων προσωπικόν, ἔχουν ἀρμοδιότητα διὰ τὴν ἐκδοσιν τῶν προβλεπόμενων εἰς τὸ ἄρθρον 54 πιστοποιητικῶν μυοκτονίας.

3. Αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι, αἵτινες χαρακτηρίζουν οὕτω τοὺς λιμένας ὀφείλουν νὰ ἐξακριβώνουν ὅτι τὰ πιστοποιητικὰ μυοκτονίας και τὰ πιστοποιητικὰ ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς μυοκτονίας, ἐκδίδονται συμφώνως πρὸς τὰς ἀπαιτήσεις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 18.

Αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι προσδιορίζουν τοὺς ἀερολιμένας οἵτινες διαθέτουν περιφέρειαν ἀμέσου διαμετακομίσεως ὡς αὕτη ὀρίζεται ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 1.

Ἄρθρον 19.

1. Ἀναλόγως τῆς σημασίας τῆς διεθνοῦς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των ἐπικοινωνίας, αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι ὀρίζουν ὡς ὑγειονομικοὺς ἀερολιμένας ἀριθμὸν τινὰ ἀερολιμένων τοῦ ἐδάφους των, ἐφ' ὅσον οἱ ὀριζόμενοι οὕτω ἀερολιμένες πληροῦν τὰς ἀναγκαζομένας εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου προϋποθέσεις ὡς και τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 14.

2. Πᾶς ὑγειονομικὸς ἀερολιμὴν δέον ὅπως διαθέτῃ :

- α. Ἱατρικὴν ὑπηρεσίαν περιλαμβάνουσαν τὸ ἀπαιτούμενον προσωπικόν, τὸ ὕλικόν και τοὺς ἀναγκαζοῦντας χώρους.
- β. Τὰ ἀπαιτούμενα διὰ τὴν μεταφοράν, ἀπομόνωσιν και περίθαλψιν τῶν προσβεβλημένων ἢ ὑπόπτων ατόμων.
- γ. Τὰς ἀπαιτούμενας ἐγκαταστάσεις δι' ἀποτελεσματικὴν ἀπολύμανσιν και έντομοκτονίαν, τὴν καταστροφὴν τῶν ξενιστῶν φορέων και τρωκτικῶν, ὡς και ἐφαρμογὴν παντὸς ἐτέρου καταλλήλου μέτρου, προβλεπομένου ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

δ. Μικροβιολογικὸν έργαστήριον ἢ τὰ ἀπαιτούμενα μέσα διὰ τὴν άποστολήν τοῦ ὑπόπτου ὕλικου εἰς τοιοῦτον έργαστήριον.

ε. Τὰ ἀπαιτούμενα μέσα διὰ τὸν έντός τοῦ ἀερολιμένος ἐμβολιασμὸν ἐναντίον τῆς εὐλογίας και τὰ ἀπαιτούμενα τοιαῦτα διὰ τὸν έντός ἢ ἐκτός τοῦ ἀερολιμένος ἐμβολιασμὸν κατὰ τῆς χολέρας και τοῦ κίτριου πυρετοῦ.

Ἄρθρον 20.

1. Πᾶς λιμὴν, ὡς και ἡ περιοχή ἢ περιλαμβανομένη έντός τῆς περιμέτρου παντὸς ἀερολιμένος διατηρεῖται ἀπηλλαγμένη στεγνομιῶν AEDES AEGYPTI εἰς τὸ στάδιον τῆς προνύμφης ἢ εἰς τὸ ὄριμον στάδιον, και κωνῶπων, ξενιστῶν φορέων

ἐλονοσίας ἢ ἐτέρων νόσων ἔχουσῶν ἐπιδημιολογικὴν σημασίαν εἰς τὴν διεθνή ἐπικοινωνίαν. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν ἐφαρμόζονται κανονικῶς μέτρα ἐξοντώσεως τῶν κωνῶπων έντός προστατευτικῆς περιφέρειας ἀπεχούσης τετρακόσια τοῦλάχιστον μέτρα ἀπὸ τῆς περιμέτρου.

2. Ἀπαντες οἱ προοριζόμενοι διὰ τὴν ὑποδοχὴν ἀνθρώπων ἢ ζῶων χώροι έντός περιφέρειας ἀμέσου διαμετακομίσεως ἀερολιμένος τινὸς κειμένου εἴτε έντός τῆς περιφέρειας έντός τῆς ὁποίας εὐρίσκονται οἱ ἀναφερόμενοι εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ξενισταὶ-φορεῖς, εἴτε εἰς ἄμεσον γειτνίασιν πρὸς τοιαύτην τινὰ περιφέρειαν, προφυλάσσονται ὑπὸ τῶν κωνῶπων.

3. Συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον ἢ περιμετρος ἀερολιμένος δηλοῖ τὴν γραμμὴν ἣτις περικλείει τὴν ἐδαφικὴν περιοχὴν έντός τῆς ὁποίας κεῖνται τὰ κτίρια τοῦ ἀερολιμένος και τὸ γῆπεδον ἢ τὴν ὕδατίνην ἐκτασιν τὴν χρησιμεύουσαν ἢ προοριζομένην διὰ τὴν στάθμευσιν τῶν ἀεροπλοίων.

4. Αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι ὑποχρεοῦνται ὅπως παρέχουν ἅπαξ τοῦ έτους εἰς τὸν Ὀργάνωσιν πληροφορίας δεικνυούσας μέχρι ποίου μέτρου οἱ λιμένες και ἀερολιμένες αὐτῶν ἔχουν διατηρηθῆ ἀπηλλαγμένοι ξενιστῶν - φορέων ἔχόντων ἐπιδημιολογικὴν σημασίαν εἰς τὴν διεθνή ἐπικοινωνίαν.

Ἄρθρον 21.

1. Αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι ἀποστέλλουν εἰς τὴν Ὀργάνωσιν :

α. Πίνακα λιμένων τοῦ ἐδάφους των οἵτινες εἶναι ἀνεγνωρισμένοι συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 17 διὰ τὴν ἐκδοσιν :

- ι) πιστοποιητικῶν ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς μυοκτονίας μόνον, και
- ιι) πιστοποιητικῶν μυοκτονίας και πιστοποιητικῶν ἀπαλλαγῆς ἐκ τῆς μυοκτονίας.

β. Πίνακα τῶν ἀερολιμένων και ὑγειονομικῶν ἀερολιμένων τοῦ ἐδάφους αὐτῶν.

γ. Πίνακα τῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους των ἀερολιμένων οἱ ὁποῖοι διαθέτουν περιφέρειαν ἀπ' εὐθείας διαμετακομίσεως.

2. Αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι γνωστοποιοῦν εἰς τὴν Ὀργάνωσιν πᾶσαν μεταγενεστέραν τροποποίησιν τῶν προβλεπόμενων εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου πινάκων.

3. Ἡ Ὀργάνωσις ἀνακοινοῖ ἄνευ καθυστερήσεως εἰς ὅλας τὰς ὑγειονομικὰς ὑπηρεσίας τὰς πληροφορίας ἄς λαμβάνει συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 22.

1. Τῇ αἰτήσει τῆς ἐνδιαφερομένης ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας και μετὰ διεξαγωγὴν τῆς ἐνδεικνυομένης ἐρεύνης, ἢ Ὀργάνωσις πιστοποιεῖ ὅτι ὑγειονομικὸς τις ἀερολιμὴν κείμενος ἐπὶ τῆς, ὑπὸ ταύτης, ἐξαρτωμένης περιφέρειας πληροῖ τὰς ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἀπαιτούμενας προϋποθέσεις.

2. Τῇ αἰτήσει τῆς ἐνδιαφερομένης ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας και κατόπιν διεξαγωγῆς τῆς ἀπαιτούμενης ἐρεύνης, ἢ Ὀργάνωσις πιστοποιεῖ ὅτι ἡ περιφέρεια ἀμέσου διαμετακομίσεως ἀερολιμένος τινὸς κειμένου έντός μεμολυμένης ὑπὸ κίτριου πυρετοῦ περιφέρειας τοῦ ἐξαρτωμένου ἐκ τῆς ὑπηρεσίας ταύτης ἐδάφους, πληροῖ τὰς ἀπαιτούμενας ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ προϋποθέσεις.

3. Ἡ Ὀργάνωσις, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῆς ἐνδιαφερομένης ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας, ἀναθεωρεῖ περιοδικῶς τὰς πιστοποιήσεις ταύτας, πρὸς ἐπιβεβαίωσιν ὅτι ἐξακολουθοῦν νὰ πληροῦνται αἱ ἀπαιτούμεναι προϋποθέσεις.

4. Εἰς τὸν Κατάλογον τὸν ὁποῖον ἢ Ὀργάνωσις δέον ὅπως δημοσιεῖ βάσει τοῦ ἄρθρου 21, ἀναγράφονται οἱ ἀερολιμένες διὰ τοὺς ὁποίους ἐγένοντο, αἱ προβλεπόμεναι ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου πιστοποιήσεις.

Ἄρθρον 23.

1. Ὅσακις δικαιολογεῖται ἐκ τῆς σπουδαιότητος τῆς διεθνοῦς ἐπικοινωνίας και ἐπιβάλλεται ἐκ τῆς ἐπιδημιολογικῆς καταστάσεως, τὰ συνοριακὰ φυλάκια ἐπὶ σιδηροδρομικῶν γραμμῶν και ὁδῶν, ἐφοδιάζονται δι' ἐγκαταστάσεων διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν προβλεπόμενων ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ μέτρων. Τὸ αὐτὸ ἐπιβάλλεται εἰς τὰ συνοριακὰ φυ-

λάκια τὰ ἐξυπηρετοῦντα ποταμίας ὁδοῦς τοῦ Ἐσωτερικοῦ, ἐφ' ὅσον ὁ ἔλεγχος ἐπὶ τῶν πλοίων ἐσωτερικῆς Ναυσιπλοίας ἐκτελεῖται εἰς τὰ σύνορα.

2. Αἱ ὑγειονομικαὶ ὑπηρεσίαι γνωστοποιοῦν εἰς τὴν Ὁργάνωσιν τὴν διεύθυνσιν τῶν ἐν λόγῳ ἐγκαταστάσεων καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς λειτουργίας αὐτῶν.

3. Ἡ Ὁργάνωσις μεταδίδει ἄνευ καθυστέρησεως εἰς ὅλας τὰς ὑγειονομικὰς ὑπηρεσίας, τὰς πληροφορίας ἅς λαμβάνει συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου.

ΤΙΤΛΟΣ IV.

ΥΓΕΙΟΝΟΜΙΚΑ ΜΕΤΡΑ ΚΑΙ ΔΙΑΤΥΠΩΣΕΙΣ

Κεφάλαιον I.

Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 24.

Τὰ ἐπιτρεπόμενα ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ὑγειονομικὰ μέτρα ἀποτελοῦν τὸ ἀνώτατον ὄριον τῶν μέτρων τὰ ὁποῖα Κράτος δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ ἐναντι τῆς διεθνοῦς ἐπικοινωνίας διὰ τὴν προφύλαξιν τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ ἐκ τῶν ὑποκειμένων εἰς τὸν Κανονισμὸν νόσων.

Ἄρθρον 25.

Τὰ ὑγειονομικὰ μέτρα δέον νὰ λαμβάνωνται ἀμέσως, νὰ περατῶνται ἄνευ καθυστέρησεως καὶ νὰ ἐφαρμόζωνται ἄνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως.

Ἄρθρον 26.

1. Ἡ ἀπολύμανσις, ἡ ἐντομοκτονία, ἡ μυοκτονία, καὶ πᾶσα ἕτερα ὑγειονομικὴ ἐνέργεια ἐκτελοῦνται κατὰ τρόπον ὥστε :

α. Νὰ ἀποφεύγηται πᾶσα περιττὴ ἐνόχλησις τῶν ἀτόμων καὶ νὰ μὴ προκαλῆται ζημία εἰς τὴν ὑγιάν αὐτῶν.

β. Οὐδεμία βλάβη νὰ προκαλῆται εἰς τὸ πλοῖον, ἀεροπλοῖον ἢ ἕτερον μεταφορικὸν μέσον ἢ εἰς τὰ ἐπ' αὐτῶν μηχανήματα.

γ. Νὰ ἀποφεύγηται πᾶς κίνδυνος πυρκαϊᾶς.

2. Κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐν λόγῳ μέτρων ἐπὶ τῶν φορτίων, ἐμπορευμάτων, ἀποσκευῶν, εἰδικῶν ἐμπορευματοκιβωτίων καὶ ἑτέρων ἀντικειμένων, λαμβάνονται αἱ ἀπαιτούμεναι προφυλάξεις πρὸς ἀποφυγὴν οἰασθῆποτε ζημίας.

3. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν αἱ μέθοδοι ἢ διαδικασίαι συνιστῶνται ὑπὸ τῆς Ὁργανώσεως αὐταὶ θὰ ἔδει νὰ ἐφαρμόζωνται.

Ἄρθρον 27.

1. Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ χορηγεῖ ἀτελῶς εἰς τὸν μεταφορέα, κατ' αἴτησιν, πιστοποιητικὸν ἐμφαίνον τὰ ἐφαρμοσθέντα μέτρα ἐπὶ παντὸς πλοίου, ἀεροπλοίου, σιδηροδρομικοῦ ἢ ὀδικοῦ ἢ ἑτέρου μεταφορικοῦ μέσου ἢ εἰδικοῦ ἐμπορευματοκιβωτίου τὰ οὗτα ὑποβληθέντα μέρη αὐτοῦ, τὰς χρησιμοποιηθείσας μεθόδους ὡς καὶ τὰ αἷτια τὰ ὁποῖα προεκάλεσαν τὴν ἐφαρμογὴν αὐτῶν. Εἰς περίπτωσιν ἀεροπλοίου, τὸ πιστοποιητικὸν ἀντικαθίσταται, κατόπιν αἰτήσεως, δι' ἐγγραφῆς εἰς τὸ ἀφορῶν τὸ ὑγειονομικὸν τμήμα τῆς Γενικῆς Δηλώσεως αὐτοῦ.

2. Ὡσαύτως ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ ἐκδίδει, κατ' αἴτησιν, ἀτελῶς :

α. Εἰς πᾶντα ταξιδιωτῶν πιστοποιητικὸν ἐμφαίνον τὴν ἡμερομηνίαν ἀφίξεως ἢ ἀναχωρήσεώς του ὡς καὶ τὰ ἐπ' αὐτοῦ καὶ ἐπὶ τῶν ἀποσκευῶν του ἐφαρμοσθέντα μέτρα.

β. Εἰς τὸν φορτωτὴν ἢ ἀποστολέα, εἰς τὸν λήπτην καὶ εἰς τὸν μεταφορέα ἢ εἰς τοὺς ἀντιστοίχους πράκτορας αὐτῶν, πιστοποιητικὸν ἐμφαίνον τὰ ἐφαρμοσθέντα ἐπὶ τῶν ἐμπορευμάτων μέτρα.

Ἄρθρον 28.

1. Τὰ ὑποβληθέντα εἰς ἐπίβλεψιν ἄτομα δὲν ἀπομονοῦνται καὶ μετακινοῦνται ἐλευθέρως. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐπίβλεψεως, ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ δύναται νὰ καλῆ τὰ ἄτομα ταῦτα ὅπως ἐμφανίζονται ἐνώπιον αὐτῆς, ἐὰν τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, εἰς καθωρισμένα χρονικὰ διαστήματα. Λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 71 περιορισμῶν, ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ δύναται ἐπίσης νὰ ὑποβάλλῃ τὰ ἄτομα ταῦτα εἰς ἰατρικὴν ἐξέτασιν καὶ νὰ προβῆ εἰς ἀπάσας τὰς ἀπαιτούμενας ἐρεῦνας πρὸς διαπίστωσιν τῆς καταστάσεως τῆς υγείας των.

2. Ὅταν τὰ ὑποβληθέντα εἰς ἐπίβλεψιν ἄτομα μεταβαίνουν εἰς ἕτερον τόπον, κείμενον ἐντὸς ἢ ἐκτὸς τοῦ σημείου ἀφίξεως, ὑποχρεοῦνται νὰ εἰδοποιοῦν σχετικῶς τὴν ὑγειονομικὴν ἀρχήν, ἣτις γνωστοποιεῖ ἀμέσως τὴν μετακίνησιν εἰς τὴν ὑγειονομικὴν ἀρχὴν τοῦ τόπου μεταβάσεως τῶν ἀτόμων τούτων, τὰ ὁποῖα ἄμα τῇ ἀφίξει των, δέον ὅπως παρουσιασθοῦν εἰς τὴν ἀρχὴν ταύτην. Ἡ τελευταία δύναται ὡσαύτως νὰ ὑποβάλλῃ τὰ ἐν λόγῳ ἄτομα εἰς τὰ προβλεπόμενα, εἰς τὴν ἀνωτέρω παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, μέτρα.

Ἄρθρον 29.

Ἐξαίρεσει ἐπείγουσας περιπτώσεως συνεπαγομένης σοβαρὸν κίνδυνον διὰ τὴν δημοσίαν ὑγιάν, ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ λιμένος ἢ ἀερολιμένος δέον ὅπως μὴ παρεμποδίξῃ ἕνεκα ἐπιδημικῆς τινος νόσου, τὴν ἐλευθέραν ἐπικοινωνίαν πλοίου ἢ ἀεροπλοίου μὴ μεμολυσμένου ἢ ὑπόπτου μολύνσεως ἐκ νόσου ὑποκειμένης εἰς τὸν Κανονισμὸν. Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ δέον ὅπως μὴ παρακωλύῃ τὴν ἐκφόρτωσιν ἢ φόρτωσιν ἐμπορευμάτων ἢ ἐφοδίων ἢ τὴν παραλαβὴν καυσίμων καὶ ποσίμου ὕδατος.

Ἄρθρον 30.

Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ δύναται νὰ λαμβάνῃ πᾶν πρακτικὸν μέτρον ἵνα παρεμποδίξῃ πλοῖον ὅπως ἐκχέῃ, εἰς τὰ ὕδατα λιμένος, ποταμοῦ ἢ διώρυγος, ἀκάθαρτα ὕδατα ἢ ἀκαθάρτους οὐσίας δυναμένας νὰ μολύνουν ταῦτα.

Κεφάλαιον II.

Ἑγειονομικὰ μέτρα κατὰ τὴν ἀναχώρησιν.

Ἄρθρον 31.

1. Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ τοῦ λιμένος, ἀερολιμένος ἢ τῆς περιφέρειας ἐντὸς τῆς ὁποίας εὐρίσκεται ὁ συνοριακὸς σταθμὸς λαμβάνει πᾶν πρακτικὸν μέτρον ἵνα :

α. Παρεμποδίξῃ τὴν ἐπιβίβασιν προσβεβλημένων ἢ ὑπόπτων ἀτόμων.

β. Παρεμποδίξῃ τὴν εἴσοδον ἐπὶ πλοίου, ἀεροπλοίου, σιδηροδρομικοῦ ἢ ὀδικοῦ ὀχήματος ἢ ἑτέρου μεταφορικοῦ μέσου ἢ εἰδικοῦ ἐμπορευματοκιβωτίου πιθανῶν φορέων μολύνσεως ἢ ξενιστῶν - φορέων ὑποκειμένης εἰς τὸν Κανονισμὸν νόσου.

2. Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ μεμολυσμένης τινὸς περιφέρειας κατὰ τὴν ἀναχώρησιν δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ ἐκ τῶν ταξιδιωτῶν ἔγκυρον πιστοποιητικὸν ἐμβολιασμοῦ.

3. Πρὸ τῆς ἀναχωρήσεως ἀτόμου πραγματοποιοῦντος διεθνὲς ταξίδιον, ἢ ἀναφερομένη εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὑγειονομικὴ ἀρχὴ δύναται, ὡσαύτως κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον, νὰ προβῆ εἰς ἰατρικὴν ἐξέτασιν τοῦ ἀτόμου τούτου. Ὁ χρόνος καὶ ὁ τόπος τῆς ἐξετάσεως ταύτης καθορίζονται λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν ἑτέρων διατυπώσεων, εἰς τρόπον ὥστε νὰ μὴ παρεμποδίξῃται ἡ καθυστέρη ἢ ἀναχώρησις.

4. Ἀνεξαρτήτως τῶν διατάξεων τοῦ ἐδαφίου α'. τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, εἰς ἄτομον ὄπερ πραγματοποιεῖ διεθνὲς ταξίδιον καὶ ἔχει τεθῆ ὑπὸ ἐπίβλεψιν κατὰ τὴν ἀφίξιν του, δύναται νὰ ἐπιτραπῇ ἡ ἐξακολούθησις τοῦ ταξιδίου. Συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 28, ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ πληροφορεῖ σχετικῶς διὰ τῆς ταχυτέρας ὁδοῦ τὴν ὑγειονομικὴν ἀρχὴν τοῦ τόπου προορισμοῦ τοῦ ἀτόμου τούτου.

Κεφάλαιον III.

Ἑγειονομικὰ μέτρα ἐφαρμοστέα κατὰ τὸν διάπλου μεταξὺ τῶν λιμένων ἢ ἀερολιμένων ἀναχωρήσεως καὶ ἀφίξεως.

Ἄρθρον 32.

Ἀπαγορεύεται εἰς τὰ ἐν πτήσει ἀεροπλοῖα νὰ ρίπτουν ἢ ἀφήνουν νὰ πίπτουν οὐσίαι δυνάμεναι νὰ προκαλέσουν ἐπιδημικὴν νόσον.

Ἄρθρον 33.

1. Οὐδὲν ὑγειονομικὸν μέτρον ἐπιβάλλεται ὑπὸ Κράτους ἐπὶ τῶν διασχίζόντων τὰ χωρικά αὐτοῦ ὕδατα πλοίων, ἐφ' ὅσον ταῦτα δὲν προσορμίζονται εἰς λιμένα ἢ εἰς τὴν ἀκτὴν.

2. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν δι' οἰονδήποτε λόγον τὸ πλοῖον προσορμισθῆ, ἐφαρμόζονται ἐπ' αὐτοῦ οἱ ἰσχύοντες οἱ ἐν τῷ ἐδάφει νόμοι καὶ κανονισμοί, ἄνευ ὑπερβάσεως τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

Ἄρθρον 34.

1. Οὐδὲν ὑγειονομικὸν μέτρον πλὴν τῆς ἰατρικῆς ἐπισκέψεως, ἐπιβάλλεται ἐπὶ ὑγιῶς πλοίου, ὡς τοῦτο ὀρίζεται εἰς τὸν τίτλον V, χρησιμοποιοῦντος διώρυγα ἢ ἑτέραν θαλασσίαν ὁδὸν κειμένην ἐν τῷ ἐδάφει Κράτους τινός, ἵνα μεταβῆ εἰς λιμένα κείμενον ἐν τῷ ἐδάφει ἑτέρου Κράτους. Ἡ διάταξις αὕτη δὲν ἀφορᾷ τὰ πλοῖα τὰ προερχόμενα ἐκ μεμολυσμένης περιφέρειας ἢ τὰ πλοῖα ἐπὶ τῶν ὁποίων ἐπιβαίνει ἄτομον προερχόμενον ἐκ τοιαύτης περιφέρειας, ἐφ' ὅσον δὲν παρῆλθεν ἢ περίοδος ἐπώασεως τῆς νόσου ἐξ ἧς ἔχει μολυνθῆ ἢ περιφέρεια.

2. Τὸ μόνον μέτρον τὸ ὁποῖον δύναται νὰ ἐφαρμοσθῆ ἐπὶ ὑγιῶς πλοίου ἀνήκοντος εἰς μίαν ἐκ τῶν δύο τούτων περιπτώσεων, εἶναι, ἐν ἀνάγκῃ, ἡ τοποθέτησις ὑγειονομικῆς φρουρᾶς ἐπὶ τοῦ πλοίου, ἵνα παρεμποδίσῃ πᾶσαν μὴ ἐπιτρεπομένην ἐπαφὴν μεταξὺ τοῦ πλοίου καὶ τῆς ἀκτῆς καὶ μερικῶν διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 30.

3. Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ ἐπιτρέπει εἰς πλοῖον εὐρισκόμενον εἰς μίαν τῶν προβλεπομένων ἀνωτέρω περιπτώσεων ὅπως παραλαμβάνη, ὑπὸ τὴν ἐπίβλεψιν αὐτῆς, καύσιμα, πόσιμον ὕδωρ, τρόφιμα καταναλώσεως καὶ ἐφόδια.

4. Κατὰ τὴν διέλευσιν τῶν ἐκ διώρυγος ἢ ἑτέρας θαλασσίας ὁδοῦ, τὰ μεμολυσμένα ἢ ὑποπτα πλοῖα δύναται νὰ ὑποβληθοῦν εἰς μέτρα, ὡς ἐὰν εἶχον προσορμισθῆ εἰς λιμένα τοῦ ἐδάφους ἐν ᾧ κεῖται ἡ διώρυξ ἢ θαλασσία ὁδός.

Ἄρθρον 35.

Κατὰ παρέκκλισιν τῶν ἀντιθέτων διατάξεων τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ἐξαιρέσει τοῦ ἄρθρου 76, οὐδὲν ὑγειονομικὸν μέτρον, πλὴν τῆς ἰατρικῆς ἐπισκέψεως, ἐπιβάλλεται εἰς τὰ μέλη τοῦ πληρώματος καὶ τοὺς ταξιδιώτας :

α. Τοὺς εὐρισκόμενους ἐπὶ ὑγιῶς πλοίου οἷτινες καὶ δὲν ἀποβιβάζονται.

β. Τοὺς εὐρισκόμενους ἐν διαμετακομίσει ἐπὶ ὑγιῶς ἀεροπλοίου, ἐφ' ὅσον δὲν διαβοῦν τὰ ὄρια τῆς περιφέρειας ἀπ' εὐθείας διαμετακομίσεως ἀερολιμένος τινός τοῦ ἐδάφους διὰ μέσου τοῦ ὁποίου ἐκτελεῖται ἡ διαμετακομίσις ἢ ἐὰν, ἐπιχειμένης τῆς ἐγκαταστάσεως τοιαύτης περιφέρειας ἐν τῷ ἀερολιμένῳ, ὑποβάλλονται εἰς τὰ καθοριζόμενα ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς μέτρα διαχωρισμοῦ πρὸς παρεμπόδισιν τῆς ἐξαπλώσεως τῶν νόσων. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἄτομον εὐρισκόμενον ὑπὸ τὰς προβλεπομένας ἀνωτέρω συνθήκας, εἶναι ἠναγκασμένον νὰ ἐγκαταλείψῃ τὸν ἀερολιμένα, εἰς τὸν ὁποῖον ἀπεβιάσθη καὶ τοῦτο μόνον πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως συνεχίσῃ τὸ ταξιδίον του ἐξ ἑτέρου παρακειμένου ἀερολιμένος, ἐξακολουθεῖ νὰ ἀπολαύῃ τῆς προβλεπομένης ἀνωτέρω ἐξαιρέσεως, ἐφ' ὅσον ἡ μεταφορὰ του ἐκτελεῖται ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς ὑγειονομικῆς ἢ τῶν ὑγειονομικῶν ἀρχῶν.

Κεφάλαιον IV.

Ἵγειονομικὰ μέτρα κατὰ τὴν ἀφίξιν.

Ἄρθρον 36.

Τὰ Κράτη ὀφείλου, κατὰ τὸ δυνατόν, νὰ χορηγοῦν τὴν ἐλευθεροκοινωνίαν διὰ τοῦ ἀσυρμάτου εἰς πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον ὅταν, βασιζομένη ἐπὶ τῶν πληροφοριῶν τὰς ὁποίας παρέχει πρὸ τῆς ἀφίξεώς του, ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ τοῦ λιμένος ἢ τοῦ ἀερολιμένος πρὸς ὃν κατευθύνεται, κρίνῃ ὅτι δὲν θὰ κομίση νόσον ὑποκειμένην εἰς τὸν Κανονισμόν ἢ δὲν θὰ εὐνόησῃ τὴν μετάδοσιν αὐτῆς.

Ἄρθρον 37.

1. Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ λιμένος, ἀερολιμένος ἢ συνοριακοῦ φυλακίου δύναται νὰ ὑποβάλλῃ εἰς ἰατρικὴν ἐπίσκεψιν κατὰ τὴν ἀφίξιν πᾶν πλοῖον, ἀερόπλοιο, σιδηροδρομικόν,

ὀδικόν ἢ ἕτερον μεταφορικὸν μέσον ἢ ἐμπορευματοκιβώτιον ὡς καὶ πᾶν ἄτομον ἐκτελοῦν διεθνῆς ταξίδιον.

2. Τὰ συμπληρωματικὰ ὑγειονομικὰ μέτρα τὰ ἐφαρμοζόμενα ἐπὶ πλοίου, ἀεροπλοίου, σιδηροδρομικοῦ, ὀδικοῦ ἢ ἑτέρου μεταφορικοῦ μέσου ἢ ἐμπορευματοκιβωτίου, καθορίζονται ὑπὸ τῶν συνθηκῶν αἱ ὁποῖαι ἐπεκράτουν ἐπὶ τοῦ μεταφορικοῦ μέσου κατὰ τὸν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου ἢ ἐπικρατοῦν ἐπ' αὐτοῦ κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἰατρικῆς ἐπισκέψεως, μὴ θιγομένων ἐν τούτοις τῶν μέτρων τὰ ὁποῖα ὁ παρὼν Κανονισμὸς ἐπιτρέπει ὅπως ἐφαρμόζονται ἐπὶ πλοίου, ἀεροπλοίου, σιδηροδρομικοῦ, ὀδικοῦ ἢ ἑτέρου μεταφορικοῦ μέσου ἢ ἐμπορευματοκιβωτίου προερχομένου ἐκ μεμολυσμένης περιφέρειας.

3. Εἰς χώραν ἔνθα ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία ἔχει νὰ ἀντιμετωπίσῃ εἰδικὰς δυσχερείας αἱ ὁποῖαι δύναται νὰ ἀποτελέσουν σοβαρὸν κίνδυνον διὰ τὴν δημοσίαν ὑγείαν, δύναται νὰ ἀπαιτηθῆ παρὰ παντὸς πραγματοποιοῦντος διεθνῆς ταξίδιον ἀτόμου, ὅπως δηλώσῃ ἐγγράφως, κατὰ τὴν ἀφίξιν τὴν διεύθυνσιν τοῦ προορισμοῦ του.

Ἄρθρον 38.

Ἡ ἐφαρμογὴ τῶν προβλεπομένων εἰς τὸν τίτλον V μέτρων, τὰ ὁποῖα ἐξαρτῶνται ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι πλοῖον, ἀερόπλοιο, σιδηροδρομικόν, ὀδικόν ἢ ἕτερον μεταφορικὸν μέσον, ἄτομον, εἰδικὸν ἐμπορευματοκιβώτιον ἢ ἀντικείμενα προέρχονται ἐκ μεμολυσμένης περιφέρειας γνωστοποιηθείσης ὡς τοιαύτης ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερομένης ὑγειονομικῆς ἀρχῆς, θὰ περιορίζηται εἰς τὰς πραγματικὰς προελεύσεις τῆς περιφέρειας ταύτης. Ὁ περιορισμὸς οὗτος ὑπόκειται εἰς τὸν ὅρον ὅτι ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ τῆς μεμολυσμένης περιφέρειας θὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς παρεμπόδισιν τῆς ἐξαπλώσεως τῆς νόσου καὶ θὰ ἐφαρμόσῃ τὰ προβλεπόμενα εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 31 μέτρα.

Ἄρθρον 39.

Κατὰ τὴν ἀφίξιν πλοίου, ἀεροπλοίου, σιδηροδρομικοῦ, ὀδικοῦ ἢ ἑτέρου μεταφορικοῦ μέσου, πᾶν προσβεβλημένον ἄτομον δύναται νὰ ἀποβιβασθῆ καὶ νὰ ἀπομονωθῆ ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας. Ἡ ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς ἀποβίβασις καθίσταται ὑποχρεωτικὴ ἐὰν ζητηθῆ ὑπὸ τοῦ ὑπευθύνου τοῦ μεταφορικοῦ μέσου ἀτόμου.

Ἄρθρον 40.

1. Πλὴν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ τίτλου V, ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ δύναται νὰ ὑποβάλλῃ εἰς ἐπίβλεψιν πάντα ὑποπτον, ὅστις, κατὰ τὴν διάρκειαν διεθνῶς ταξιδίου, ἀφικνεῖται δι' οἰουδήποτε μέσου, προερχόμενος ἐκ μεμολυσμένης περιφέρειας. Ἡ ἐπίβλεψις αὕτη δύναται νὰ διατηρηθῆ μέχρι τέλους τῆς περιόδου ἐπώασεως ὡς αὕτη καθορίζεται εἰς τὸν τίτλον V.

2. Πλὴν τῶν ρητῶς προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ περιπτώσεων ἡ ἀπομόνωσις ἀντικαθιστᾷ τὴν ἐπίβλεψιν μόνον ἐὰν ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ θεωρῆ, ὡς ἐξαιρετικῶς σοβαρὸν τὸν κίνδυνον μεταδόσεως τῆς μολύνσεως ὑπὸ τοῦ ὑπόπτου.

Ἄρθρον 41.

Τὰ ὑγειονομικὰ μέτρα, πλὴν τῆς ἰατρικῆς ἐπισκέψεως, τὰ λαμβανόμενα εἰς λιμένα ἢ ἀερολιμένα δὲν ἐπαναλαμβάνονται εἰς οὐδένα τῶν λιμένων ἢ ἀερολιμένων εἰς οὓς μεταγενεστέρως λαμβάνει χώραν προσέγγισις πλοίου ἢ ἀεροπλοίου ἐκτὸς ἐάν :

α. Μετὰ τὴν ἀναχώρησιν ἐκ τοῦ λιμένος ἢ τοῦ ἀερολιμένος ἐντὸς τοῦ ὁποίου ἐφηρμόσθησαν τὰ μέτρα, ἔλαβε χώραν, ἐν τῷ λιμένῳ ἢ ἀερολιμένῳ τούτῳ ἢ ἐπὶ τοῦ πλοίου ἢ τοῦ ἀεροπλοίου, γεγονὸς ἐπιδημιολογικοῦ χαρακτῆρος δυνάμενον νὰ ἐπισύρῃ νέαν ἐφαρμογὴν τῶν μέτρων τούτων.

β. Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ λιμένος ἢ ἀερολιμένος εἰς τὸν ὁποῖον ἐγένετο μεταγενεστέρω προσέγγισις, δὲν ἠδυνήθη, βασιζομένη ἐπὶ δεδικαιολογημένων λόγων, νὰ βεβαιωθῆ ὅτι τὰ ληφθέντα μέτρα ἐφηρμόσθησαν κατ' ἀποτελεσματικὸν πρᾶγματι τρόπον.

"Άρθρον 42.

Υπό την επιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 80 εἰς τὰ πλοῖα ἢ ἀερόπλοια δὲν δύναται, διὰ λόγους ὑγειονομικούς, ἵνα ἀπαγορευθῆ ἢ προσέγγισις εἰς λιμένα ἢ ἀερολιμένα οὐχ ἦττον ἐὰν ὁ λιμὴν ἢ ἀερολιμὴν δὲν διαθέτῃ τὰ ἀπαιτούμενα μέσα διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἐπιτρεπομένων ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ μέτρα, ἅτινα ἢ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ τοῦ λιμένος ἢ ἀερολιμένος κρίνει ἀναγκαῖα, τὰ ἐν λόγῳ πλοῖα ἢ ἀερόπλοια δύναται νὰ ὑποχρεωθῶν ὅπως μεταβοῦν, ἰδίᾳ αὐτῶν εὐθύνη, εἰς τὸν πλησιέστερον κατάλληλον λιμένα ἢ ἀερολιμένα.

"Άρθρον 43.

Ἀερόπλοιο δὲν θεωρεῖται ὡς προσερχόμενον ἐκ μεμολυσμένης περιφέρειας ἐκ μόνου τοῦ γεγονότος ὅτι προσεγγιώθη ἐντὸς τοιαύτης περιφέρειας εἰς ἕνα ἢ πλείονας ἀερολιμένας, διαθέτοντας ὑγειονομικὴν ὑπηρεσίαν, καὶ μὴ ἀποτελοῦντας αὐτοὺς καθ' ἑαυτοὺς μεμολυσμένας περιφέρειας.

"Άρθρον 44.

Τὰ ἄτομα τὰ ἐπιβαίνοντα ὑγιоῦς ἀεροπλοίου προσεγγιζόμενος εἰς μεμολυσμένην περιφέρειαν καὶ τοῦ ὁποίου οἱ ἐπιβάται καὶ τὸ πλήρωμα συνεμορφώθησαν εἰς τὰς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 35 προβλεπομένας προϋποθέσεις, δὲν θεωροῦνται ὅτι προσέρχονται ἐκ τινος τοιαύτης περιφέρειας.

"Άρθρον 45.

1. Ἐξαιρέσει τῶν προβλεπομένων εἰς τὴν κατωτέρω παράγραφον 2, περιπτώσεων, πᾶν πλοῖον ἢ ἀερόπλοιο, ὅπερ κατὰ τὴν ἀφίξιν, ἀρνεῖται νὰ ὑποβληθῆ εἰς τὰ ἐπιβεβλημένα μέτρα, κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς τοῦ λιμένος ἢ ἀερολιμένος, εἶναι ἐλεύθερον νὰ συνεχίσῃ ἀμέσως τὰ ταξιδιῶν του. Δὲν δύναται, ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου τούτου, νὰ προσεγγίσῃ εἰς ἕτερον λιμένα ἢ ἀερολιμένα τῆς αὐτῆς χώρας. Ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι παραμένει ἐν καθάρσει, ἐπιτρέπεται εἰς τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιο τοῦτο ὅπως παραλάβῃ καύσιμα, ἢ πόσιμον ὕδωρ, τρόφιμα καταναλώσεως καὶ ἐφόδια. Ἐάν, κατόπιν ἱατρικῆς ἐξετάσεως, τὸ πλοῖον τοῦτο ἀναγνωρισθῆ ὑγιές, διατηρεῖ τὰ πλεονεκτήματα τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 34.

2. Οὐχ ἦττον, ὑποβάλλονται ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς τοῦ λιμένος ἢ τοῦ ἀερολιμένος, εἰς τὰ καθοριζόμενα ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ μέτρα καὶ δὲν εἶναι ἐλεύθερα νὰ συνεχίσουν ἀμέσως τὸ ταξιδιῶν των, εἰς περιπτώσιν καθ' ἣν ἀφικνοῦνται εἰς λιμένα ἢ ἀερολιμένα περιφέρειας ἐνθα ὑφίσταται ὁ ξενιστῆς-φορέυς τοῦ κτηρίου πυρετοῦ :

α. Τὰ μεμολυσμένα ὑπὸ κτηρίου πυρετοῦ ἀερόπλοια.

β. Τὰ μεμολυσμένα ὑπὸ κτηρίου πυρετοῦ πλοῖα, ἐὰν εὐρέθησαν ἐπ' αὐτῶν στεγνομύϊα AEDES-AEGYPTI καὶ ἐὰν ἡ ἱατρικὴ ἐπίσκεψις ἀπέδειξεν, ὅτι προσβεβλημένον ἄτομον δὲν ἀπεμονώθη εἰς τὸν κατάλληλον χρόνον.

"Άρθρον 46.

1. Ἐάν διὰ λόγους ἀνεξαρτήτους τῆς θελήσεως τοῦ κυβερνήτου, ἀερόπλοιο προσεγγιώθη ἢ εἰς ἀερολιμένα ἐτέρου ἐκείνου εἰς ὃν ἔδει κανονικῶς νὰ προσεγγιωθῆ ἢ εἰς ἕτερον χώρον τῆς ἐπικρατείας, ὁ κυβερνήτης τοῦ ἀεροπλοίου ἢ ὁ ἀντιπρόσωπος αὐτοῦ, καταβάλλει πᾶσαν προσπάθειαν ὅπως ἐπικοινωνήσῃ τὸ συντομώτερον δυνατὸν μετὰ τὴν πλησιέστεραν ὑγειονομικὴν ἀρχὴν ἢ ἕτεραν δημοσίαν τοιαύτην.

2. Εὐθύς ὡς ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ εἰδοποιηθῆ περὶ τῆς προσεγγιώσεως ταύτης, δύναται νὰ λάβῃ τὰ ἐνδεικνύμενα μέτρα, χωρὶς νὰ ὑπερβῆ, ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει, τὰ ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἐπιτρεπόμενα τοιαῦτα.

3. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παραγρ. 5 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ εὐρισκόμενα ἐπὶ τοῦ ἀεροπλοίου ἄτομα δὲν δύναται, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως ἐπικοινωνίας μετὰ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς ἢ ἄλλης δημοσίας ἀρχῆς ἢ κατόπιν ἀδείας αὐτῶν νὰ ἐγκαταλείψουν τὸν χώρον προσεγγιώσεως καὶ τὰ ἐμπορεύματα δὲν δύναται νὰ ἀπομακρυνθοῦν ἐκεῖθεν.

4. Μετὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐπιβληθέντων ἐνδεχομένως ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς μέτρων ἐπιτρέπεται εἰς τὸ

ἀερόπλοιο, ἀπὸ ὑγειονομικῆς ἀπόψεως, ὅπως κατευθυνθῆ πρὸς τὸν ἀερολιμένα, εἰς ὃν ἔδει κανονικῶς νὰ προσεγγιωθῆ, ἢ, ἐὰν τοῦτο προσκρούῃ εἰς τεχνικούς λόγους, πρὸς τὸν θεωρούμενον ὑπ' αὐτοῦ ὡς καταλληλότερον τοιοῦτον.

5. Ἐν ἐπιγούσῃ περιπτώσει, ὁ Κυβερνήτης τοῦ ἀεροπλοίου ἢ ὁ ἀντιπρόσωπος αὐτοῦ, λαμβάνει πάντα τὰ ἐπιβαλλόμενα διὰ τὴν ὑγείαν καὶ ἀσφάλειαν τῶν ἐπιβατῶν καὶ τοῦ πληρώματος μέτρα.

Κεφάλαιον V.

Μέτρα ἀφορῶντα τὴν διεθνῆ μεταφορὰν φορτίων, ἐμπορευμάτων, ἀποσκευῶν καὶ ἀλληλογραφίας.

"Άρθρον 47.

1. Τὰ φορτία καὶ τὰ ἐμπορεύματα δὲν ὑπόκεινται εἰς τὰ, ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, προβλεπόμενα ὑγειονομικὰ μέτρα, εἰμὴ μόνον ἐὰν ταῦτα προέρχωνται ἐκ μεμολυσμένων περιφερειῶν καὶ ἐὰν ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ ἔχει λόγους νὰ θεωρῆ ὅτι τὰ φορτία καὶ τὰ ἐμπορεύματα ταῦτα δυνατὸν νὰ ἔχουν μολυνθῆ ὑπὸ αἰτιολογικοῦ παράγοντος μιᾶς ἐκ τῶν εἰς τὸν Κανονισμόν ὑποκειμένων νόσων, ἢ συνιστοῦν ξενιστῆ-φορέα ἐξαπλώσεως μιᾶς ἐκ τῶν τοιούτων νόσων.

2. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 70 μέτρων, τὰ ἐμπορεύματα, ἐξαιρέσει τῶν ζώντων ζώων, τὰ ὁποῖα διέρχονται ἐν διαμετακομίσει χωρὶς μεταφόρτωσιν, εἰς οὐδὲν ὑπόκεινται ὑγειονομικὸν μέτρον, οὐδὲ κατακρατοῦνται εἰς τοὺς λιμένας, ἀερολιμένας ἢ συνοριακὰ φυλάκια.

3. Ἡ χορήγησις πιστοποιητικοῦ ἀπεντομώσεως διὰ τὰ ἐμπορεύματα ἅτινα διακινοῦνται μεταξὺ 2 χωρῶν δύναται νὰ ρυμισθῆ διὰ ἐκατέρωθεν συμφωνιῶν μεταξὺ τῆς ἐξαγούσης καὶ εἰσαγούσης ταῦτα χώρας.

"Άρθρον 48.

Ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως μεμολυσμένου ἢ ὑπόπτου ἀτόμου, αἱ ἀποσκευαὶ δὲν δύναται νὰ ὑποβληθοῦν εἰς ἀπολύμανσιν ἢ ἐντομοκτονίαν εἰμὴ μόνον ἐὰν ἀνήκουν εἰς ἄτομον ὅπερ μεταφέρει ὑλικὸν μεμολυσμένον ἢ ἐπὶ τοῦ ὁποίου ἀνευρέθησαν ἔντομα φορεῖς-ξενισταὶ νόσου ὑποκειμένης εἰς τὸν Κανονισμόν.

"Άρθρον 49.

1. Οὐδὲν ὑγειονομικὸν μέτρον λαμβάνεται ὡς πρὸς τὴν ἀλληλογραφίαν, τὰς ἐφημερίδας, βιβλία ἢ ἄλλα ἔντυπα.

2. Τὰ ταχυδρομικὰ δέματα δὲν ὑπόκεινται εἰς ὑγειονομικὰ μέτρα, εἰμὴ μόνον ἐὰν περιέχουν :

α. Τρόφιμα διαλαμβανόμενα εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ ἄρθρου 70, τὰ ὁποῖα ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ ἔχει λόγους νὰ θεωρῆ ὡς μεμολυσμένα λόγω προελεύσεώς των ἐκ τινος μεμολυσμένης ὑπὸ γολέρας περιφέρειας.

β. Ἐσώρρουχα, ἐνδύματα ἢ εἶδη κλινοστρωμνῆς, χρητισμοποιηθέντα ἢ ρυπαρὰ καὶ ἐπὶ τῶν ὁποίων ἐφαρμίζονται αἱ διατάξεις τοῦ Τίτλου V.

γ. Μεμολυσμένον ὑλικὸν ἢ

δ. Ζῶντα ἔντομα ἢ ἕτερα ζῶα ἅτινα, ἐὰν εἰσῆρχοντο ἢ ἐγκαθίσταντο εἰς τὴν χώραν, θὰ ἠδύνατο νὰ μεταβληθοῦν εἰς φορεῖς-ξενιστὰς ἀνθρωπίου νόσου.

"Άρθρον 50.

Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ, μεριμνᾷ, κατὰ τὸ μέγιστον δυνατόν, ὅπως κατὰ τὴν συσκευασίαν, τὰ χρησιμοποιούμενα εἰς τὴν διεθνῆ ἐπικοινωνίαν σιδηροδρομικῶς, ὀδικῶς, διὰ θαλάσσης ἢ ἀέρος εἰδικὰ ἐμπορευματοκιβώτια παραμείνουν ἀπηλλαγμένα μολυσματικοῦ ὑλικοῦ φορέων-ξενιστῶν ἢ τρωκτικῶν.

ΤΙΤΛΟΣ V.

ΕΙΔΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΔΡ' ΕΚΑΣΤΗΝ ΤΩΝ :
ΕΙΣ ΤΟΝ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΝ ΥΠΟΚΕΙΜΕΝΩΝ ΝΟΣΩΝ

Κεφάλαιον I.

Πανώλης.

"Άρθρον 51.

Κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ἡ περίοδος ἐπώασεως τῆς πανώλους καθορίζεται εἰς ἕξ ἡμέρας.

"Αρθρον 52.

Ο αντιπανωλικός έμβολιασμός δέν αποτελεί προϋπόθεσιν διά τήν εισδοχήν άτομου εις έδαφός τι.

"Αρθρον 53.

1. Τά Κράτη χρησιμοποιοϋν πάντα τά εις τήν διάθεσίν των μέσα διά τόν περιορισμόν του κινδύνου έξαπλώσεως τής πανώλους υπό τών τρωκτικών και τών έκτοπαρασίτων αυτών. Αί Υγειονομικά αυτών υπηρεσίαι τηροϋνται συνεχώς ενήμεροι διά τής συστηματικής περισυλλογής και τής κληονικής εξέτασεως τών τρωκτικών και τών έκτοπαρασίτων αυτών επί τής καταστάσεως ήτις επικρατεί εις τάς περιφερείας—ίδια λιμένας και αερολιμένας—αίτινες είναι μεμολυσμένοι έκ πανώλους τών τρωκτικών ή είναι ύποπτοι μολύνσεως.

2. Κατά τήν διάρκειαν παραμονής του πλοίου ή αεροπλοίου εις λιμένα ή αερολιμένα μεμολυσμένου υπό πανώλους λαμβάνονται ειδικά μέτρα προς άποφυγήν διαπεραιώσεως τών τρωκτικών επί του μεταφορικού μέσου.

"Αρθρον 54.

1. Τά πλοία :

α. Διατηροϋνται μονίμως υπό συνθήκας τοιαύτας, ώστε επί του σκάφους να μη υπάρχουν ούτε τρωκτικά ούτε ξενισται-φορείς πανώλους, ή

β. υποβάλλονται εις περιοδικήν μιοκτονίαν.

2. Τά πιστοποιητικά μιοκτονίας και τά πιστοποιητικά άπαλλαγής έκ τής μιοκτονίας εκδίδονται άποκλειστικώς υπό τών υγειονομικών αρχών τών άνεγνωρισμένων προς τούτο λιμένων συμφώνως τῷ άρθρῳ 17.

Η διάρκεια τής ισχύος τών πιστοποιητικῶν τούτων είναι έξάμηνος. Ούχ ήττον ή διάρκεια αυτή δύναται να παρατείνηται επί ένα μήνα διά τά πλοία τά κατευθυνόμενα προς άνεγνωρισμένον λιμένα, εάν προβλέπεται ότι ή μιοκτονία ή ή επιθεώρησις, αναλόγως τής περιπτώσεως, δύναται να εκτελεσθῆ υπό καλύτερας συνθήκας.

3. Τά πιστοποιητικά μιοκτονίας και τά πιστοποιητικά άπαλλαγής έκ τής μιοκτονίας είναι σύμφωνα προς τὸ υπόδειγμα του Παραρτήματος 1.

4. Εις περίπτωσιν μη προσκομίσεως έγκύρου πιστοποιητικού, ή υγειονομική αρχή λιμένος άνεγνωρισμένου κατά τάς διατάξεις του άρθρου 17, δύναται κατόπιν εξέτασεως και επιθεωρήσεως :

α. Να προβῆ ή ίδια, επί περιπτώσεως λιμένος κατηγορίας προβλεπομένης υπό τής παραγράφου 2 του άρθρου 17, εις μιοκτονίαν επί του πλοίου ή μεριμνήσῃ, ίνα εκτελεσθῆ ή μιοκτονία υπό τήν διεύθυνσιν και έλεγχον αυτής. Αποφασίζει εις έκάστην περίπτωσιν, περι τής χρησιμοποιητέας τεχνικής επί τῷ σκοπῷ όπως εξασφαλίσῃ τήν έξόντωσιν τών επί τών πλοίων τρωκτικῶν. Η μιοκτονία εκτελείται εις τρόπον ώστε να άποφεύγηται, κατά τὸ δυνατόν, πᾶσα βλάβη του πλοίου και ζημία του φορτίου. Δέν δύναται αυτή να διαρκῆ περισσότερον του αϋστηρῶς απαιτουμένου διά τήν καλήν εκτέλεσιν της χρόνου. Η μιοκτονία εκτελείται, κατά τὸ δυνατόν, με τά κύτη κενά. Διά τά άνευ φορτίου πλοία, αυτή εκτελείται πρό τής φορτώσεως. Όταν ή μιοκτονία εκτελεσθῆ ίκανοποιητικῶς, ή υγειονομική αρχή εκδίδει πιστοποιητικόν μιοκτονίας.

β. Να χορηγῆ, εις πάντα άνεγνωρισμένον συμφώνως προς τάς διατάξεις του άρθρου 17 λιμένα, πιστοποιητικόν άπαλλαγής έκ τής μιοκτονίας εάν αυτή διεπίστωσεν ότι τὸ πλοίον είναι άπηλλαγμένον τρωκτικῶν. Τὸ πιστοποιητικόν τούτο δέν χορηγεῖται, εἰμη εάν ή επιθεώρησις του πλοίου εγένετο με τά κύτη κενά ή εάν ταϋτα δέν περιέχουν εἰμη μόνον έρμα ή αντικείμενα μη επιδεκτικά να επισύρουν τρωκτικά και, του όποίου ή φύσις και ό τρόπος άγκυροβολήσεως επιτρέπουν τήν πλήρη επιθεώρησιν τών κυτῶν. Τά πετρελαιοφόρα τών όποίων αί δεξαμεναι είναι πλήρεις, δύναται να λάβουν πιστοποιητικά άπαλλαγής έκ τής μιοκτονίας.

5. Εάν ή υγειονομική αρχή του λιμένος, ένθα εγένετο ή μιοκτονία, κρίνῃ ότι αί συνθήκαι υπό τάς όποιās εγένετο αυτή δέν επέφερον ίκανοποιητικόν αποτέλεσμα, μνημονεύει τὸ γεγονός τούτο επί του ύπάρχοντος πιστοποιητικού μιοκτονίας.

"Αρθρον 55.

Υπό έξαιρετικῶς επιδημιολογικῶς συνθήκας, όταν υπάρχουν ύπόνοιαι ύπάρξεως επί του αεροπλοίου τρωκτικῶν, τούτο δύναται να υποβληθῆ εις έντομοκτονίαν και μιοκτονίαν.

"Αρθρον 56.

Πρό τής αναχωρήσεως των εκ περιφερείας ένθα υφίσταται επιδημία πνευμονικῆς πανώλους, τά εκτελοϋντα διεθνῶς ταξίδιον ύποπτα άτομα, δέον όπως υποβάλλονται υπό τής υγειονομικῆς αρχῆς εις άπομόνωσιν επί έξαήμερον αρχόμενον από τής τελευταίας εκθέσεως των εις τήν μόλυνσιν.

"Αρθρον 57.

1. Πλοίον ή αεροπλοίον θεωρεῖται κατά τήν άφιξιν ως μεμολυσμένον :

α. Εάν διαπιστωθῆ επ' αυτού κρούσμα πανώλους εις άτομον, ή

β. Εάν εύρεθῆ επ' αυτού μεμολυσμένον εκ πανώλους, τρωκτικόν. Όσαϋτως θεωρεῖται μεμολυσμένον εάν δηλωθῆ κρούσμα πανώλους επί ανθρώπου μετα παρέλευσιν 6 ήμερῶν από τής αποβιβάσεως.

2. Πλοίον θεωρεῖται κατά τήν άφιξιν ως ύποπτον :

α. Εάν, μολονότι δέν υφίσταται επί του πλοίου πανώλης, έδηλώθη κρούσμα κατά τήν διάρκειαν τών 6 ήμερῶν από τής αποβιβάσεως.

β. Εάν έξεδηλώθη μεταξύ τών επί του πλοίου τρωκτικῶν άσυνήθης θνησιμότης εξ αίτίας μη εισέτι καθορισθείσης.

γ. Εάν επ' αυτού εύρίσκεται άτομον τὸ όποίον εξέτέθη εις τήν πνευμονικήν πανώλην και εις τὸ όποίον δέν έφηρομόσθησαν τά προβλεπόμενα υπό του άρθρου 56 μέτρα.

3. Καίτοι προερχόμενον εκ μεμολυσμένης περιφερείας ή έχον επ' αυτού άτομον προερχόμενον εκ μεμολυσμένης περιφερείας πλοίον ή αεροπλοίον θεωρεῖται κατά τήν άφιξιν του ως υγιές, εάν, κατά τήν ιατρικήν εξέτασιν, ή υγειονομική αρχή βεβαιωθῆ ότι δέν υφίστανται οι προβλεπόμενοι εις τάς παραγράφους 1 και 2 του παρόντος άρθρου όροι.

"Αρθρον 58.

1. Κατά τήν άφιξιν μεμολυσμένου ή ύπόπτου πλοίου ή μεμολυσμένου αεροπλοίου, ή υγειονομική αρχή δύναται να εφαρμόσῃ τά εξής μέτρα :

α. Έντομοκτονίαν και επίβλεψιν τών ύπόπτων, τής επιβλέψεως μη δυναμένης να παραταθῆ πλέον τών 6 ήμερῶν, ύπολογιζόμενον από τής άφίξεως.

β. Έντομοκτονίαν και εν ανάγκη άπολύμανσιν :

ι) τών άποσκευῶν τών προσβεβλημένων ή ύπόπτων ατόμων,

ιι) παντός έτέρου αντικειμένου, ως ειδῶν κλινοστρωμνῆς και μετεχειρισμένων έσωροϋχων, και παντός διαμερίσματος του πλοίου ή του αεροπλοίου, θεωρουμένων ως μεμολυσμένων.

2. Κατά τήν άφιξιν του πλοίου, αεροπλοίου, σιδηροδρομικού ή όδικου όχήματος ή άλλου μεταφορικού μέσου έχοντος επ' αυτού άτομον προσβεβλημένον εκ πνευμονικῆς πανώλους ή εάν κρούσμα πνευμονικῆς πανώλους υφίσταται επί του πλοίου έντός τών 6 ήμερῶν πρό τής άφίξεως του ή υγειονομική αρχή, δύναται, πλέον τών εις τήν παράγραφον 1 του παρόντος άρθρου προβλεπομένων μέτρων, να άπομονώσῃ τούς επιβάτας και τὸ πλήρωμα του πλοίου, αεροπλοίου, σιδηροδρομικού ή όδικου όχήματος ή έτέρου μεταφορικού μέσου διά χρονικόν διάστημα 6 ήμερῶν αρχόμενον από τής τελευταίας εκθέσεως των εις τήν μόλυνσιν.

3. Εν περιπτώσει πανώλους επί μυῶν επί του πλοίου ή έντός τών ειδικῶν έμπορευματοκιβωτίων τούτο υποβάλλ-

λεται εις έντομοκτονίαν καὶ μυοκτονίαν, ἐάν δὲ τοῦτο εἶναι ἀναγκαστικόν εἰς κάθαρσιν, συμφώνως πρὸς τὰ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 54 ὁριζόμενα, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν κάτωθι διατάξεων :

α. Αἱ μυοκτονίαι ἐκτελοῦνται εὐθὺς ὡς ἐκκενωθοῦν τὰ κύττα.

β. Πρὸς παρεμπόδισιν διαπεραιώσεως μεμολυσμένων τρωκτικῶν εἰς τὴν ξηράν, δύναται νὰ ἐνεργηθῇ μία ἢ περισσότεραι προκαταρκτικαὶ μυοκτονίαι ἐπὶ τοῦ πλοίου πρὸ τῆς κατὰ τὴν ἐκφόρτωσιν τοῦ φορτίου.

γ. Ἐάν ἡ πλήρης καταστροφή τῶν τρωκτικῶν δὲν καθίσταται ἐφικτή, ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι ἐπιβάλλεται ἡ ἐκφόρτωσις μέρους τοῦ φορτίου τοῦ πλοίου, ἐπιτρέπεται εἰς τὸ ἐν λόγῳ πλοῖον, ὅπως ἐκφορτώσῃ τὸ μέρος τοῦτο τοῦ φορτίου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ θὰ ἐφαρμόσῃ τὰ ὑπ' αὐτῆς θεωρούμενα ὡς ἀναγκαῖα μέτρα καὶ τὰ ὁποῖα δύναται νὰ περιλαμβάνουν τὴν εἰς κάθαρσιν θέσιν τοῦ πλοίου πρὸς παρεμπόδισιν διαπεραιώσεως τῶν μεμολυσμένων τρωκτικῶν εἰς τὴν ξηράν.

3. Ἐάν εὐρεθῇ ἐπὶ τοῦ ἀεροπλοίου τρωκτικὸν μεμολυσμένον ἐκ πανώλους, τὸ ἀεροπλοῖον ὑποβάλλεται εἰς έντομοκτονίαν καὶ μυοκτονίαν καὶ ἐν ἀνάγκῃ εἰς κάθαρσιν.

Ἄρθρον 59.

Τὸ πλοῖον δὲν θεωρεῖται πλέον μεμολυσμένον ἢ ὑποπτον καὶ τὸ ἀεροπλοῖον μεμολυσμένον ὅταν τὰ μέτρα τὰ ἐπιβληθέντα ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 39 καὶ 58, ἐξετελέσθησαν προσηκόντως, ἢ ὅταν ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ ἠδυνήθη νὰ βεβαιωθῇ ὅτι ἡ ἀσυνήθης θησιμότης μεταξὺ τῶν τρωκτικῶν δὲν ὀφείλετο εἰς τὴν πανώλην. Τὸ πλοῖον ἢ ἀεροπλοῖον ἀπὸ τῆς στιγμῆς αὐτῆς δύναται νὰ ἐλευθεροκοινωνήσῃ.

Ἄρθρον 60.

Κατὰ τὴν ἀφίξιν, ὑγιᾶς πλοῖον ἢ ἀεροπλοῖον, εἶναι δεκτὸν εἰς ἐλευθεροκοινωνίαν, οὐχ ἦττον, ἐάν προέρχεται ἐκ προσβεβλημένης περιφερείας ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς δύναται :

α. Νὰ ὑποβῶν πάντα ἀποβιβαζόμενον ὑποπτον εἰς ἐπιτήρησιν ἐπὶ χρονικὸν διάστημα 6 ἡμερῶν, κατ' ἀνώτατον ὄριον ὑπολογιζόμενον ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας, ἀφ' ἧς τὸ πλοῖον ἢ τὸ ἀεροπλοῖον ἐγκατέλειψε τὴν μεμολυσμένην περιφέρειαν.

β. Νὰ διατάξῃ τὴν καταστροφήν τῶν ἐπὶ τοῦ πλοίου τρωκτικῶν καὶ τὴν έντομοκτονίαν εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις καὶ διὰ λόγους βασιμούς, οἵτινες ἀνακοινοῦνται γραπτῶς εἰς τὸν πλοίαρχον.

Ἄρθρον 61.

Ἐάν διαπιστωθῇ κατὰ τὴν ἀφίξιν σιδηροδρομικοῦ ἢ ὁδικοῦ ὀχήματος κρούσμα πανώλους ἐπὶ ἀνθρώπου, ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς δύναται νὰ ἐφαρμόσῃ τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 39 καὶ τὴν παράγραφον 1 καὶ 2 τοῦ ἄρθρου 58 μέτρα, ἐξυπακουόμενου ὅτι τὰ μέτρα έντομοκτονίας καὶ ἐν ἀνάγκῃ, ἀπολυμάνσεως θὰ ἐφαρμοσθοῦν ἐπὶ τῶν θεωρουμένων ὡς μεμολυσμένων διαμερισμάτων τοῦ σιδηροδρομικοῦ ἢ ὁδικοῦ ὀχήματος.

Κεφάλαιον II.

Χολέρα.

Ἄρθρον 62.

Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἢ περιόδου ἐπιώσεως τῆς χολέρας καθορίζεται πενθήμερος.

Ἄρθρον 63.

1. Κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν προβλεπόμενων εἰς τὸν παρόντα Κανονισμὸν μέτρων, αἱ ὑγειονομικαὶ ἀρχαὶ λαμβάνουν ὑπ' ὄψιν τὴν προσκόμισιν ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τῆς χολέρας.

2. Τὸ χρησιμοποιούμενον ἀντιχολερικὸν ἐμβόλιον διὰ τὸν ἐμβολιασμὸν διεθνῶν ταξιδιωτῶν δέον ὅπως ἀνταποκρίνεται εἰς τὰ κείμενα ὑπὸ τῆς Ὁργανώσεως πρότυπα.

3. Ὅταν ἄτομον ἐκτελοῦν διεθνῆς ταξίδιον ἀφικνῆται, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς περιόδου ἐπιώσεως, ἐκ τινος μεμολυσμένης περιφερείας, ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς δύναται νὰ ἐφαρμόσῃ τὰ ἐξῆς μέτρα :

α. Ἐάν τὸ ἄτομον τοῦτο εἶναι ἐφωδιασμένον δι' ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἀντιχολερικοῦ ἐμβολιασμοῦ, δύναται νὰ ὑποβληθῇ εἰς ἐπίβλεψιν ἐπὶ περίοδον μὴ δυναμένην νὰ ὑπερβῇ τὰς πέντε ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἀναχωρήσεως ἐκ τῆς μεμολυσμένης περιφερείας.

β. Ἐάν τὸ ἄτομον τοῦτο δὲν εἶναι ἐφωδιασμένον διὰ τοῦ εἰρημένου πιστοποιητικοῦ, δύναται νὰ ἀπομονωθῇ ἐπὶ περίοδον τῆς αὐτῆς ὡς ἄνω διαρκείας.

4. Πᾶσα ὑγειονομικὴ ἀρχὴ δύναται νὰ ἐφαρμόσῃ τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου μέτρα, ὕφισταμένης ἢ μὴ τῆς νόσου χολέρας εἰς τὸ ἔδαφός της.

Ἄρθρον 64.

1. Πλοῖον θεωρεῖται μεμολυσμένον ἐάν, κατὰ τὴν ἀφίξιν, διαπιστωθῇ ἐπ' αὐτοῦ κρούσμα χολέρας, ἢ ἐάν τοιοῦτον κρούσμα ἐδηλώθη ἐπ' αὐτοῦ κατὰ τὰς πέντε ἡμέρας πρὸ τῆς ἀφίξεως.

2. Πλοῖον θεωρεῖται ὑποπτον, ἐάν ἐσημειώθη ἐπ' αὐτοῦ κρούσμα χολέρας κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου, ἐφ' ὅσον οὐδὲν ἕτερον νέον κρούσμα ἐδηλώθη κατὰ τὰς πέντε προηγουμένας τῆς ἀφίξεως ἡμέρας.

3. Ἀεροπλοῖον θεωρεῖται ὡς μεμολυσμένον ἐάν, κατὰ τὴν ἀφίξιν, διαπιστωθῇ ἐπ' αὐτοῦ κρούσμα χολέρας.

Θεωρεῖται τοῦτο ὑποπτον, ἐάν ἐδηλώθη κρούσμα χολέρας ἐπ' αὐτοῦ κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου καὶ ὁ ἀσθενὴς ἀπεβιβάσθη εἰς προηγουμένην προσγειώσιν.

4. Καίτοι προερχόμενον ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας ἢ ἔχον ἐπ' αὐτοῦ ἄτομον προερχόμενον ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας, πλοῖον ἢ ἀεροπλοῖον θεωρεῖται κατὰ τὴν ἀφίξιν ὡς ὑγιᾶς, ἐάν, διὰ τῆς ἰατρικῆς ἐξετάσεως, ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς ἠδυνήθη νὰ βεβαιωθῇ ὅτι δὲν ὑπῆρξεν ἐπ' αὐτοῦ χολέρα κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου.

Ἄρθρον 65.

1. Κατὰ τὴν ἀφίξιν μεμολυσμένου πλοίου ἢ ἀεροπλοίου, ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς δύναται νὰ ἐφαρμόσῃ τὰ κάτωθι μέτρα :

α. Ἐπὶ πέντε ἡμέρας, κατ' ἀνώτατον ὄριον, ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀποβιβάσεως, ἐπίβλεψιν τῶν ταξιδιωτῶν ἢ μελῶν τοῦ πληρώματος, τῶν ἐφωδιασμένων δι' ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἀντιχολερικοῦ ἐμβολιασμοῦ καὶ ἀπομόνωσιν παντὸς ἀποβιβαζομένου ἀτόμου στερουμένου ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ.

β. Ἀπολύμονσιν :

ι) Τῶν ἀποσκευῶν τῶν μεμολυσμένων ἢ ὑπόπτων ἀτόμων.

ιι) Παντὸς ἐτέρου ἀντικειμένου, ὡς εἰδῶν κλινοστρωμνῆς καὶ μετεχειρισμένων ἐσωρούχων καὶ παντὸς διαμερίσματος τοῦ πλοίου ἢ ἀεροπλοίου, θεωρουμένων ὡς μεμολυσμένων.

γ. Ἀπολύμανσιν καὶ ἐκκένωσιν τῶν ἐπ' αὐτῶν εὐρισκόμενων καὶ θεωρουμένων ὡς μεμολυσμένων ἀποθεμάτων ὕδατος καὶ ἀπολύμανσιν τῶν δεξαμενῶν ὕδατος.

2. Ἀπαγορεύεται ἡ ἀπόρριψις ἢ ἡ διάθεσις, ἄνευ προηγουμένης ἀπολυμάνσεως, ἀνθρωπίνων ἀπεκριμμάτων, ἀποβλήτων ὕδατων, περιλαμβανομένου καὶ τοῦ ὕδατος τῆς Τρόπιδος, καὶ οἰασθήποτε οὐσίας θεωρουμένης ὡς μεμολυσμένης. Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὴν, ὑπὸ ἰκανοποιητικὰς ὑγειονομικὰς προϋποθέσεις, ἐξαφάνισιν αὐτῶν.

Ἄρθρον 66.

1. Κατὰ τὴν ἀφίξιν ὑπόπτου πλοίου ἢ ἀεροπλοίου, δύναται νὰ ἐφαρμοσθοῦν ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς τὰ καθοριζόμενα μέτρα εἰς τὰ ἐδάφια β' καὶ γ' τῆς παραγράφου 1 ὡς καὶ εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ ἄρθρου 65.

2. Ἐπίσης καὶ ἄνευ παραβάσεως τῶν μέτρων τοῦ ἐδαφίου β' τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 63, οἱ ἀποβιβαζόμενοι ἐπιβάται ἢ μέλη τοῦ πληρώματος δύναται νὰ ὑποβλη-

θοῦν εἰς ἐπίβλεψιν ἐπὶ πέντε ἡμέρας κατ' ἀνώτατον ὄριον ἀπὸ τῆς ἀφίξεως.

Ἄρθρον 67.

Τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον δὲν θεωρεῖται πλέον μεμολυσμένον ἢ ὑπόπτον ὅταν τὰ ἐπιβληθέντα ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς μέτρα, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 39 καὶ πρὸς τὰ ἄρθρα 65 καὶ 66 κατὰ τὴν περίπτωσιν, ἐξετελέσθησαν δεόντως. Τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον δύναται ἀπὸ τῆς στιγμῆς ταύτης νὰ ἐλευθεροκοινωνήσῃ.

Ἄρθρον 68.

Κατὰ τὴν ἀφίξιν, πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον ὑγιὲς δύναται νὰ ἐλευθεροκοινωνήσῃ. Οὐχ ἦττον, ἐὰν προέρχεται ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς δύναται νὰ ἐφαρμοσθῇ ἐπὶ τῶν ἀποβιβαζομένων ἐπιβατῶν καὶ μελῶν τοῦ πληρώματος τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 63 μέτρα.

Ἄρθρον 69.

Ἐάν, κατὰ τὴν ἀφίξιν σιδηροδρομικοῦ, ὀδικοῦ ὀχήματος ἢ ἄλλου μεταφορικοῦ μέσου, διαπιστωθῇ κρούσμα χολέρας, ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς δύναται νὰ ἐφαρμοσθῇ τὰ κάτωθι μέτρα :

α. Ἐπίβλεψιν τῶν ἐπιβατῶν ἢ μελῶν τοῦ πληρώματος τῶν ἐφωδιασμένων δι' ἐγκύρου ἀντιχοληρικοῦ πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ καὶ ἀπομόνωσιν παντὸς ἐτέρου ἀποβιβαζομένου ἀτόμου διὰ χρονικὸν διάστημα οὐχὶ πλέον τῶν 5 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἀφίξεως.

β. Ἀπολύμανσιν :

ι) τῶν ἀποσκευῶν τοῦ μεμολυσμένου ἀτόμου καὶ ἐν ἀνάγκῃ τῶν ἀποσκευῶν παντὸς ὑπόπτου.

ιι) Παντὸς ἐτέρου ἀντικειμένου, ὡς εἰδῶν κλινοστρωμνῆς ἢ μετεχειρισμένων ἐσωρούχων ἢ παντὸς διαμερίσματος τοῦ σιδηροδρομικοῦ, ὀδικοῦ ὀχήματος ἢ ἄλλου μεταφορικοῦ μέσου, θεωρουμένων ὡς μεμολυσμένων.

Ἄρθρον 70.

1. Κατὰ τὴν ἀφίξιν πλοίου ἢ ἀεροπλοίου μεμολυσμένου ἢ ὑπόπτου, ἢ σιδηροδρομικοῦ ἢ ὀδικοῦ ὀχήματος ἢ ἄλλου μεταφορικοῦ μέσου ἐπὶ τοῦ ὁποίου διεπιστώθη κρούσμα χολέρας, ἢ εἰσέτι πλοίου, ἀεροπλοίου, σιδηροδρομικοῦ ἢ ὀδικοῦ ὀχήματος ἢ ἄλλου μεταφορικοῦ μέσου προερχομένου ἐκ μεμολυσμένης τινὸς περιφερείας ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς δύναται νὰ ἐνεργήσῃ δειγματοληψίαν καὶ νὰ προβῇ εἰς ἐργαστηριακὴν καλλιέργειαν παντὸς τροφίμου, συμπεριλαμβανομένων ἰχθύων, ὄστρακοειδῶν, κογχυλίων, ὀπωρῶν, λαχανικῶν ἢ ποτῶν, ἐκτὸς ἐὰν τὰ τρόφιμα ταῦτα ἢ ποτὰ εἶναι ἀεροστεγῶς συσκευασμένα καὶ ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς δὲν ἔχη λόγους νὰ τὰ θεωρῇ ὡς μεμολυσμένα. Ἡ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς δύναται νὰ ἀπαγορεύσῃ τὴν ἐκφόρτωσιν ἢ νὰ προβῇ εἰς ἀπομάκρυνσιν παντὸς τοιοῦτου εἴδους εὐρεθέντος μεμολυσμένου. Ἐὰν προβῇ εἰς τὴν ἀπομάκρυνσιν, λαμβάνονται μέτρα πρὸς ἀποφυγὴν παντὸς κινδύνου μόλυνσεως.

2. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν τὰ πρὸς ἐκφόρτωσιν τρόφιμα ἢ ποτὰ ἀποτελοῦν μέρος φορτίου μεταφερομένου ἐντὸς τοῦ κύτους πλοίου ἢ ἐντὸς τοῦ διαμερίσματος ἀεροπλοίου ἢ ἐντὸς εἰδικοῦ ἐμπορευματοκιβωτίου, μόνον ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς τοῦ λιμένος ἢ τοῦ ἀερολιμένος ἔνθα θὰ λάβῃ χώραν ἢ ἐκφόρτωσις δύναται νὰ προβῇ εἰς τὴν ἀπομάκρυνσιν αὐτῶν.

3. Ὁ κυβερνήτης ἀεροπλοίου ἢ πλοίου δικαιούται πάντοτε νὰ ζητήσῃ τὴν ἀφαίρεσιν τῶν τροφίμων τούτων ἢ ποτῶν.

Ἄρθρον 71.

1. Οὐδεὶς δύναται νὰ ὑποχρεωθῇ εἰς τὴν λήψιν κοπράνων ἐκ τοῦ ἀπευθυμένου.

2. Ἡ ἐξέτασις κοπράνων δύναται νὰ καταστῇ ὑποχρεωτικὴ μόνον εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἄτομον ἐκτελοῦν διεθνῆς ταξίδιον καὶ ἀφικνούμενον κατὰ τὴν περίοδον ἐπώασεως τῆς χολέρας, ἐκ τινος μεμολυσμένης περιφερείας, παρουσιάζει συμπτώματα τὰ ὁποῖα δικαιολογοῦν τὴν ὑπόψιν ὑπάρξεως τῆς νόσου ταύτης.

Κεφάλαιον III.

Κίτρινος πυρετός.

Ἄρθρον 72.

Πρὸς ἐπίτευξιν τῶν σκοπῶν τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ἢ περίοδος ἐπώασεως τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ καθορίζεται εἰς ἕξ ἡμέρας.

Ἄρθρον 73.

1. Ὁ ἐμβολιασμός κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ δύναται νὰ ἀπαιτηθῇ διὰ πᾶν ἄτομον ἐκτελοῦν διεθνῆς ταξίδιον καὶ ἀναχωροῦν ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας.

2. Ὅταν τοιοῦτον ἄτομον εἶναι ἐφωδιασμένον διὰ πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, τὸ ὁποῖον δὲν κατέστη εἰσέτι ἐγκύρον, δύναται νὰ ἐπιτραπῇ αὐτῷ ἢ ἀναχώρησις, ἀλλὰ αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 75 δύναται νὰ ἐφαρμοσθῶν ἐπ' αὐτοῦ κατὰ τὴν ἀφίξιν.

3. Ἄτομον κατέχον ἐγκύρον πιστοποιητικὸν ἐμβολιασμοῦ κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ δὲν τυγχάνει μεταχειρίσεως ὡς ὑπόπτον ἔστω καὶ ἐὰν προέρχεται ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας.

4. Τὸ χρησιμοποιούμενον κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ ἐμβόλιον δέον ὅπως εἶναι ἐγκεκριμένον ὑπὸ τῆς Ὁργανώσεως καὶ τὸ Κέντρον Ἐμβολιασμοῦ δέον ὅπως ἔχη ὀρισθῇ ὑπὸ τῆς Ὑγειονομικῆς ἀρχῆς τοῦ ἐδάφους εἰς ὃ τὸ Κέντρον τοῦτο εὐρίσκεται. Ἡ Ὁργάνωσις δέον ὅπως λάβῃ τὴν διαβεβαίωσιν ὅτι τὰ χρησιμοποιούμενα ἐμβόλια ἐξακολουθοῦν νὰ εἶναι εἰς καλὴν κατάστασιν.

Ἄρθρον 74.

1. Ἡ κατοχὴ ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ εἶναι ὑποχρεωτικὴ διὰ πᾶν ἄτομον ἀπασχολούμενον εἰς λιμένα ἢ ἀερολιμένα κείμενον ἐντὸς μεμολυσμένης περιφερείας, ὡς καὶ διὰ πᾶν μέλος τοῦ πληρώματος πλοίου ἢ ἀεροπλοίου ὅπερ ποιεῖται χρῆσιν τοῦ λιμένος ἢ τοῦ ἀερολιμένος τούτου.

2. Τὰ ἀερόπλοια τὰ ἀναχωροῦντα ἐξ ἀερολιμένος κειμένου ἐντὸς μεμολυσμένης περιφερείας ὑποβάλλονται εἰς ἐντομοκτονίαν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 26 καὶ τὰς καθορισθείσας ὑπὸ τῆς Ὁργανώσεως μεθόδους, λεπτομερείας δὲ ἐπὶ τῆς ἀπεντομώσεως περιλαμβάνονται εἰς τὸ Ὑγειονομικὸν Τμῆμα τῆς Γενικῆς Δηλώσεως τοῦ ἀεροσκάφους, ἐκτὸς ἐὰν ἢ Ὑγειονομικῆς ἀρχῆς τοῦ ἀερολιμένος ἀφίξεως δὲν ἀπαιτῇ τὸ Τμῆμα τοῦτο τῆς Γενικῆς Δηλώσεως τοῦ ἀεροσκάφους. Τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη θὰ ἀποδεχθῶν τὴν ἐν πτήσῃ ἐντομοκτονίαν ἐκτελουμένην διὰ τοῦ ἐγκεκριμένου δι' ἀτμῶν συστήματος.

3. Τὰ πλοῖα τὰ ἀναχωροῦντα ἐκ λιμένος κειμένου εἰς περιφέρειαν ἔνθα ἢ στεγόμυια *Aedes-egypti* ὑφίσταται εἰσέτι μὲ προορισμὸν περιφέρειαν ἔνθα ἢ στεγόμυια *Aedes-egypti* ἔχει ἐξαλειφθῇ θὰ διατηρῶνται ἀπληγμένα ἐκ τῆς στεγόμυιας *Aedes-egypti* εἰς τε τὴν ὑδρόβιον ἢ ἐνήλικον κατάστασιν αὐτῆς.

4. Τὰ ἀερόπλοια τὰ ἀναχωροῦντα ἐξ ἀερολιμένος ἔνθα ἢ στεγόμυια *Aedes-egypti* ὑφίσταται μὲ προορισμὸν περιφέρειαν ἔνθα ἢ στεγόμυια *Aedes-egypti* ἔχει ἐξαλειφθῇ ὑποβάλλονται εἰς ἐντομοκτονίαν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 26 καὶ τὰς, ὑπὸ τῆς Ὁργανώσεως, καθιερωθείσας μεθόδους.

Ἄρθρον 75.

Ἡ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς, περιφερείας ἔνθα ὑφίσταται ὁ ξενιστῆς-φορεὺς τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, δύναται νὰ ἀπαιτήσῃ ὑπὸ ἐκτελοῦντος διεθνῆς ταξίδιον ἀτόμου, προερχομένου ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας καὶ μὴ ἐφωδιασμένου δι' ἐγκύρου πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, ἢ τὴν ἀπομόνωσίν του μέχρις ὅτου τὸ πιστοποιητικὸν καταστῇ ἐγκύρον ἢ τὴν παρέλευσιν κατ' ἀνώτατον ὄριον 6 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς τελευταίας δυνατῆς ἐκθέσεώς του εἰς τὴν μόλυνσιν, τηρουμένης τῆς βραχυτέρας περιόδου.

Ἄρθρον 76.

1. Πᾶν ἄτομον προερχόμενον ἐκ μεμολυσμένης περιφε-

ρείας μὴ ἐφωδιασμένον δι' ἐγκύριου πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ καὶ τὸ ὁποῖον πρόκειται κατὰ τὴν διάρκειαν διεθνoῦς ταξιδίου, νὰ διέλθῃ ἐξ ἀερολιμένος κειμένου ἐντὸς περιφερείας ἔνθα ὑφίσταται ὁ ξενιστῆς-φορεὺς τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ μὴ διαθέτοντος εἰσέτι τὰ μέσα τῆς ἐξασφάλισεως τοῦ διαχωρισμοῦ, ὡς οὗτος προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον 35, δύναται ἐπὶ περίοδον προβλεπομένην ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 75, νὰ κρατηθῇ εἰς ἀερολιμένα ἔνθα ὑφίστανται τὰ ἐν λόγῳ μέσα ἐὰν συνήψαν πρὸς τοῦτο συμφωνίαν πρὸς ὑγειονομικὰ ὑπηρεσίαι τῶν ἐδαφῶν, ἔνθα κείνται οἱ ὡς εἴρηται ἀερολιμένες.

2. Αἱ ἐνδιαφερόμεναι ὑγειονομικὰ ὑπηρεσίαι πληροφοροῦν τὴν Ὁργάνωσιν ὁσάκις τοιαύτη συμφωνία ἔρχεται ἢ παύει ἰσχύουσα. Ἡ Ὁργάνωσις ἀνακοινῶν ἀμέσως τὴν πληροφορίαν ταύτην εἰς ἀπάσας τὰς λοιπὰς ὑγειονομικὰς ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον 77.

1. Πλοῖον θεωρεῖται κατὰ τὴν ἀφίξιν ὡς μεμολυσμένον, ἐὰν ὑπάρχῃ ἐπ' αὐτοῦ κρούσμα κιτρίνου πυρετοῦ ἢ ἐὰν τοιοῦτον κρούσμα ἐδηλώθῃ κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου. Θεωρεῖται τοῦτο ὡς ὑποπτον ἐὰν, κατὰ τὴν διάρκειαν ἐξ ἡμερῶν πρὸ τῆς ἀφίξεως, ἐγκατέλειψε μεμολυσμένην περιφέρειαν ἢ ἐὰν ἀφικνῆται ἐντὸς τῶν 30 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἀναχωρήσεως τοῦ ἐκ τοιαύτης περιφερείας καὶ ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ διαπιστώσῃ ἐπ' αὐτοῦ τὴν παρουσίαν *Aedes-aegypti* ἢ ἄλλων ξενιστῶν-φορέων τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ. Πᾶν ἕτερον πλοῖον θεωρεῖται ὡς ὑγιές.

2. Ἀερόπλοιον θεωρεῖται κατὰ τὴν ἀφίξιν, ὡς μεμολυσμένον, ἐὰν ὑπάρχῃ ἐπ' αὐτοῦ κρούσμα κιτρίνου πυρετοῦ. Θεωρεῖται ὡς ὑποπτον, ἐὰν ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ δὲν εἶναι ἱκανοποιημένη ἐκ τῆς ἐντομοκτονίας, ἣτις διεξήχθη, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 2 τοῦ ἄρθρου 74 καὶ ἐὰν διαπιστώσῃ ἐπὶ τοῦ ἀερόπλοιου τὴν ὑπαρξίν ζώντων κωνώπων. Πᾶν ἕτερον ἀερόπλοιον θεωρεῖται ὑγιές.

Ἄρθρον 78.

1. Κατὰ τὴν ἀφίξιν μεμολυσμένου ἢ ὑπόπτου πλοίου ἢ ἀερόπλοιου ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ δύναται :

α. Εἰς τὴν περιφέρειαν ἔνθα ὑφίσταται ὁ ξενιστῆς-φορεὺς τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, νὰ ἐφαρμόσῃ τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 75 μέτρα ἐπὶ παντὸς ταξιδιώτου ἢ μέλους τοῦ πληρώματος ἐγκαταλείποντος τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον μὴ ἐφωδιασμένον δι' ἐγκύριου πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ.

β. Νὰ προβῇ εἰς ἐπιθεώρησιν τοῦ πλοίου ἢ ἀερόπλοιου καὶ εἰς ὀλοσχερῆ καταστροφὴν τῶν *Aedes-aegypti* ἢ ἄλλων ξενιστῶν-φορέων τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ. Εἰς περιφέρειαν ἔνθα ὑφίσταται ὁ ξενιστῆς-φορεὺς τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, δύναται ἐπίσης νὰ ἀπαιτηθῇ ὅπως τὸ πλοῖον, μέχρις ἐκτελέσεως τῶν ὡς ἄνω μέτρων, παραμένῃ εἰς ἀπόστασιν 400 μέτρων τοῦλάχιστον ἀπὸ τῆς ζῆρας.

2. Τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον δὲν θεωρεῖται πλέον ὡς μεμολυσμένον ἢ ὑποπτον ὅταν τὰ ἐπιβληθέντα ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς μέτρα, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 39 καὶ τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐξετελέσθησαν δυνάτως. Τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον ἀπὸ τῆς στιγμῆς ταύτης δύναται νὰ ἐλευθεροκοινωνήσῃ.

Ἄρθρον 79.

Κατὰ τὴν ἀφίξιν ὑγιoῦς πλοίου ἢ ἀερόπλοιου προερχομένου ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας, δύναται νὰ ἐφαρμοσθoῦν ἐπ' αὐτοῦ τὰ μέτρα τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἐδάφιον β' τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 78. Ἀπὸ τῆς στιγμῆς ταύτης τὸ πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον δύναται νὰ ἐλευθεροκοινωνήσῃ.

Ἄρθρον 80.

Τὰ Κράτη δὲν δύναται νὰ ἀπαγορεύουν εἰς τὰ ἀερόπλοια τὴν προσγειώσιν ἐπὶ τῶν ὑγειονομικῶν ἀερολιμένων τῶν ἐὰν τὰ μέτρα τὰ προβλεπόμενα εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ ἄρθρου 74 ἔγουν ἐφαρμοσθῆ. Εἰς περιφέρειαν ἔνθα ὑφίσταται ὁ ξενιστῆς-φορεὺς τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ τὸ Κράτος δύναται νὰ ὑποδείξῃ ἓνα ἢ περισσοτέρους ἀερολιμένας ὡς τοὺς μόνους εἰς οὓς δύναται νὰ προσγειοῦνται τὰ ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας προερχόμενα ἀερόπλοια.

Ἄρθρον 81.

Κατὰ τὴν ἀφίξιν εἰς περιφέρειαν, ἔνθα ὑφίσταται ὁ ξενιστῆς-φορεὺς τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, σιδηροδρομικοῦ, ὀδικoῦ ὁχήματος ἢ ἄλλου μεταφορικοῦ μέσου ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς δύναται νὰ ἐφαρμόσῃ τὰ κάτωθι μέτρα :

α. Ἀπομόνωσιν, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 75, παντὸς ἀτόμου προερχομένου ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας καὶ μὴ ἐφωδιασμένου δι' ἐγκύριου πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ.

β. Ἐντομοκτονίαν ἐπὶ τοῦ σιδηροδρομικοῦ, ὀδικoῦ ὁχήματος ἢ ἄλλου μεταφορικοῦ μέσου ἐὰν τοῦτο προέρχεται ἐκ μεμολυσμένης περιφερείας.

Ἄρθρον 82.

Εἰς περιφέρειαν ἔνθα ὑφίσταται ὁ ξενιστῆς-φορεὺς τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ, ἢ προβλεπομένη εἰς τὸ ἄρθρον 39 καὶ εἰς τὸ παρὸν κεφάλαιον ἀπομόνωσις συντελεῖται ἐντὸς προστατευομένων ἐκ τῶν κωνώπων χώρων.

Κεφάλαιον IV.

Εὐλογία.

Ἄρθρον 83.

Κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ἡ περίοδος ἐπιβάσεως τῆς εὐλογίας καθορίζεται εἰς 14 ἡμέρας.

Ἄρθρον 84.

1. Ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία δύναται ν' ἀπαιτήσῃ παρὰ παντὸς ἐκτελούντος διεθνῆς ταξίδιον ἀτόμου, ὅπως εἶναι ἐφωδιασμένον κατὰ τὴν ἀφίξιν δι' ἐγκύριου πιστοποιητικοῦ ἐμβολιασμοῦ κατὰ τῆς εὐλογίας, ἐκτὸς ἐὰν πασοσυιάξῃ σημεῖα προηγουμένης προσβολῆς ἐξ εὐλογίας ἀποδεικνύοντα ἱκανοποιητικῶς τὴν ἀνοσίαν αὐτοῦ. Ἐὰν τὸ ἄτομον δὲν εἶναι ἐφωδιασμένον διὰ τοῦ πιστοποιητικοῦ τούτου, δύναται νὰ ὑποβληθῇ εἰς δαμαλισμόν ἢ ἐὰν ἀρνῆται νὰ ὑποβληθῇ εἰς δαμαλισμόν, δύναται νὰ τεθῇ ὑπὸ ἐπίβλεψιν διὰ χρονικὸν διάστημα 14 ἡμερῶν κατ' ἀνώτατον ὄριον ἀπὸ τῆς ἀναχωρήσεώς του ἐκ τοῦ τελευταίου ἐδάφους ἐξ οὗ διήλθε πρὸ τῆς ἀφίξεώς του.

2. Πᾶν ἄτομον, ὅπερ, ἐκτελοῦν διεθνῆς ταξίδιον, εὐρέθῃ κατὰ τὰς 14 προηγουμένας τῆς ἀφίξεώς του ἡμέρας, ἐντὸς μεμολυσμένης περιφερείας καὶ ὅπερ, κατὰ τὴν γνώμην τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς, δὲν εἶναι ἐπαρκῶς προστατευόμενον ἐκ τοῦ ἐμβολιασμοῦ ἢ λόγω προηγουμένης προσβολῆς ἐξ εὐλογίας, δύναται νὰ ὑποστῇ δαμαλισμόν ἢ νὰ τεθῇ ὑπὸ ἐπίβλεψιν ἢ νὰ ὑποστῇ δαμαλισμόν καὶ νὰ τεθῇ ἐν συνεχείᾳ ὑπὸ ἐπίβλεψιν. Ἐὰν ἀρνῆθῃ νὰ ὑποβληθῇ εἰς δαμαλισμόν, δύναται νὰ τεθῇ εἰς ἀπομόνωσιν. Ἡ διάρκεια τῆς περιόδου ἐπιβλέψεως ἢ ἀπομονώσεως δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὰς 14 ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἀφ' ἧς τὸ ἄτομον ἐγκατέλειψε μεμολυσμένην περιφέρειαν. Ἐγκύριον πιστοποιητικὸν δαμαλισμοῦ ἀποτελεῖ τὴν ἀπόδειξιν ἐπαρκoῦς προστασίας.

3. Πᾶσα ὑγειονομικὴ ἀρχὴ δύναται νὰ ἐφαρμόσῃ τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου μέτρα, ὑφίσταμένης ἢ μὴ τῆς δαμαλικῆς λοιμώξεως εἰς τὸ ἐδάφος τῆς.

Ἄρθρον 85.

1. Πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον θεωρεῖται μεμολυσμένον ἐὰν, κατὰ τὴν ἀφίξιν, ὑπάρχῃ ἐπ' αὐτοῦ κρούσμα εὐλογίας ἢ ἐὰν ἐδηλώθῃ τοιοῦτον κρούσμα κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου.

2. Πᾶν ἕτερον πλοῖον ἢ ἀερόπλοιον θεωρεῖται ὑγιές ἔστω καὶ ἐὰν ἐπιβαίνουν τούτου ὑποπτα ἄτομα, ἀλλὰ ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει δύναται ταῦτα, ἐὰν ἀποβιβασθoῦν, νὰ ὑποβληθoῦν εἰς τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 86 μέτρα.

Ἄρθρον 86.

1. Κατὰ τὴν ἀφίξιν, μεμολυσμένου πλοίου ἢ ἀερόπλοιου ἢ ὑγειονομικῆς ἀρχῆς :

α. Προβαίνει εἰς ἐμβολιασμόν παντὸς ἐπιβαίνοντος τούτου ἀτόμου, τὸ ὁποῖον ἢ ἀρχὴ αὕτη θεωρεῖ ὡς μὴ ἐπαρκῶς προστατευόμενον κατὰ τῆς εὐλογίας.

β. Δύναται, ἐπὶ 14 ἡμέρας, κατ' ἀνώτατον ὄριον, ἀπὸ τῆς τελευταίας ἐκθέσεως αὐτοῦ εἰς τὴν μόλυνσιν, ὡς ἀπομονώσῃ ἢ ὑποβάλλῃ εἰς ἐπίβλεψιν πᾶν ἄτομον ἐγκαταλείπον τὸ πλοῖον ἢ ἀεροπλοῖον, ἀλλὰ ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ λαμβάνει ὑπ' ὄψιν, κατὰ τὸν καθορισμὸν τῆς περιόδου ἀπομονώσεως ἢ ἐπιβλέψεως, τοὺς προηγουμένους ἐμβολιασμοὺς τοῦ ἀτόμου τούτου καὶ τὴν δυνατότητα ἐκθέσεώς του εἰς τὴν μόλυνσιν.

γ. Προβαίνει εἰς τὴν ἀπολύμανσιν :

ι) Τῶν ἀποσκευῶν τῶν μεμολυσμένων ἀτόμων.

ii) Παντὸς ἐτέρου εἶδους ἀποσκευῶν ἢ ἀντικειμένων, ὡς εἰδῶν κλινοστρωμνῆς ἢ μετεχειρισμένων ἐσωρούχων κτλ παντὸς διαμερίσματος τοῦ πλοίου ἢ ἀεροπλοίου, θεωρουμένων ὡς μεμολυσμένων.

2. Πλοῖον ἢ ἀεροπλοῖον ἐξακολουθεῖ νὰ θεωρῆται ὡς μεμολυσμένον, μέχρις ὅτου ἀποβιβάσθω τὰ μεμολυσμένα ἄτομα καὶ ἐφαρμοσθῶν δόντως τὰ προκαθορισθέντα ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς μέτρα, συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Τὸ πλοῖον ἢ ἀεροπλοῖον γίνεται ἀπὸ τῆς στιγμῆς αὐτῆς δεκτὸν εἰς ἐλευθεροκοινωνίαν.

Ἄρθρον 87,

Κατὰ τὴν ἀφίξιν, πᾶν πλοῖον ἢ ἀεροπλοῖον ὑγιές, ἔστω καὶ ἐὰν προέρχεται ἐκ μεμολυσμένης περιφέρειας, γίνεται δεκτὸν εἰς ἐλευθεροκοινωνίαν.

Ἄρθρον 88.

Ἐὰν κατὰ τὴν ἀφίξιν σιδηροδρομικοῦ, ὀδικοῦ ὀχήματος, ἢ ἄλλου μεταφορικοῦ μέσου διαπιστωθῇ κρούσμα εὐλογίας τὸ μεμολυσμένον ἄτομον ἀποβιβάζεται καὶ ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 86 τῆς διαρκείας τῆς ἐνδεχομένης περιόδου ἐπιβλέψεως ἢ ἀπομονώσεως ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀφίξεως, τῆς ἀπολύμανσεως ἐκτελουμένης εἰς πᾶν διαμέρισμα τοῦ θεωρουμένου ὡς μεμολυσμένου σιδηροδρομικοῦ, ὀδικοῦ ὀχήματος ἢ ἄλλου μεταφορικοῦ μέσου.

ΤΙΤΛΟΣ VI.

ΥΓΕΙΟΝΟΜΙΚΑ ΕΓΓΡΑΦΑ

Ἄρθρον 89.

Δὲν ἀπαιτεῖται παρὰ πλοίου ἢ ἀεροπλοίου ἢ προσκόμισις ὑγειονομικῆς πιστοποιήσεως, μετὰ ἢ ἄνευ προξενικῆς θεωρήσεως, οὐδὲ ἐτέρου πιστοποιητικοῦ, οἰαδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ ὀνομασία αὐτοῦ, σχετικῶς μὲ τὴν ὑγειονομικὴν κατάστασιν λιμένος ἢ ἀερολιμένος.

Ἄρθρον 90.

1. Πρὸ τῆς ἀφίξεως εἰς τὸν πρῶτον λιμένα προσεγγίσεως εἰς ἕδαφός τι, ὁ πλοίαρχος τοῦ ἐκτελοῦντος διεθνῆς ταξιδίου πλοίου θαλάσσης λαμβάνει πληροφορίας ἐπὶ τῆς καταστάσεως τῆς υγιείας πάντων τῶν ἐπιβαινόντων ἀτόμων, καί, κατὰ τὴν ἀφίξιν, ἐκτὸς ἐὰν δὲν ἀπαιτῆ τοῦτο ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία, συμπληροῖ καὶ παραδίδει εἰς τὴν ὑγειονομικὴν ἀρχὴν τοῦ λιμένος Ναυτιλιακὴν Δήλωσιν Ὑγιείας, ἣτις εἶναι προσωπογεγραμμένη ὑπὸ τοῦ ἱατροῦ τοῦ πλοίου, ἐὰν τοιοῦτος περιλαμβάνεται εἰς τὸ πλήρωμα.

2. Ὁ πλοίαρχος καὶ ὁ ἱατρός τοῦ πλοίου, ἐὰν ὑφίσταται τοιοῦτος, παρέχουν ἀπαντήσεις ἐπὶ πάσης αἰτήσεως πληροφοριῶν γενομένης ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς περὶ τῶν ὑγειονομικῶν καὶ ἐπὶ τοῦ πλοίου συνθηκῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου.

3. Ἡ Ναυτιλιακὴ Δήλωσις Ὑγιείας δέον ὅπως εἶναι σύμφωνος πρὸς τὸ ὑπόδειγμα τοῦ παραρτήματος 5 τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

4. Ἡ Ὑγειονομικὴ Ὑπηρεσία δύναται νὰ ἀποφασίσῃ :

α. Ἡ τὴν μὴ ἀπαιτήσιν ὑποβολῆς κατὰ τὴν ἀφίξιν τῆς Ναυτιλιακῆς Δήλωσεως Ὑγιείας ἐξ ἀπάντων τῶν πλοίων.

β. Ἡ τὴν ἀπαιτήσιν μόνον ἐκ τῶν πλοίων τῶν ἀφικνουμένων ἐξ ὠρισμένων περιφερειῶν ρητῶς ἐνδεδειγμένων, ἢ ἐὰν ὑφίστανται θετικαὶ πληροφορίαι πρὸς δῆλωσιν.

Εἰς ἀμφοτέρας τὰς περιπτώσεις ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία θὰ πληροφορήσῃ τοὺς ἰδιοκτῆτας τῶν πλοίων.

Ἄρθρον 91.

1. Κατὰ τὴν προσγείωσιν εἰς τὸν πρῶτον ἀερολιμένα ἕδαφους, ὁ κυβερνήτης ἀεροπλοίου ἢ ὁ νομίμως ἀντιπροσωπεύων αὐτόν, συμπληροῖ καὶ παραδίδει εἰς τὴν ὑγειονομικὴν ἀρχὴν τοῦ ἀερολιμένος, ἐκτὸς ἂν δὲν ἀπαιτῆ τοῦτο ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία, ἐν ἀντίγραφον τοῦ μέρους τοῦ ἐντύπου τῆς Γενικῆς Δηλώσεως ἀεροπλοίου, τοῦ περιλαμβανόντος τὰ ὑγειονομικὰ στοιχεῖα ὅπερ δέον νὰ εἶναι σύμφωνον πρὸς τὸ ὑπόδειγμα τοῦ παραρτήματος 6.

2. Ὁ κυβερνήτης ἀεροπλοίου, ἢ ὁ νομίμως ἀντιπροσωπεύων αὐτόν, ὀφείλει νὰ ἀπαντήσῃ, εἰς πᾶσαν αἴτησιν στοιχείων γενομένην ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ἀρχῆς ἐπὶ τῶν ὑγειονομικῶν συνθηκῶν τοῦ ἀεροπλοίου κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου.

3. Ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία δύναται νὰ ἀποφασίσῃ :

α. Ἡ τὴν μὴ ἀπαιτήσιν ἐξ ἀπάντων τῶν ἀεροπλοίων ὑποβολῆς, κατὰ τὴν ἀφίξιν, ἀντιγράφου τοῦ μέρους τοῦ ἐντύπου Γενικῆς Δηλώσεως ἀεροπλοίου τοῦ περιλαμβανόντος τὰ ὑγειονομικὰ στοιχεῖα.

β. Ἡ τὴν ἀπαιτήσιν μόνον ἐκ τῶν ἀεροπλοίων τῶν ἀφικνουμένων ἐξ ὠρισμένων περιφερειῶν ρητῶς ἐνδεδειγμένων ἢ ἐὰν ὑφίστανται θετικαὶ πληροφορίαι πρὸς δῆλωσιν.

Εἰς ἀμφοτέρας τὰς περιπτώσεις ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία θὰ πληροφορήσῃ τοὺς ἰδιοκτῆτας τῶν ἀεροπλοίων.

Ἄρθρον 92.

1. Τὰ πιστοποιητικὰ περὶ ὧν τὰ παραρτήματα 1, 2, 3 καὶ 4 εἶναι συντεταγμένα εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ Ἀγγλικὴν. Ταῦτα δύναται ἐξ ἄλλου νὰ περιλαμβάνουν κείμενον εἰς μίαν τῶν ἐπισήμων γλωσσῶν τοῦ ἕδαφους, ἔνθα χορηγεῖται τὸ πιστοποιητικόν.

2. Τὰ πιστοποιητικὰ περὶ ὧν ἡ παράγραφος 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου συμπληροῦνται εἰς τὴν Γαλλικὴν ἢ Ἀγγλικὴν.

Ἡ προσθήκη δευτέρας γλώσσης ἐπιτρέπεται.

3. Τὰ διεθνή πιστοποιητικὰ ἐμβολιασμοῦ δέον ὅπως ὑπογράφωνται ἰδιοχείρως ὑπ' ἐνὸς ἱατροῦ τῆς ὑπογραφῆς διὰ σφραγίδος μὴ λαμβανομένης ὑπ' ὄψιν.

4. Τὰ διεθνή πιστοποιητικὰ ἐμβολιασμοῦ ἀποτελοῦν ἀτομικὰ πιστοποιητικὰ καὶ ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει χρησιμοποιοῦνται ὁμαδικῶς. Διὰ παιδιὰ θὰ ἐκδίδονται ἰδιαίτερα πιστοποιητικὰ.

5. Ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει θὰ παρεκκλίνουν ἐκ τῶν προτύπων τῶν ἐμφανιζομένων εἰς τὰ παραρτήματα 2, 3 καὶ 4 καὶ οὐδεμίᾳ φωτογραφία θὰ ἐπικολλᾶται εἰς τὰ πιστοποιητικὰ.

6. Διεθνῆς πιστοποιητικὸν ἐμβολιασμοῦ ἐκδιδόμενον διὰ παιδίον μὴ δυνάμενον νὰ ὑπογράψῃ δέον ὅπως ὑπογράφῃται ὑπὸ τῶν γονέων ἢ κηδεμόνων αὐτοῦ. Ἡ ὑπογραφή ἀναφαβήτου ἐνδεικνύται διὰ τοῦ συνήθους τρόπου τῆς λήψεως τῶν δακτυλικῶν ἀποτυπωμάτων του, πιστοποιουμένων ὑπ' ἐτέρου προσώπου.

7. Ἐὰν ὁ διενεργῶν τὸν ἐμβολιασμὸν κρίνῃ, ὅτι οὗτος ἀντεδείκνυται δι' ἱατρικοὺς λόγους, χορηγεῖ εἰς τὸν ἐνδιαφερόμενον βεβαίωσιν εἰς τὴν ἀγγλικὴν ἢ γαλλικὴν ἀναφέροντας τοὺς λόγους καὶ αἰτιολογώντας τὴν γνώμην του.

Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ θὰ ἠδύνατο νὰ τὸ λάβῃ ὑπ' ὄψιν.

Ἄρθρον 93.

Τὰ σχετικὰ μὲ τὸν ἐμβολιασμὸν ἔγγραφα, ἅτινα χορηγοῦνται ὑπὸ τῶν ἐνόπλων δυνάμεων εἰς τὸ ἐν ἐνεργείᾳ προσωπικὸν των γίνονται δεκτὰ ὡς διεθνή πιστοποιητικὰ, ὡς ταῦτα προβλέπονται εἰς τὰ παραρτήματα 2, 3 ἢ 4 ὑπὸ τὸν ὄρον ὅτι περιλαμβάνουν :

α. Ἰατρικὰ στοιχεῖα ἀντίστοιχα, πρὸς ἐκεῖνα, ἅτινα δέον νὰ περιέχωνται εἰς τὸ ὑπόδειγμα, καὶ

β. Δήλωσιν εἰς τὴν γαλλικὴν ἢ ἀγγλικὴν προσδιορίζουσαν τὴν φύσιν καὶ τὴν ἡμερομηνίαν τοῦ ἐμβολιασμοῦ καὶ βεβαιούσαν ὅτι χορηγοῦνται ταῦτα δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Άρθρον 94.

Οὐδὲν ἕτερον ὑγειονομικὸν ἔγγραφον, πλὴν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, δύναται νὰ απαιτηθῆ ἔν τῃ διεθνεί ἐπικοινωνίᾳ.

ΤΙΤΑΟΣ VII.

Τέλη.

Άρθρον 95.

1. Ἡ ὑγειονομικὴ ἀρχὴ οὐδὲν τέλος εἰσπράττει διὰ :

α. Πᾶσαν ἱατρικὴν ἐπίσκεψιν προβλεπομένην εἰς τὸν παρόντα Κατολισμὸν ὡς καὶ πᾶσαν συμπληρωματικὴν ἐξέτασιν, μικροβιολογικὴν ἢ ἑτέραν τοιαύτην, ἢ ὁποία δύναται νὰ εἶναι ἀναγκαία διὰ τὴν ἐξακριβώσιν τῆς καταστάσεως τῆς υἰείας τοῦ ἐξετασθέντος ἀτόμου.

β. Πάντα ἐμβολιασμὸν κατὰ τὴν ἄριξιν καὶ πᾶν ἐκδιδόμενον σχετικὸν πιστοποιητικόν.

2. Ἐὰν ἡ ἐφαρμογὴ τῶν προβλεπομένων εἰς τὸν παρόντα Κανονισμὸν μέτρων, πλὴν τῶν τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου τοιούτων, συνεπάγῃται τὴν καταβολὴν τελῶν, δέον νὰ ὑπάρχῃ, εἰς ἕκαστον ἕδαφος, ἓν μόνον σχετικὸν τιμολόγιον. Τὰ ἀπαιτούμενα ταῦτα τέλη δέον ὅπως :

α. εἶναι σύμφωνα πρὸς τὸ ὡς ἄνω τιμολόγιον,

β. εἶναι περιορισμένον ὕψους καὶ, ἐν οὐδεμίᾳ περιπτώσει, ὑπερβαίνον τὸ πραγματικὸν κόστος τῆς παρεχομένης ὑπηρεσίας,

γ. εἰσπράττωνται ἀδιακρίτως ἐθνικότητος, κατοικίας ἢ διαμονῆς, ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἄτομα, ἢ ἐθνικότητος σημαίας, νηολογίου ἢ κυριότητος ὅσον ἀφορᾷ τὰ πλοῖα, αεροπλοῖα, σιδηροδρομικὰ ἢ ὀδικὰ ὀχήματα, ἕτερα μεταφορικὰ μέσα ἢ ἐμπορευματοκιβώτια. Οὐδεμίᾳ διάκρισις γίνεται μεταξύ ἡμεδαπῶν καὶ ἀλλοδαπῶν ἀτόμων οὔτε μεταξύ ἐθνικῶν ἢ ξένων πλοίων, αεροπλοίων, σιδηροδρομικῶν ἢ ὀδικῶν ὀχημάτων, ἑτέρων ἡμεδαπῶν ἢ ἀλλοδαπῶν μεταφορικῶν μέσων ἢ ἐμπορευματοκιβωτίων.

3. Τὸ εἰσπραττόμενον τέλος διὰ τὴν ἐκ τοῦ ραδιοφώνου μετάδοσιν μηνύματος ἀφορῶντος τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ δὲν δύναται νὰ ὑπερβαίῃ τὴν κανονικὴν διατίμησιν τῶν ραδιοτηλεγραφημάτων.

4. Τὸ τιμολόγιον καὶ πᾶσα ἐπελθούσα μεταγενεστέρως μεταβολὴ δημοσιεύονται δέκα ἡμέρας τοῦλάχιστον πρὸ τῆς θέσεώς των ἐν ἰσχύϊ καὶ κοινοποιούνται ἀμέσως εἰς τὴν Ὁργάνωσιν.

ΤΙΤΑΟΣ VIII.

Διάφοροι Διατάξεις.

Άρθρον 96.

1. Τὰ αεροπλοῖα τὰ ἐγκαταλείποντα αερολιμένα κείμενον ἐντὸς περιφερείας ἔνθα ὑφίσταται ἢ μετάδοσις τῆς Ἑλονοσίας ἢ ἑτέρας διὰ τῶν κωνώπων μεταδιδόμενης νόσου ἢ ὑπάρχοντι κώνωπος φορεῖς-ξενιστὰι νόσων ἀνθεκτικῶν εἰς ἐντομοκτονία ἢ περιφερείας εἰς τὴν ὁποίαν ὑφίσταται εἶδος ξενιστοῦ-φορέως ὅπου ἔχει ἐξαλειφθῆ ἔκ τῆς περιφερείας ἐντὸς τῆς ὁποίας κείτται ὁ αερολιμὴν προορισμοῦ τοῦ αεροσκάφους, ὑφίστανται ἐντομοκτονίαν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 26 καὶ τὰς συνισταμένας ὑπὸ τῆς Ὁργάνωσεως μεθόδους. Τὰ ἐνδιαφερόμενα Κράτη ὀφείλουσι ὅπως ἀποδέχωνται τὴν ἐκτελουμένην ἐν πτήσει ἐντομοκτονίαν διὰ τῆς ἐγκεκριμένης δι' αἵμου μεθόδου. Τὰ πλοῖα τὰ ἐγκαταλείποντα λιμένα εὐρισκόμενον εἰς τοιαύτην κατάστασιν τηροῦνται ἀπηλλαγμένα κωνώπων εἰς τὸ ὑδρόβιον ἢ ἐνῆλικον στάδιον.

2. Κατὰ τὴν ἄριξιν εἰς αερολιμένα κείμενον ἐντὸς περιφερείας ἔνθα ἡ εἰσαγωγὴ φορέων-ξενιστῶν θὰ ἡδύνατο νὰ προκαλέσῃ τὴν μετάδοσιν ἐλονοσίας ἢ ἑτέρας μεταδιδόμενης διὰ τῶν κωνώπων νόσου, ἢ εἰς τὴν ὁποίαν ἐξηλείφθη ἐν εἶδος φορέως-ξενιστοῦ ὅπου ἐμφανίζεται ἐντὸς τῆς περιφερείας ἔνθα κείτται ὁ αερολιμὴν προελεύσεως, τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου αεροσκάφη δύναται νὰ ὑποβληθῶν εἰς ἐντομοκτονίαν συμ-

φώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 26, ἐὰν ἡ ὑγειονομικὴ ὑπηρεσία δὲν ἔχει ἱκανοποιητικὰς ἀποδείξεις ὅτι ἡ ἐντομοκτονία ἐξετελέσθη συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Τὰ πλοῖα τὰ ἀφικνούμενα εἰς εὐρισκόμενον εἰς τοιαύτην κατάστασιν λιμένα, δέον ὅπως ἀπαλλαγῶν, ἀπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας, ἐκ τῶν εὐρισκόμενων εἰς τὸ ὑδρόβιον ἢ ἐνῆλικον στάδιον κωνώπων.

3. Ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, καὶ ἐφ' ὅσον τοῦτο δικαιολογῆται, τηροῦνται ἀπηλλαγμένα ἐντόμων φορέων νόσων ἐπὶ τοῦ ἀνθρώπου, τὰ σιδηροδρομικὰ καὶ ὀδικὰ ὀχήματα, ἕτερα μεταφορικὰ μέσα ἢ ἐμπορευματοκιβώτια, ἢ τὰ πλοῖα τὰ ὁποῖα χρησιμοποιοῦνται διὰ τὸ ἐκτελούμενον διὰ τῆς ἀκτοπλοίας διεθνὲς ἐμπόριον ἢ διὰ τὸ διεθνὲς τοιοῦτον ἐπὶ τῶν ἐσωτερικῶν ὑδατίνων ὁδῶν.

Άρθρον 97.

1. Οἱ μετανάσται, οἱ νομάδες, οἱ ἐποχιακοὶ ἐργάται ἢ τὰ μετέχοντα σημαντικῶν περιοδικῶν, συγκεντρώσεων ἄτομα ὡς καὶ πᾶν πλοῖον, κυρίως δὲ τὰ μικρὰ σκάφη τὰ χρησιμοποιούμενα διὰ τὸ διεθνὲς δι' ἀκτοπλοίας ἐμπόριον, πᾶν αεροπλοῖον, σιδηροδρομικόν, ὀδικόν ἢ ἕτερον χρησιμοποιούμενον ὑπ' αὐτῶν μεταφορικῶν μέσων, δύναται νὰ ὑποβάλλωνται εἰς συμπληρωματικὰ ὑγειονομικὰ μέτρα συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς ἑκάστου τῶν ἐνδιαφερομένων Κρατῶν καὶ πρὸς τὰς συναφθείσας μεταξύ τούτων συμφωνίας.

2. Ἐκαστον Κράτος πληροφορεῖ τὴν Ὁργάνωσιν ἐπὶ τῶν διατάξεων τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν, ὡς καὶ τῶν συμφωνιῶν, αἵτινες ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν μεταναστῶν, νομάδων, ἐποχιακῶν ἐργατῶν καὶ τῶν μετεχόντων σημαντικῶν περιοδικῶν συγκεντρώσεων ἀτόμων.

3. Οἱ κανόνες ὑγιεινῆς οἱ τηρούμενοι ἐπὶ τῶν πλοίων καὶ αεροπλοίων τὰ ὁποῖα μεταφέρουν ἄτομα μετέχοντα σημαντικῶν περιοδικῶν συγκεντρώσεων δὲν θὰ εἶναι κατώτεροι τῶν συνισταμένων ὑπὸ τῆς Ὁργάνωσεως τοιούτων.

Άρθρον 98.

1. Εἰδικαὶ συμβάσεις ἢ κανονισμοὶ δύναται νὰ συνάπτονται μεταξύ δύο ἢ περισσοτέρων ἐχόντων κοινὰ συμφέροντα Κρατῶν, ὡς ἐκ τῶν ὑγειονομικῶν, γεωγραφικῶν, κοινωνικῶν ἢ οἰκονομικῶν συνθηκῶν αὐτῶν, ἵνα καταστῇ εὐκολωτέρα ἡ ἐφαρμογὴ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ἰδίᾳ ὅσον ἀφορᾷ :

α. τὴν ἀπ' εὐθείας καὶ ταχεῖαν ἀνταλλαγὴν τῶν ἐπιδημιολογικῶν στοιχείων μεταξύ γειτονικῶν ἐδαφῶν:

β. τὰ ὑγειονομικὰ μέτρα τὰ ἐφαρμοζόμενα εἰς τὸ διεθνὲς δι' ἀκτοπλοίας ἐμπόριον καὶ τὸ διεθνὲς τοιοῦτον τὸ ἐκτελούμενον ἐπὶ τῶν ἐσωτερικῶν ὑδατίνων ὁδῶν, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν λιμνῶν.

γ. τὰ ὑγειονομικὰ μέτρα τὰ ἐφαρμοζόμενα εἰς τὰ σύνορα τῶν ὁμόρων ἐδαφῶν:

δ. τὴν ἐνωσιν δύο ἢ περισσοτέρων ἐδαφῶν εἰς ἓν διὰ τὴν ἐφαρμογὴν παντὸς ὑγειονομικοῦ μέτρου προβλεπομένου ὑπὸ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ:

ε. τὴν χρησιμοποίησιν μεταφορικῶν μέσων εἰδικῶς διεσκευασμένων διὰ τὴν μετακίνησιν τῶν προσβεβλημένων ἀτόμων:

2. Αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου συμβάσεις ἢ συμφωνίαι δέον ὅπως μὴ περιέχουν διατάξεις ἀντιθέτους πρὸς τὰς τοιαύτας τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ.

3. Τὰ Κράτη κοινοποιοῦν εἰς τὴν Ὁργάνωσιν πᾶσαν σύμβασιν ἢ συμφωνίαν τὴν ὁποίαν ἤθελον συνάψει συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον. Ἡ Ὁργάνωσις εἰδοποιεῖ ἀμέσως ἀπάσας τὰς ὑγειονομικὰς ὑπηρεσίας περὶ τῆς συνάψεως τῶν ἐν λόγῳ συμβάσεων ἢ συμφωνιῶν.

ΤΙΤΑΟΣ IX.

ΤΕΛΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρον 99.

1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 101 καὶ τῶν κατωτέρω ἐξαιρέσεων, ὁ παρὼν Κανονισμὸς ἀντι-

καθιστά, μεταξύ των Κρατών ἐφ' ὧν ἔχει οὗτος ἐφαρμογήν καὶ μεταξύ των Κρατῶν τούτων καὶ τῆς Ὁργανώσεως, τὰς διατάξεις των διεθνῶν ὑγειονομικῶν συμβάσεων, των διεθνῶν ὑγειονομικῶν κανονισμῶν καὶ των κατωτέρω συμφωνιῶν τῆς αὐτῆς φύσεως :

α. Διεθνούς Ὑγειονομικῆς Συμβάσεως, ὑπογραφείσης ἐν Παρισίοις τὴν 3ην Δεκεμβρίου 1903.

β. Παναμερικανικῆς Ὑγειονομικῆς Συμβάσεως ὑπογραφείσης εἰς Οὐάσιγκτων τὴν 14ην Ὀκτωβρίου 1905.

γ. Διεθνούς Ὑγειονομικῆς Συμβάσεως ὑπογραφείσης ἐν Παρισίοις τὴν 17ην Ἰανουαρίου 1912.

δ. Διεθνούς Ὑγειονομικῆς Συμβάσεως ὑπογραφείσης ἐν Παρισίοις τὴν 21ην Ἰουνίου 1926.

ε. Διεθνούς Ὑγειονομικῆς Συμβάσεως Ἀεροναυτιλίας ὑπογραφείσης ἐν Χάγγη τὴν 12ην Ἀπριλίου 1933.

στ. Διεθνούς Συμφωνίας ἀφορώσης τὴν κατάρτησιν των ὑγειονομικῶν πιστοποιήσεων, ὑπογραφείσης ἐν Παρισίοις τὴν 22αν Δεκεμβρίου 1934.

ζ. Διεθνούς Συμφωνίας ἀφορώσης τὴν κατάρτησιν των προξενικῶν θεωρήσεων ἐπὶ των ὑγειονομικῶν πιστοποιήσεων, ὑπογραφείσης ἐν Παρισίοις τὴν 22αν Δεκεμβρίου 1934.

η. Συμβάσεως τροποποιούσης τὴν Διεθνή Ὑγειονομικὴν Σύμβασιν τῆς 21ης Ἰουνίου 1926, ὑπογραφείσης ἐν Παρισίοις τὴν 31ην Ὀκτωβρίου 1938.

θ. Διεθνούς Ὑγειονομικῆς Συμβάσεως τοῦ 1944 τροποποιούσης τὴν Σύμβασιν τῆς 21ης Ἰουνίου 1926, ἥτις κατετέθη πρὸς ὑπογραφήν εἰς Οὐάσιγκτων τὴν 15ην Δεκεμβρίου 1944.

ι. Διεθνούς Ὑγειονομικῆς Συμβάσεως Ἀεροναυτιλίας τοῦ 1944, τροποποιούσης τὴν Σύμβασιν τῆς 12ης Ἀπριλίου 1933, ἥτις ὑπεγράφη εἰς Οὐάσιγκτων τὴν 15ην Δεκεμβρίου 1944.

ια. Πρωτοκόλλου τῆς 23ης Ἀπριλίου 1946 παρατείνοντος τὴν Διεθνή Ὑγειονομικὴν Σύμβασιν τοῦ 1944, ὑπογραφέντος εἰς Οὐάσιγκτων.

ιβ. Πρωτοκόλλου τῆς 23ης Ἀπριλίου 1946 παρατείνοντος τὴν Διεθνή Ὑγειονομικὴν Σύμβασιν Ἀεροναυτιλίας τοῦ 1944, ὑπογραφέντος εἰς Οὐάσιγκτων.

ιγ. Διεθνούς Ὑγειονομικοῦ Κανονισμοῦ τοῦ 1951 καὶ των Συμπληρωματικῶν Κανονισμῶν τοῦ 1955, 1956, 1960, 1963 καὶ 1965.

2. Ὁ Ὑγειονομικὸς Παναμερικανικὸς Κώδιξ ὑπογραφείσας εἰς Χαβάναν τὴν 14ην Νοεμβρίου 1924, παραμένει ἐν ἰσχύϊ, ἐξαιρέσει των ἄρθρων 2, 9, 10, 11, 16 ἕως 53, 61 καὶ 62, ἐφ' ὧν ἐφαρμόζονται αἱ σχετικαὶ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 100.

1. Ἡ προβλεπομένη, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 22 τοῦ Καταστατικοῦ τῆς Ὁργανώσεως, προθεσμία διὰ τὴν διατύπωσιν οἰασδῆποτε ἀρνήσεως ἢ ἐπιφυλάξεως εἶναι ἐνεαμηνος ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς γνωστοποιήσεως, ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς υἱοθετήσεως τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας.

2. Κράτος τι δύναται, διὰ γνωστοποιήσεως γενομένης εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν νὰ παρατείνῃ τὴν περίοδον ταύτην εἰς δέκα ὀκτῶ μῆνας, ὅσον ἀφορᾷ τὰ ὑπερπόντια ἢ ἀπομακρυσμένα ἐδάφη, διὰ τὰς διεθνεῖς σχέσεις των ὁποίων εἶναι τοῦτο ὑπεύθυνον.

3. Πᾶσα ἀρνήσις ἢ ἐπιφυλάξις λαμβανομένη ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς προβλεπομένης εἰς τὴν παράγραφον 1 ἢ εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου, περιόδου, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, εἶναι ἄνευ ἀποτελεσματος.

Ἄρθρον 101.

1. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν Κράτος τι προβῇ εἰς ἐπιφυλάξιν ἐπὶ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, αὕτη δὲν εἶναι ἐγκυρος εἰμὴ ἐὰν ἐγένετο ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας. Ὁ παρὼν Κανονισμὸς τίθεται ἐν ἰσχύϊ ἐναντι τοῦ Κράτους τούτου μόνον ὅταν ἢ ἐπιφυλάξις αὕτη

γίνῃ ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς Συνελεύσεως ἢ ἐὰν ἡ Συνέλευσις ἀντιτίθεται εἰς τὴν ἐν λόγω ἐπιφυλάξιν ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι αὕτη εἶναι οὐσιωδῶς ἀντίθετος πρὸς τὸν χαρακτήρα καὶ τὸν σκοπὸν τοῦ Κανονισμοῦ, μέχρις ὅτου ἀποσυρθῇ αὕτη.

2. Μερικὴ ἀρνήσις τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἰσοδυναμεῖ πρὸς ἐπιφυλάξιν.

3. Ἡ Παγκόσμιος Συνέλευσις Ὑγείας δύναται νὰ θέσῃ ὡς ὅρον διὰ τὴν παρ' αὐτῆς παραδοχὴν ἐπιφυλάξεως τινος τὴν ὑποχρέωσιν διὰ τὸν Κράτος, ὅπερ διατυπώνει τὴν ἐπιφυλάξιν, ὅπως ἐξακολουθήσῃ νὰ ἀναλαμβάνῃ μίαν ἢ περισσοτέρας ὑποχρεώσεις ἀναφορικῶς πρὸς τὸ ἀντικείμενον τῆς εἰρημένης ἐπιφυλάξεως καὶ αἱ ὁποῖαι εἶχον γίνεαι προηγουμένως ἀποδεκταὶ ὑπὸ τοῦ ὡς ἄνω Κράτους δυνάμει των προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 99 συμβάσεων, κανονισμῶν καὶ συμφωνιῶν τῆς αὐτῆς φύσεως.

4. Ἐὰν Κράτος τι διατυπώσῃ ἐπιφυλάξιν, θεωρουμένην ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας ὡς μὴ ἀντικείμενη οὐσιωδῶς εἰς μίαν ἢ περισσοτέρας ὑποχρεώσεις, ἂς ἀνέλαβε τὸ Κράτος τοῦτο δυνάμει των προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 99 συμβάσεων, κανονισμῶν καὶ συμφωνιῶν τῆς αὐτῆς φύσεως, ἢ Συνέλευσις δύναται ν' ἀποδεχθῇ τὴν ἐπιφυλάξιν ταύτην χωρὶς νὰ ἀπαιτήσῃ παρὰ τοῦ Κράτους τούτου, ὡς ὅρον τῆς παραδοχῆς αὐτῆς, τὴν ἀνάληψιν ὑποχρεώσεως παρ' αὐτοῦ ὡς προβλέπεται εἰς τὴν παράγραφον 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

5. Ἐὰν ἡ Παγκόσμιος Συνέλευσις Ὑγείας ἀντιτίθεται εἰς ἐπιφυλάξιν τινα ἥτις δὲν ἀπεσύρθη, ὁ παρὼν Κανονισμὸς δὲν τίθεται ἐν ἰσχύϊ ὅσον ἀφορᾷ τὸ Κράτος τὸ ὁποῖον προέβη εἰς τὴν ἐν λόγω ἐπιφυλάξιν. Αἱ συμβάσεις, οἱ κανονισμοὶ καὶ αἱ συμφωνίαι τῆς αὐτῆς φύσεως αἱ ὁποῖαι προβλέπονται εἰς τὸ ἄρθρον 99 εἰς ἂς μετέχει ἤδη τὸ Κράτος τοῦτο παραμένουν ἀπὸ τῆς στιγμῆς ταύτης ἐν ἰσχύϊ ὅσον ἀφορᾷ τὸ Κράτος τοῦτο.

Ἄρθρον 102.

Ἀρνήσις ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει οἰασδῆποτε ἐπιφυλάξεως, δύναται νὰ ἀποσυρθῇ ὑποτεδῆποτε διὰ γνωστοποιήσεως γενομένης εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν.

Ἄρθρον 103.

1. Ὁ παρὼν Κανονισμὸς τίθεται ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1971.

2. Πᾶν Κράτος, τὸ ὁποῖον κατέστη Μέλος τῆς Ὁργανώσεως εἰς ἡμερομηνίαν μεταγενεστέραν τῆς ὡς ἄνω τοιαύτης καὶ τὸ ὁποῖον, δὲν μετέχει ἤδη τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, δύναται νὰ γνωστοποιήσῃ, ὅτι ἀρνεῖται νὰ ἀποδεχθῇ τοῦτον ἢ ἐπιφυλάσσει, ἐντὸς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν κατέστη τοῦτο μέλος τῆς Ὁργανώσεως. Ὑπὸ τὴν ἐπιφυλάξιν των διατάξεων τοῦ ἄρθρου 101 καὶ ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως ἀρνήσεως, ὁ παρὼν Κανονισμὸς τίθεται εἰς ἰσχύϊ ὡς πρὸς τὸ Κράτος τοῦτο μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς ὡς ἄνω προθεσμίας.

Ἄρθρον 104.

1. Τὰ μὴ μέλη τῆς Ὁργανώσεως Κράτη, τὰ ὁποῖα μετέχουν ὅμως των προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 99 συμβάσεων, κανονισμῶν ἢ συμφωνιῶν τῆς αὐτῆς μορφῆς, ἢ εἰς ἂ ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἐγνωστοποίησε τὴν ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας υἱοθέτησιν τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, δύναται νὰ καταστοῦν μέλη τούτου, διὰ γνωστοποιήσεως τῆς ἀποδοχῆς των εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν. Ὑπὸ τὴν ἐπιφυλάξιν των διατάξεων τῶν ἄρθρων 101, ἢ ἀποδοχῆ αὕτη λαμβάνει ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, ἢ ἐὰν ἡ ἀποδοχῆ αὕτη γνωστοποιήται μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην, τρεῖς μῆνας ἀπὸ τῆς, ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ, λήξεως τῆς ἐν λόγω γνωστοποιήσεως.

2. Πρὸς τὸν σκοπὸν ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, τὰ ἄρθρα 23, 33, 62, 63 καὶ 64 τοῦ Καταστατικοῦ τῆς Ὁργανώσεως ἐφαρμόζονται εἰς τὰ Κράτη μὴ μέλη τῆς Ὁργανώσεως τὰ ὁποῖα καθίστανται μέλη τοῦ ἐν λόγω Κανονισμοῦ.

3. Τὰ μὴ μέλη τῆς Ὁργανώσεως Κράτη τὰ ὁποῖα κατέστησαν ὅμως μέλη τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, δύνανται ὁποτεδήποτε νὰ καταγγείλουν τὴν εἰς τοῦτον συμμετοχὴν αὐτῶν διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν. Ἡ καταγγελία αὕτη λαμβάνει ἰσχὺν ἐξ ἑξήμισι μηνῶν μετὰ τὴν λήψιν τῆς εἰρημένης γνωστοποιήσεως. Τὸ Κράτος ὅπερ προέβη εἰς καταγγελίαν, ἐφαρμόζει, ἐκ νέου, ἀπὸ τῆς στιγμῆς ταύτης, τὰς διατάξεις τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 99 συμβάσεων, κανονισμῶν ἢ συμφωνιῶν τῆς αὐτῆς φύσεως, εἰς ἃς μετείχεν προηγουμένως τὸ Κράτος τοῦτο.

Ἄρθρον 105.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς Ὁργανώσεως γνωστοποιεῖ εἰς πάντα τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη ὡς καὶ εἰς τὰ Μέλη τὰ ὁποῖα μετέχουν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 99 συμβάσεων, κανονισμῶν καὶ συμφωνιῶν τῆς αὐτῆς μορφῆς, τὴν ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας υἱοθέτησιν τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς γνωστοποιεῖ ἐπίσης εἰς τὰ Κράτη ταῦτα, ὡς καὶ εἰς πᾶν ἕτερον Κράτος τὸ ὁποῖον κατέστη μέλος τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, πάντα συμπληρωματικὸν Κανονισμὸν τροποποιούντα ἢ συμπληροῦντα τοῦτον, ὡς καὶ τὴν λήψιν πάσης γνωστοποιήσεως, τὴν ὁποῖαν ἤθελε λάβει κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 100, 102, 103 καὶ 104 ἀντιστοίχως, ὡς καὶ πᾶσαν ἀπόφασιν ληφθεῖσαν ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 101.

Ἄρθρον 106.

1. Πᾶν ἀναφερόμενον ζήτημα ἢ πᾶσα διαφορά ἐπὶ τῆς ἐρμηνείας ἢ ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ ἢ παντὸς συμπληρωματικοῦ Κανονισμοῦ δύναται νὰ ὑποβληθῆ, ὑπὸ παντὸς ἐνδιαφερομένου Κράτους, εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν, ὅστις καταβάλλει προσπάθειαν διευθετήσεως τοῦ ζητήματος ἢ τῆς διαφοράς.

Μὴ ἐπιτευχθέντος διακανονισμοῦ, ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς

τῆ ἰδίᾳ αὐτοῦ πρωτοβουλία ἢ τῆ αἰτήσῃ παντὸς ἐνδιαφερομένου Κράτους, ὑποβάλλει τὸ ζήτημα ἢ τὴν διαφοράν εἰς τὴν ἐπιτροπὴν ἢ ἕτερον ἀρμόδιον ὄργανον τῆς Ὁργανώσεως πρὸς ἐξέτασιν.

2. Πᾶν ἐνδιαφερόμενον Κράτος δικαιούται νὰ ἀντιπροσωπεύηται ἐνώπιον τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης ἢ τοῦ ἑτέρου τοῦτου ὄργανου.

3. Πᾶσα διαφορά, ἣτις δὲν διεκανονίσθη διὰ τῆς διαδικασίας ταύτης δύναται, διὰ προσφυγῆς νὰ ἀχθῆ ὑπὸ παντὸς ἐνδιαφερομένου Κράτους, ἐνώπιον τοῦ Διεθνoῦς Δικαστηρίου πρὸς λήψιν ἀποφάσεως.

Ἄρθρον 107.

1. Τὸ γαλλικὸν κείμενον καὶ τὸ ἀγγλικὸν κείμενον τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά.

2. Τὰ πρωτότυπα κείμενα τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ εἶναι κατατεθειμένα εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Ὁργανώσεως.

Κεκυρωμένα ἀντίγραφα αὐτοῦ ἀποστέλλονται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ εἰς πάντα τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη, ὡς καὶ εἰς τὰ Κράτη τὰ ὁποῖα μετέχουν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 99 συμβάσεων, κανονισμῶν καὶ συμφωνιῶν τῆς αὐτῆς φύσεως. Κατὰ τὴν ἐναρξιν θέσεως ἐν ἰσχύϊ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, κεκυρωμένα ἀντίγραφα χορηγοῦνται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Ὁργανισμοῦ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν πρὸς καταχώρησιν, κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν.

ΕἰΣ ΠΙΣΤΙΝ ΤΩΝ ΑΝΩΤΕΡΩ ὑπεγράφη ἡ παροῦσα πρᾶξις ἐν Βοστώνῃ τὴν 25ην Ἰουλίου 1969.

W. H. STEWART

Πρόεδρος τῆς Εἰκοστῆς Δευτέρας Παγκοσμίου Συνελεύσεως Ὑγείας.

M. G. CANDAU

Γενικὸς Διευθυντὴς τῆς Παγκοσμίου Ὁργανώσεως Ὑγείας

Π Α Ρ Τ Η Μ Α 1ον

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ ΜΥΟΚΤΟΝΙΑΣ (α)

ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ ΑΠΑΛΛΑΓΗΣ ΕΚ ΤΗΣ ΜΥΟΚΤΟΝΙΑΣ (α)

Έκδοθὲν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 54 τοῦ Διεθνoῦς Ὑγειονομικοῦ Κανονισμοῦ

(Τὸ παρὸν δὲν πρέπει νὰ κρατῆται ὑπὸ τῶν Λιμενικῶν Ἀρχῶν)

Ἡμερομηνία..... Λιμὴν.....

ΔΙΑ ΤΟΥ ΠΑΡΟΝΤΟΣ βεβαιοῦται ὅτι ἐξετελέσθη ἐπιθεώρησις καὶ { (μυοκτονία) (α)
εἰς τὸν λιμένα καὶ ἡμερομηνίαν ὡς ἀνωτέρω { (ἀπαλλαγὴ ἐκ τῆς μυοκτονίας) (α)τοῦ πλοίου.....προερχομένου ἐκ
|καθαρᾶς χωρητικότητος εἰς περίπτωσιν πλοίου ἀνοικτῆς θαλάσσης) (α), (στ)
|χωρητικότητος » » » ἐσωτερικῆς ναυσιπλοίας)Κατὰ τὸν χρόνον τῆς { ἐπιθεωρήσεως) (α) αἱ ἀποθῆκαι εὐρέθησαν πλήρεις ἐκ..... τόννων..... φορτίου.
{ μυοκτονίας)

Διαμερίσματα(β)	Ἴχνη μυῶν (γ)	Καταφύγια Μυῶν		ΜΥΟΚΤΟΝΙΑ				
		Εὐρεθέντα (δ)	Καταστρα- φέντα	Διὰ καπνισμοῦ Χρησιμοποιηθέντα ἀέρια : Διάρκεια : (εἰς ὥρας)			Διὰ μυογαπ. ἢ δηλητριάσεως	
				Χῶρος εἰς (κυβ. μέτρα)	Χρησιμο- ποιηθεῖσαι ποσότη- τες (ε)	Ἄνευρε- θέντα πτώματα μυῶν	Παγίδες ἢ χρησιμοποιοι- θέντα φυράματα	Ἀριθμὸς συλληφθέν- των ἢ φονευ- θέντων μυῶν
Κύπη 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7.								
Μεσοκατάστρωμα Γαιανθρακαποθήκη Μηχανοστάσιον καὶ σύ- σαγγξ ἀτράκτου Πρωραία δεξαμενὴ ζυγο- σταθ. καὶ ἀποθ.ὕλικου. Πρυμναία δεξαμ. ζυγο- σταθμίσεως καὶ ἀποθ. ὕλικου Σωστικοὶ λέμβοι Δωμάτιον χαρτῶν καὶ δωμάτιον ἀσυρμάτου. Μαγειρεῖα Διανομεῖον τροφίμων Ἀποθῆκαι τροφίμων Διαμ/τα πληρώματος Διαμ/τα ἀξιωματικῶν Κοιτῶνες ἐπιβατῶν Χῶροι μεταναστῶν								
Σύνολον								

(α) Διαγράψατε περιττὰς ἐνδείξεις.

(β) Ἐὰν δὲν ὑφίστανται τινὰ ἐκ τῶν ἀριθμουμένων διαμερισμάτων, δέον τοῦτο ὅπως ἀναφέρεται ρητῶς.

(γ) Ἴχνη παλαιὰ ἢ πρόσφατα ἐκκριμάτων, διαβάσεως ἢ διαβρώσεως.

(δ) Οὐδέν, ὀλίγα, ἀρκετὰ ἢ πολλά.

(ε) Δέον ν' ἀναγραφῆ ἢ ποσότης τοῦ χρησιμοποιηθέντος θείου ἢ κυανιοῦχου ἢ ἀναλογία κυανυδρικοῦ ὀξέος.

(στ) Διευκρινίσατε ἐὰν πρόκειται περὶ μετρικῶν ἢ ἄλλων τόννων.

ΠΑΡΑΤΗΡΗΣΕΙΣ : Ἐν περιπτώσει ἀπαλλαγῆς δέον ν' ἀναγραφῶν ἐνταῦθα τὰ ληφθέντα μέτρα πρὸς διατήρησιν τοῦ πλοίου ἐν τοιαύτῃ καταστάσει, ὥστε νὰ εἶναι τοῦτο ἀπληλαγμένον τρωκτικῶν καὶ φορέων-ξενιστῶν πανῶλους.

Σφραγίς, ὄνομα, ιδιότης καὶ ὑπογραφή τοῦ ἐκτελέσαντος τὴν ἐπιθεώρησιν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2ον

ΔΙΕΘΝΕΣ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ ΕΜΒΟΛΙΑΣΜΟΥ ἢ ΕΠΑΝΕΜΒΟΛΙΑΣΜΟΥ
ΚΑΤΑ ΤΗΣ ΧΟΛΕΡΑΣ

Διὰ τοῦ παρόντος πιστοποιεῖται ὅτι ὁ γεννηθεὶς τὴν
γένους..... τοῦ ὁποίου ἢ ὑπογραφή ἔχει οὕτω ἐνεβολιάσθη
ἢ ἐπανεμβολιάσθη κατὰ τῆς χολέρας κατὰ τὴν ἀναφερομένην εἰς τὸ παρὸν πιστοποιητικὸν ἡμερομηνίαν.

Ἡμερομηνία	Ὑπογραφή καὶ τίτλος τοῦ ἐμβολιάσαντος	Σφραγὶς Ἐγκυρότητας	
1		1	2
2			
3		3	4
4			

Τὸ χρησιμοποιούμενον ἐμβόλιον δέον νὰ πληροῖ τὰς ἀπαιτούμενας ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Ὁργανώσεως Ὑγείας προϋποθέσεις.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος πιστοποιητικοῦ καλύπτει περίοδον 6 μηνῶν ἀρχομένην 6 ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἐνέσεως τοῦ ἐμβολίου ἢ εἰς περίπτωσιν ἐπανεμβολιασμοῦ γενομένου ἐντὸς τῆς περιόδου τῶν 6 τούτων μηνῶν, τὴν ἡμέραν τοῦ ἐπανεμβολιασμοῦ.

Ἡ σφραγὶς ἐγκυρότητας δέον νὰ εἶναι σύμφωνος πρὸς τὸ ὑπόδειγμα τὸ καθορισθὲν ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας τῆς Χώρας ἔνθα ὁ ἐμβολιασμός ἐγένετο.

Τὸ ἐν λόγῳ πιστοποιητικὸν δέον ὅπως φέρῃ ἰδιόχειρον ὑπογραφήν ἱατροῦ, τῆς ἐπισήμου σφραγίδος αὐτοῦ μὴ δυναμένης νὰ θεωρηθῇ ὅτι ἐπέχει θέσιν ὑπογραφῆς.

Πᾶσα διόρθωσις ἢ διαγραφή ἐπὶ τοῦ πιστοποιητικοῦ ἢ παράλειψις οἰασδήποτε τῶν πληροφοριῶν ἃς περιέχει, δύναται νὰ καταστήσῃ τοῦτο ἄκυρον.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3ον

ΔΙΕΘΝΕΣ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ ΕΜΒΟΛΙΑΣΜΟΥ ἢ ΕΠΑΝΕΜΒΟΛΙΑΣΜΟΥ
ΚΑΤΑ ΤΟΥ ΚΙΤΡΙΝΟΥ ΠΥΡΕΤΟΥ

Διὰ τοῦ παρόντος πιστοποιεῖται ὅτι ὁ γεννηθεὶς τὴν
γένους..... τοῦ ὁποίου ἢ ὑπογραφή ἔχει οὕτω ἐνεβολιάσθη ἢ ἐπανεμβολιάσθη κατὰ τοῦ κιτρίνου πυρετοῦ κατὰ τὴν ἀναφερομένην εἰς τὸ παρὸν πιστοποιητικὸν ἡμερομηνίαν.

Ἡμερομηνία	Ὑπογραφή καὶ τίτλος τοῦ ἐμβολιασθέντος	Παρασκευαστὴς τοῦ ἐμβολίου καὶ ἀριθμὸς παρτίδος	Σφραγὶς ἐγκυρότητας τοῦ Κέντρου Ἐμβολιασμοῦ	
1			1	2
2				
3			3	4
4				

Τὸ πιστοποιητικὸν τοῦτο ἰσχύει μόνον ἐὰν τὸ χρησιμοποιηθὲν ἐμβόλιον ἐνεκρίθη ὑπὸ τῆς Παγκοσμίου Ὁργανώσεως Ὑγείας καὶ ἐὰν τὸ Κέντρον Ἐμβολιασμοῦ ἐξουσιοδοτήθῃ ὑπὸ τῆς Ὑγειονομικῆς Ὑπηρεσίας τῆς Χώρας ἔνθα εὐρίσκεται τὸ Κέντρον τοῦτο.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ πιστοποιητικοῦ τοῦτου καλύπτει περίοδον δέκα ἐτῶν ἀρχομένην δέκα ἡμέρας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τοῦ ἐμβολιασμοῦ ἢ εἰς περίπτωσιν ἐπανεμβολιασμοῦ γενομένου κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν δέκα τούτων ἐτῶν, τὴν ἡμέραν τοῦ ἐπανεμβολιασμοῦ.

Τὸ ἐν λόγῳ πιστοποιητικὸν δέον νὰ φέρῃ ἰδιόχειρον ὑπογραφήν ἱατροῦ, τῆς ἐπισήμου σφραγίδος αὐτοῦ μὴ δυναμένης νὰ θεωρηθῇ ὅτι ἐπέχει θέσιν ὑπογραφῆς.

Πᾶσα διόρθωσις ἢ διαγραφή ἐπὶ τοῦ πιστοποιητικοῦ ἢ παράλειψις οἰασδήποτε τῶν πληροφοριῶν ἃς περιέχει, δύναται νὰ καταστήσῃ τοῦτο ἄκυρον.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 4ον

ΔΙΕΘΝΕΣ ΠΙΣΤΟΠΟΙΗΤΙΚΟΝ ΔΑΜΑΛΙΣΜΟΥ ἢ ΑΝΑΔΑΜΑΛΙΣΜΟΥ

Διὰ τοῦ παρόντος πιστοποιεῖται ὅτι ὁ γεννηθεὶς τὴν γένους τοῦ ὁποίου ἡ ὑπογραφή ἔχει οὕτω ἔδαμαλίσθη ἢ ἀναδαμαλίσθη κατὰ τὴν ἀναφερομένην εἰς τὸ παρὸν πιστοποιητικὸν ἡμερομηνίαν δι' ἐμβολίου ξηροῦ (LYOPHILISE) ἢ ὑγροῦ τυποποιηθέντος συμφώνως πρὸς τὰ σταθερότυπα τῆς Παγκοσμίου Ὁργανώσεως Ὑγείας.

Ἡμερομηνία	Σημειώσατε διὰ «X» ἐὰν πρόκειται περὶ :	Ὑπογραφή καὶ ἐπαγγελματικὴ ιδιότης τοῦ ἐμβολιάσαντος	Παρασκευαστὴς ἐμβολίου καὶ ἀριθμὸς παρτίδος	Σφραγὶς ἐγκυρότητος	
1α	Πρώτου δαμαλισμοῦ			1α	1β
1β	Ἐπιτυχοῦς } Ἀνεπιτυχοῦς }				
2	Ἀναδαμαλισμοῦ			2	3
3	Ἀναδαμαλισμοῦ				

Ἡ ἰσχὺς τοῦ πιστοποιητικοῦ τούτου καλύπτει περίοδον τριῶν ἐτῶν, ἀρχομένη ἡμέρας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τοῦ πρώτου ἐπιτυχοῦς δαμαλισμοῦ ἢ εἰς περίπτωσιν ἀναδαμαλισμοῦ, τὴν ἡμέραν τοῦ ἀναδαμαλισμοῦ τούτου.

Ἡ σφραγὶς ἐγκυρότητος δεόν νὰ εἶναι συμφώνως πρὸς τὸ ὑπόδειγμα ὅπερ καθωρίσθη ὑπὸ τῆς ὑγειονομικῆς ὑπηρεσίας τοῦ ἐδάφους ἐνθα ὁ δαμαλισμὸς ἐξετελέσθη.

Τὸ ὡς ἄνω πιστοποιητικὸν δεόν νὰ φέρῃ ἰδιόχειρον ὑπογραφήν ἰατροῦ, τῆς ἐπισήμου σφραγίδος αὐτοῦ μὴ δυναμένης νὰ θεωρηθῇ ὅτι ἐπέχει θέσιν ὑπογραφῆς.

Πᾶσα διόρθωσις ἢ διαγραφή ἐπὶ τοῦ πιστοποιητικοῦ ἢ παράλειψις οἰασδὴποτε τῶν πληροφοριῶν ἃς περιέχει, δύναται νὰ καταστήσῃ τοῦτο ἄκυρον.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 5ον
ΝΑΥΤΙΛΙΑΚΗ ΔΗΛΩΣΙΣ ΥΓΕΙΑΣ

(Ὑποβάλλεται παρὰ τῶν πλοίαρχων τῶν προερχομένων ἐκ λιμένων κειμένων ἐκτὸς τῆς Ἐπικρατείας πλοίων)

Λιμὴν Ἡμερομηνία
 Ὄνομα πλοίου προερχομένου ἐκ κατευθυνομένου εἰς
 Ἐθνικότης Ὄνομα πλοίαρχου
 Καθαρὰ χωρητικότης
 Μυοκτονία ἢ ἀπαλλαγὴ ἐκ τῆς μυοκτονίας } πιστοποιητικὸν ἡμερομηνία
 ἐκδοθὲν εἰς
 Ἀριθμὸς } Κοιτῶνος ἀριθμὸς μελῶν πληρώματος
 ἐπιβατῶν } Καταστρώματος
 Πίναξ προσεγγίσεων ἀπὸ τῆς ἀρχῆς τοῦ ταξιδίου μετὰ τῶν ἡμερομηνιῶν ἀναχωρήσεως :

Ἐρωτηματολόγιον ὑγείας

Ἀπαντήσατε
διὰ ναὶ ἢ ὄχι

1. Παρατηρήθη ἐπὶ τοῦ πλοίου κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου * κροῦσμα (ἢ ὑποπτον τοιοῦτον) πανώλους, χολέρας, κιτρίνου πυρετοῦ, ἢ εὐλογίας ; Δώσατε πληροφορίας ἐν τῷ συνημμένῳ πίνακι
2. Παρουσιάσθη πανώλης (ἢ ὑποπτον κροῦσμα πανώλους) μεταξύ τῶν μυῶν ἐπὶ τοῦ πλοίου, κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου * ἢ ἐσημειώθη ἀσυνήθης θνησιμότης μεταξύ αὐτῶν ;
3. Ἀπέθανεν ἄτομον τι ἐπὶ τοῦ πλοίου κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου * ἐξ ἄλλης αἰτίας πλὴν δυστυχῆματος ; Δώσατε πληροφορίας ἐν τῷ συνημμένῳ πίνακι.
4. Ὑπάρχει ἐπὶ τοῦ πλοίου ἢ ἐσημειώθη, κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου *, κροῦσμα νόσου τὴν ὁποίαν ὑποπτεύεσθε ὅτι εἶναι μολυσματικῆς φύσεως ; Δώσατε πληροφορίας ἐν τῷ συνημμένῳ πίνακι.
5. Ὑπάρχουν νῦν ἀσθενεῖς ἐπὶ τοῦ πλοίου ; Δώσατε πληροφορίας ἐν τῷ συνημμένῳ πίνακι.

ΣΗΜΕΙΩΣΙΣ : Ἐν ἀπουσίᾳ ἰατροῦ ὁ πλοίαρχος δεόν νὰ θεωρῇ τὰ κάτωθι συμπτώματα ὡς λόγον ὑποψίας ὑπάρξεως μολυσματικῆς νόσου : Πυρετὸς συνοδευόμενος ὑπὸ κοπώσεως ἢ ἐπιμένων ἐπὶ πολλὰς ἡμέρας ἢ συνοδευόμενος ὑπὸ ἀδενικοῦ διογκώματος. Ὁξείαι δερματικαὶ κηλίδες ἢ ἐξανθημάτιον μετὰ ἢ ἀνευ πυρετοῦ ὀξεία διάρροια με συμπτώματα χαρακτηριστικῆς ἀδυναμίας ἔκτερος συνοδευόμενος ὑπὸ πυρετοῦ.

6. Γνωρίζετε οἰανδὴποτε ἄλλην περίπτωσιν ἐπὶ τοῦ πλοίου, δυναμένην νὰ εὐνοήσῃ μόλυνσιν ἢ ἐξάπλωσιν νόσου ;

Διὰ τῆς παρουσίας μου, δηλωθὲν ὅτι αἱ πληροφορίες καὶ ἀπαντήσεις εἰς τὰ ἐρωτήματα τὰ διδόμενα εἰς τὴν παροῦσαν ναυτιλιακὴν δήλωσιν ὑγείας (συμπεριλαμβανομένου τοῦ πίνακος) εἶναι ἀληθεῖς καὶ ὀρθαὶ καθ' ὅσον γνωρίζω καὶ πιστεῶ.

Ἡμερομηνία Ὑπογραφή Προσυπογραφή
 Πλοίαρχος Ἰατρὸς πλοίου

* Ἐὰν παρῆλθον περισσότεραι τῶν 4 ἐβδομάδων ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τοῦ ταξιδίου, ἀρκεῖ νὰ δοθοῦν στοιχεῖα διὰ τὰς

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 5 (Συνέχεια)

ΠΙΝΑΞ ΣΥΝΗΜΜΕΝΟΣ ΕΙΣ ΤΗΝ ΝΑΥΤΙΑΚΗΝ ΔΙΑΛΩΣΙΝ

Λεπτομέρεια επί εκάστου κρούσματος νόσου ή θανάτου συμβάντος επί του πλοίου

Όνομα	Θέσις ή ύπη- ρεσία επί του πλοίου	Ηλι- κία	Γένος	Εθνικότης	Λιμήν επίβι- βάσεως	Ημερομη- νία επίβι- βάσεως	Φύσις νόσου	Ημερομη- νία εκδηλώ- σεως νόσου	Αποτελέ- σματα νόσου *	Δοθείσα συνέ- γεια**

* Αναφέρατε εάν ό ασθενής θεραπεύθη, ή εάν εισέτι εξακολουθή να είναι ασθενής ή εάν απέθανεν.

** Αναφέρατε εάν ό ασθενής εύρισκεται ακόμη επί του πλοίου, εάν απεβιβάσθη (αναφέρατε όνομα λιμένος) ή εάν το πτώμα έρρίφθη εις την θάλασσαν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 6ον

ΜΕΡΟΣ ΣΧΕΤΙΚΟΝ ΜΕ ΤΑ ΥΓΕΙΟΝΟΜΙΚΑ ΣΤΟΙΧΕΙΑ ΤΗΣ ΓΕΝΙΚΗΣ
ΔΙΑΛΩΣΕΙΣ ΑΕΡΟΠΛΟΙΟΥ

Δήλωσις υγείας :

Κρούσματα νόσου (εξαιρέσει των εκ τής πτήσεως ή άτυχημάτων ασθενειών) διαπιστωθέντα, επί του αεροπλοίου ή αποβιβάσθέντα κατά την διάρκειαν του ταξιδίου συμπεριλαμβανομένων των περιστατικών παρουσιαζόντων τοιαύτα συμπτώματα ή ένδειξεις ως εξάνθημα, πυρετόν, ρίγη, διάρροια.....

Οικιδήποτε συνθήκαι ύφιστάμεναι επί του αεροπλοίου και δυνάμεναι να προκαλέσουν την εξάπλωσιν τής νόσου.....

Λεπτομέρεια έφ' εκάστης έντομοκτονίας ή έτέρας υγειονομικής ένεργείας (τόπος, ήμερομηνία, ώρα, μέθοδος) γενομένης κατά την πτήσιν Έάν δέν έγένετο έντομοκτονία κατά την πτήσιν, δώσατε λεπτομερείας επί τής πλέον προσφάτου έντομοκτονίας.....

Υπογραφή, εάν απαιτήται.....

Μέλος του πληρώματος